

**LE CADRAGE MÉDIATIQUE DES MANIFESTATIONS ANTI-G8 EN 2003 COMME
EXPRESSION DE L'IDÉOLOGIE NÉOLIBÉRALE :
LE CAS DU TJ DE 19H30 DE LA TSR**



Captures d'écran du journal de 19h30 de la TSR du 1^{er} juin 2003

Mémoire de master en science politique, orientation politique et histoire internationale

Présenté par Alicia Pugin

Direction : Philippe Gottraux

Expert : Nicholas Pohl

Remerciements

Je voudrai d'abord remercier mon directeur de mémoire Philippe Gottraux, grâce à qui j'ai choisi le cas fort intéressant du G8 d'Evian, pour son encadrement.

Merci à ma mère, qui m'a aidé de bien des manières que je ne saurai résumer ici. Merci pour ta relecture et pour tes attentions toujours pleines de tendresse.

Merci à Titayna, qui est passée par là avant moi, et a su m'apporter le soutien que j'avais besoin. Merci pour tes mots réconfortants et ta relecture attentive.

J'aimerai remercier aussi mes amies et amis : Nadia, Elsa, Helena, Talia, Emma, Nils, Pierre, Estelle, Irina et d'autres, pour m'avoir sans cesse réaffirmé leur confiance en moi et en mon travail, m'avoir tendu la main pour m'apporter de l'aide, ou tout simplement pour les bons moments passés.

Merci à Dupuis-Déri pour la réflexion qu'il a provoquée en moi il y a 5 ans de cela, et finalement, j'aimerai remercier la caféine, sans qui ce travail n'aurait pas abouti.

Table des matières

Introduction	3
Chapitre 1 – Outils théoriques et données	9
Chapitre 2 - Un mouvement multiple	15
Chapitre 3 - Dépolitisation de la contestation par le cadrage médiatique	19
3.1 Le cadrage médiatique de la mobilisation contre le G8	19
3.2 La répartition de la parole par le dispositif médiatique	20
3.3 « Est-ce que la Suisse sera en danger durant ce G8 ? » : le cadre sécuritaire.....	22
3.3.1 « La violence du sommet de Gênes est encore dans tous les esprits » : la mobilisation de la mémoire discursive	22
3.3.2 « Les Suisses romands craignent des débordements » : l'opinion publique anthropomorphisée.....	33
3.3.3 « On tenait à avoir les deux points de vue » : une neutralité affichée	35
3.4 « Qui paiera ? » : le cadre des intérêts privés	36
3.4.1 « Pour le lèche-vitrine à Genève, c'est rappé » : dépolitisation des citoyens.....	36
3.4.2 La figure de l'habitant de quartier	42
3.4.3 « Le dommage financier prend la dimension d'un drame humain » : personnalisation et appel aux émotions	44
3.5 « On va pas faire le débat ici du G8 » : le cadre des revendications	48
Conclusion.....	54
Chapitre 4 – Un clivage performatif	57
4.1 « Les casseurs d'un côté et puis les manifestants altermondialistes de l'autre » : mise en opposition	57
4.2 « Voilà donc pour ces fameux casseurs » : évidence et dépolitisation.....	62
4.3 « Qu'importe, aujourd'hui c'est la fête » : bienveillance condescendante.....	75
4.4 « Nous n'avons rien à voir avec les casseurs » : performativité du clivage	79
Conclusion.....	84
Conclusion	87
Bibliographie	91
Annexes	95

Introduction

L'arc Lémanique fut sous les projecteurs des médias Suisses et internationaux en 2003, lorsque la ville française d'Evian accueillit le sommet du G8 entre les chefs d'Etat de 8 pays parmi les plus industrialisés du 1^{er} au 3 juin. Mais ce sont avant tout les actions protestataires organisées en parallèle du sommet par diverses organisations et groupes anticapitalistes et altermondialistes qui furent au-devant de la scène médiatique. Les manifestations se déroulèrent principalement à Genève, Lausanne et Annemasse du 29 mai au 3 juin. La mobilisation se faisait notamment la critique de la mondialisation néolibérale et de ses conséquences sociales, économiques et environnementales, ainsi que de la légitimité du G8 à prendre des décisions impactant des acteurs dont la voix n'est pas représentée.

Les manifestants expriment leur opposition au G8 à travers des actions spectaculaires, telles des grands défilés, des performances théâtrales, des blocages, des confrontations avec les forces de l'ordre et la destruction de biens privés. L'opposition s'exprime donc dans la rue, mais elle s'exprime également dans les médias. La relation entre mouvements sociaux et médias n'est pas nouvelle, comme le précise Simon Cottle (2008), qui cite notamment les chartistes au Royaume-Uni au 19^e siècle ou le mouvement des suffragettes au début du 20^e. En effet, afin de faire passer leur message et mobiliser le soutien, tout mouvement social « est soumis à un impératif qu'on peut nommer communicationnel » (Neveu, 2010, p. 245). Toutefois, cet aspect médiatique de la contestation s'est intensifié avec la deuxième phase de mondialisation et les évolutions technologiques, et « it is in and through the news media especially that the politics of protest and dissent is now generally conveyed to wider audiences » (Cottle, 2008, p. 853).

C'est d'abord à travers la télévision, « média de masse par excellence de la seconde moitié du 20^e siècle » (Macé, 2000, p. 247), que les mouvements sociaux vont chercher à élargir l'audience du débat qu'ils soulèvent. Selon DeLuca et Peebles (2002), ces changements technologiques et culturels ont « transformed the rules and roles of participatory democracy » (p. 127). Pour cette raison, nous avons décidé dans ce travail de nous concentrer sur l'analyse de la manière dont le journal télévisé de 19h30 de la Télévision Suisse Romande (TSR) représente les manifestations de 2003.

A partir de leur étude des manifestations contre l'OMC à Seattle en 1999, DeLuca et Peebles (2002) développent le concept de « public screen », en référence au concept de sphère publique de Jürgen Habermas, et concluent : « the public screen is an unavoidable place of politics » (p. 136). Ainsi « la télévision se constitue en espace public et en un de ses principaux acteurs à travers la mise en scène des « débats » et des « réalités » de la vie sociale » (Macé, 2001, p. 228). En tant que tel, la télévision représente un forum important pour le fonctionnement des démocraties, puisque celles-ci fondent leur pouvoir politique dans le *démos* et nécessitent pour cela « un espace dans lequel puisse s'exprimer la volonté populaire en faisant émerger les

opinions et les arguments qui les soutiennent, prélude à un moment de délibération qui doit aboutir à une prise de décision » (Charaudeau, 2017, p. 7). Les médias sont d'ailleurs souvent qualifiés de « quatrième pouvoir », à côté des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire incarnant l'Etat (Guilbert, 2011, p. 7). Ils serviraient ainsi de contre-pouvoir critique. Mais selon certains académiciens, dont DeLuca et Peeples (2002), cette vision est idéalisée et potentiellement trompeuse.

En effet, si l'on reprend le modèle d'Habermas, la sphère publique est un espace social inclusif et accessible à tous dans lequel les citoyens se réunissent et débattent du bien public, sur des bases de rationalité et de transparence, afin d'atteindre des consensus (Habermas, Lennox, & Lennox, 1974). L'opinion publique ainsi formée servirait alors à la fois à légitimer et à contrôler le pouvoir de l'Etat (DeLuca & Peeples, 2002, p. 128). Une conception largement remise en question et qualifiée de trompeuse et utopiste par certains auteurs (voir notamment : Johnson, 2001 ; Phillips, 1996 ; Fraser, 1990). DeLuca et Peeples (2002) y voient un « exclusionary and impoverished normative ideal » (p. 128). En effet, sont remis en question l'aspect égalitaire de l'accès à la sphère publique qu'est la télévision, l'aspect rationnel des débats qui s'y déroulent, ainsi que son caractère transparent. L'illusion de transparence est d'autant plus importante dans le cadre de la télévision, dont les images et le caractère d'immédiateté tendent à donner une impression de réalité et, par cette illusion, semblent établir « de façon irréfutable son actualité et son authenticité » (Lecomte, 1993, p. 36). Patrick Charaudeau (2017) pose ainsi la question : « le débat public est-il une chance pour la démocratie ou seulement un faire-semblant, un faire-valoir, pour entretenir son illusion ? » (p. 7).

Agnès Chauveau (2001) identifie trois rôles opposés mais complémentaires sous lesquels envisager la production télévisuelle. Le premier, le « voile », exprime la vision critique selon laquelle la télévision est « l'expression contemporaine de l'aliénation sociale » (p. 98) et se fait porte-parole du conservatisme et du moralisme, taisant les visions et les expériences contre-hégémoniques. Le deuxième rôle que peut endosser la télévision selon Chauveau (2001) est celui « de miroir et de témoin des transformations sociales » (p. 102). Elle serait alors simple témoin des métamorphoses et des crises de son temps. Finalement, l'auteure identifie une télévision comme « aiguillon », qui lèverait des tabous et « a pu contribuer à faire évoluer les mentalités » (p. 102). Ainsi, « selon une hiérarchie aléatoire, [la télévision] est capable, à la fois, d'occulter les réalités et les mutations sociales, de les accompagner, voire de les anticiper en posant au cœur de l'espace public des questions jusqu'alors taboues » (p. 108).

Nous voulons ainsi questionner la manière dont la télévision a présenté le mouvement de contestation altermondialiste qui s'est élevé contre le G8, puisque, comme l'écrit Jean Widmer (2010), « nos sociétés sont des sociétés médiatisées, et

pour comprendre l'expérience publique et collective qui y est possible, il est indispensable d'analyser le travail qu'y effectuent les médias » (p. 13).

Selon Éric Macé (2000), « la télévision est une forme particulière de traduction des rapports sociaux en représentations culturelles » (p. 248). Cette traduction particulière se fait par la sélection de ce qui est présenté et la forme sous laquelle les événements sont retranscrits, notamment le choix des mots et des images qui constituent le discours médiatique et « proposent une certaine lecture du monde » (Guilbert, 2011, p. 7). Selon Sarfati (2014), le discours représente « l'ensemble des textes considérés en relation avec leurs conditions historiques (sociales, idéologiques) de production » (Sarfati, 2014, p. 16). Ainsi nous considérons le discours médiatique comme représentant l'actualisation de symboles (le langage et les images) dans un contexte spécifique comprenant des contraintes propres.

Selon Jean Widmer (2010), « le langage contribue à la production de la réalité sociale, tout en permettant de la décrire et de l'expliquer » (p. 10). Dans le même temps, le langage lui-même est le produit de la réalité sociale, puisque que des pratiques linguistiques sont instaurées comme dominantes et légitimes par les conditions socio-historiques (Bourdieu & Thompson, 2001). Nous considérons donc le langage du discours médiatique comme l'actualisation de rapports de pouvoir qui participe à former des idées et des croyances.

Ainsi, le dispositif médiatique s'inscrit dans un certain contexte social, économique et politique à partir duquel il produit un certain discours qui véhicule des représentations « *from a specific ideological point of view* » (Fowler, 1991, p. 66). En effet, l'appareil médiatique est l'un de ce qu'Althusser (1970) nomme les appareils idéologiques d'Etat, et contribue à « la reproduction des rapports de production, c'est-à-dire des rapports d'exploitation capitaliste » en « gavant par la presse, la radio, la télévision tous les "citoyens" des doses quotidiennes de nationalisme, chauvinisme, libéralisme, moralisme, etc. » (p. 107).

L'idéologie, selon Alain Bihr (2011), « est un système culturel [...] dont le noyau est constitué par une conception du monde à la fois englobante et cohérente, qui implique un programme d'action sur le monde [...] et dont la fonction essentielle est de justifier la situation, les intérêts ou les projets d'un groupement social particulière » (p. 2). Elle le fait à travers un double processus de reconnaissance et de méconnaissance qu'explique Althusser (1970). La question de la reconnaissance réfère au caractère « évident » de l'idéologie. En effet, l'évidence est au cœur du mécanisme de l'idéologie, qui va présenter les différents éléments qui constituent une certaine conception du monde comme « naturels », « évidents », alors qu'ils sont construits dans un certain cadre imposé par l'idéologie. Ainsi on reconnaît ces évidences grâce à l'idéologie dans laquelle on est pris. Et c'est là qu'intervient la méconnaissance : c'est bien le propre de l'évidence de ne pas soulever de questionnement. Ainsi, quand on reconnaît une évidence, imposée comme telle par l'idéologie, on ne réalise pas que

cette lecture du monde n'est pas « naturelle ». Cette dissimulation se fait notamment par le discours, puisque comme le montre Thierry Guilbert (2011), le discours joue un « rôle primordial dans les mécanismes de prédisposition des sujets à accepter l'imposition symbolique des dominants » (p. 28).

Ce qui nous amène aux médias, qui, selon de nombreux chercheurs (voir notamment : Herman & Chomsky, 2002 ; Steigmeier, Vallotton, Mäusli, & Beck, 2012 ; Opel & Pompper, 2003), contribuent à reproduire l'idéologie dominante des élites au pouvoir en raison des facteurs structurels dans lesquels ils sont inscrits. En effet, comme l'explique Eric Macé (2000), « c'est bien l'idéologie des groupes sociaux dominants ayant le contrôle (politique, culturel, économique) des médias de masse qui préside à l'encodage sémiologique des contenus médiatiques » (p. 251).

De concert avec Bihl (2011) et Guilbert (2011), nous considérons le néolibéralisme comme l'idéologie dominante. Selon Bihl (2011), le néolibéralisme « procède d'une conception fondamentalement individualiste de l'individu, de ses rapports au monde, aux autres ainsi qu'à lui-même » (p. 4). L'auteur définit les manières dont le néolibéralisme représente l'individu comme sujet économique, juridique, éthique politique et philosophique auxquelles sont rattachés trois concepts principaux : la propriété, la liberté et l'égalité. Selon l'idéologie néolibérale, la seule propriété légitime est la propriété privée individuelle. De manière similaire, la liberté est entendue comme celle de l'individu, « réduite à l'expression et au respect de son autonomie, de sa capacité à penser et agir par lui-même » (p. 5). Finalement, l'égalité néolibérale est limitée à l'égalité juridique et civique : « l'égalité de l'individu face au droit et à la loi » (p. 5).

Dans ce travail nous allons ainsi chercher à déterminer comment se traduit cette idéologie dominante dans le traitement médiatique des manifestations altermondialistes anti-G8 en 2003 par le journal télévisé de la TSR. Nous avons ici ce que Patrick Charaudeau (2009) définit comme une « problématique représentationnelle et interprétative », et qui vise à analyser les « représentations socio-discursives dont on suppose qu'elles sont dominantes à un moment donné de l'histoire d'une société (elles sont donc socio-historiques), et qu'elles caractérisent tel ou tel groupe social » (p. 51).

Nous faisons l'hypothèse que le traitement médiatique représente de manière défavorable les manifestants et leurs revendications et se fait le « voile » sur la contestation, en raison notamment de l'usage de la violence par certains manifestants.

L'utilisation de la violence par les citoyens est considérée illégitime en raison du « monopole de la violence physique légitime » de l'Etat (Weber, 2019, p. 125). Comme l'explique Francis Dupuis-Déri (2019), les Etat libéraux se fondent par la violence et, une fois instaurés, diffusent l'idée que seules les institutions qui le composent ont le droit de recourir à la violence en politique (p. 98). Walter Benjamin (2019) explique en effet que la violence est fondatrice et conservatrice de droit (p. 21),

ainsi, le droit, et donc l'Etat, « a pour origine la violence » (p. 24). Il distingue une violence aux fins « naturelles », qui serait alors criminelle, et une violence aux fins légales. Cette distinction est présentée par l'Etat comme critère déterminant la légitimité ou l'illégitimité de l'usage de la violence. Ainsi, la violence des manifestants est perçue comme illégitime, puisque n'étant pas employée à des fins légales. Les médias se font l'écho de cette distinction entre violence légitime et illégitime, avec une tolérance variant en fonction des personnes, groupes et institutions qui y ont recours. Elle sera ainsi acceptée comme légitime si elle est mobilisée par les forces policières ou militaires nationales ou alliées (Dupuis-Déri, 2019), plus ou moins tolérée si elle est le fait de groupes ou personnes considérés comme respectables, tels des agriculteurs, comme c'est le cas notamment lors du démontage du McDonald's de Millau en France en 1999 (Agrikoliansky, Fillieule, & Mayer, 2005, p. 139), et elle sera condamnée si elle est le fait de groupes qui ont peu de capital économique, culturel, symbolique et social, tels des jeunes de banlieues (Dupuis-Déri, 2019). Dupuis-Déri (2019) montre également l'existence d'un préjugé ancré dans l'idéologie dominante dans la manière dont les médias considèrent la violence à travers la manière positive dont ont été représentés les citoyens détruisant le mur de Berlin en 1989, une violence dirigée symboliquement contre l'idéologie communiste (p. 100).

En considérant cela et le fait que certains manifestants anti-G8 utilisent la force contre des symboles de l'Etat, dont les policiers, et s'en prennent à des symboles du néolibéralisme par la destruction de biens privés et de commerces, nous nous attendons à ce que le discours médiatique délégitimise les manifestants. Comme Juris (2005) l'explique, « dominant media discourses tend to frame protest violence as a heinous crime against society itself, a grave threat to the prevailing moral order » (p. 423).

Pour vérifier cette hypothèse, nous commencerons par introduire les outils théoriques qui nous permettront d'analyser les reportages télévisés de la TSR qui seront présentés dans le même chapitre. Nous tâcherons ensuite dans un deuxième chapitre de poser brièvement le contexte général du mouvement altermondialiste et le contexte spécifique des manifestations anti-G8 de 2003. Dans notre troisième chapitre nous effectuerons une analyse du cadrage médiatique sous lequel sont présentés le sommet et les manifestations, afin d'observer ce qui trouve sa place au sein du « public screen ». Nous nous attarderons sur le cadre sécuritaire, le cadre des intérêts privés et le cadre des revendications et nous montrerons comment ceux-ci véhiculent une conception idéologique des événements. Finalement, dans le chapitre quatre, nous analyserons la manière dont les manifestants sont divisés en deux camps par le dispositif médiatique et quel ethos hétéro-attribué est assigné à chacune de ces catégories. A partir de ces différents éléments, nous établirons quelles valeurs et croyances idéologiques sont véhiculées à travers le traitement médiatique des manifestations.

Chapitre 1 – Outils théoriques et données

Nous allons présenter dans ce chapitre les outils que nous mobiliserons pour analyser le discours véhiculé par le dispositif médiatique du 19h30 de la TSR, puis les données qui fourniront cette analyse.

Selon Madelaine Gravit, « considérer la structuration d'un texte en le rapportant à ses conditions de production, c'est l'envisager comme *discours* » (Gravit, 1990, p. 354). En conséquence, nous considérons que notre objet d'étude, le discours médiatique, se compose d'un texte, c'est-à-dire un « ensemble suivi (cohésif et cohérent) d'énoncés qui constituent un propos (écrit ou oral) » (Sarfati, 2014, p. 15) et de ses conditions de production.

Le dispositif médiatique, comme nous l'avons dit, est un appareil idéologique d'Etat et participe donc à la reproduction des rapports sociaux, à travers notamment ce qu'il représente ou non, et comment il le représente, c'est-à-dire à travers des opérations de cadrage (*framing*). L'analyse des cadres fut d'abord conceptualisée par Erving Goffman (1974). Ces cadres d'interprétation permettent aux individus de « locate, perceive, identify, and label » (Goffman, 1974, p. 21) les informations qui circulent dans leur environnement afin d'organiser et d'interpréter la réalité dans laquelle ils évoluent. Le concept est repris plus spécifiquement en lien avec l'analyse médiatique notamment par Todd Gitlin (1980) et Robert Entman (1993). Selon Gitlin (1980), « *media frames are persistent patterns of cognition, interpretation, and presentation, of selection, emphasis, and exclusion, by which symbol-handlers routinely organize discourse, whether verbal or visual* » (p. 7). Les cadres médiatiques sont donc des outils conceptuels avec lesquels les journalistes créent du sens à partir d'événements, à travers notamment la sélection ou l'omission dans ce qui est présenté, et la manière dont cela est exposé. Entman (1993) explique que les éléments sélectionnés sont mis en avant, « in such a way as to promote a particular problem definition, causal interpretation, moral evaluation, and/or treatment recommendation for the item described » (p. 52). Mais l'auteur rappelle que « the omissions of potential problem definitions, explanations, evaluations, and recommendations may be as critical as the inclusions in guiding the audience » (p. 54). Il faut donc également prendre en compte les cadres qui sont minoritaires ou absents. Ainsi, que ce soit par leur absence ou leur présence, les « *media frames are composed of tacit theories about "what matters"* » (Opel & Pompper, 2003, p. 100) : Ils définissent en conséquence les limites de ce qui doit faire partie du débat public ou non, mais de manière implicite, sous le masque de l'évidence idéologique. Eric Macé (2001) parle ainsi de « l'invisibilisation du caractère partiel et construit des cadres d'interprétations de tout ce dont parle la télévision (ce qui cadre "ce dont on parle"), et qui fait passer pour "factuel", pour "transparent", pour "objectif", pour "naturel" ce qui n'est que l'aboutissement d'une série de médiations et de définitions conflictuelles de la "réalité" » (p. 233).

Selon Pan et Kosicki (1993), les cadres médiatiques, qu'ils décrivent comme des thèmes centraux, participent à présenter des croyances comme étant « known to and accepted by a majority of the society as common sense » (Pan & Kosicki, 1993, p. 57). Ainsi, analyser les cadres médiatiques permet d'identifier des croyances et valeurs idéologiquement ancrées mais présentées comme du bon sens.

A travers notre analyse du discours médiatique, nous allons nous pencher aussi sur le lexique, qui participe à catégoriser les groupes présents dans ce discours. Il s'agira d'examiner comment sont désignés les manifestants, quels termes sont dominants et quelle valeur est attribuée à ceux-ci. Selon Pan et Kosicki (1993), les journalistes ont un large répertoire de dénominations à partir duquel choisir, une sélection dans laquelle « ideology certainly plays an important role » (p. 63). Pour ce qui est de la valeur attribuée au lexique, nous relèverons les marqueurs de modalité des énoncés, qui indiquent l'attitude et les jugements du locuteur par rapport à ce qu'il dit (Sarfati, 2014, p. 23). Comme le résume Jean Widmer (2010), le lexique comporte des « offres d'identification collective » (p. 15) qui sont perçues comme souhaitables ou non-souhaitables et qui « déterminent des collectifs politiques effectifs » (p. 14), on peut donc parler d'effet performatif de ces catégorisations, qui « occupent une place importante dans la définition du mode de traitement d'un problème public » (p. 14).

Pour analyser cet effet performatif de la catégorisation des groupes, nous emploieront le concept d'éthos hétéro-attribué tel qu'entendu par Anna Giaufret. Dans son article « L'éthos collectif des *guerrilla gardeners* à Montréal : entre conflictualité et inclusion » (2015), Anna Giaufret cherche à « analyser la construction discursive de l'identité du mouvement [...] à la fois dans les discours produits de l'intérieur du mouvement, mais aussi dans ceux qui sont produits de l'extérieur sur le mouvement » (p. 3). L'auteure fait appel à Ruth Amossy (1999) et Eithan Orkibi (2008) pour définir l'éthos collectif auto-attribué comme étant « l'image de soi que projette un groupe » produite par des « stratégies rhétoriques de construction de l'identité collective et de polarisation » (Giaufret, 2015, p. 3-4). A cet éthos auto-attribué s'ajoute un éthos hétéro-attribué pour la description duquel l'auteure s'appuie sur Charaudeau (2005). Le concept correspond à « la projection sur un groupe d'une image sociale identitaire, artificiellement homogène, fondée sur des aprioris et des stéréotypes, de la part de ceux qui ne lui appartiennent pas » (Giaufret, 2015, p. 4). En raison de la dimension collective de cet éthos, nous sommes ici dans une vision qui s'éloigne de sa compréhension classique, qui conçoit l'éthos comme l'autoprésentation de l'énonciateur. Charaudeau (2005) précise que « l'éthos collectif correspond à une vision globale, mais à la différence de l'éthos singulier, il n'est construit que par attribution apriorique, attribution d'une identité émanant d'une opinion collective vis-à-vis d'un groupe autre » (p. 90). Nous utiliserons le concept d'éthos hétéro-attribué pour analyser la manière dont le discours médiatique définit l'identité des manifestants

altermondialistes, et quel effet performatif a cet ethos hétéro-attribué sur l'ethos auto-attribué de ces derniers.

Nous examinerons la notion de mémoire discursive, qui participe à la fois aux opérations de cadrage et à la production de l'ethos hétéro-attribué des manifestants. Sophie Moirand (2004) explique, en mobilisant Bakhtine, que les mots sont déjà marqués d'interprétation : ils sont emplis de la voix d'autrui, et ne sont donc pas neutres. Ils transportent les discours des autres au fil de leur évolution, « on pose alors que les mots ont une “mémoire” » (p. 49). L'auteure s'intéresse particulièrement à la mémoire discursive dans le cadre des « moments discursifs médiatiques » qui résultent en des « mots événements ». Ils permettent alors « de tisser des liens entre certains de ces événements, lorsqu'ils surgissent dans des structures de comparaison ou d'analogie » (p. 51). D'autres mots, souvent employés au sujet de militants, contiennent en eux-mêmes l'idée d'un antagonisme, et des références à la guerre, tels la « résistance », « la bataille », et renvoient « non seulement à l'histoire récente mais également à l'histoire à long terme » (p. 52).

Nous recourrons en outre au concept d'effacement énonciatif afin d'expliquer comment les différentes constructions produites par le dispositif médiatique sont présentées comme étant objectives. Alain Rabatel (2004) utilise notamment le concept pour étudier le discours rapporté. Selon lui, le locuteur est responsable de l'énoncé et il organise les points de vue des énonciateurs, mais dans le cas de l'effacement énonciatif, il se soustrait à la responsabilité de son énonciation en effaçant les marqueurs de sa présence et de « toute source énonciative identifiable » par des stratégies discursives (p. 4). Ce faisant, le locuteur « témoigne de la façon dont les discours du monde (le tiers) s'imposent à lui. Il en résulte une énonciation apparemment objective » et ainsi, le discours « apparaît comme l'expression d'une conscience collective » (p. 8). Thierry Guilbert (2011) observe cela également à travers la mobilisation de la figure de l'opinion publique dans le discours médiatique, qui permet au journaliste d'exprimer une position tout en laissant la responsabilité à la collectivité (p. 66). Ainsi, comme le formule Rabatel (2004), « le locuteur/énonciateur premier parvient à imposer sans contestation un point de vue apparemment “objectif” et “naturel” » (p. 13), ce que l'auteur met en lien avec la circulation des idéologies.

Ces différents éléments participent tous à créer un « simulacre de transparence » sur lequel repose l'idéologie (Sarfati, 2014, p. 97). Notre travail aura donc pour visée de révéler comment ces mécanismes fonctionnent, comme le déclare Georges Elia Sarfati (2014) :

Le rôle dévolu à l'analyse du discours est celui d'une pratique qui permet d'avoir prise sur les mécanismes de l'idéologie, pratique qui autorise l'expression rigoureuse d'un regard critique, capable par le biais de la théorie générale de produire

une distance, une extériorité, la possibilité d'un travail de démythification (p. 97).

Ces différents outils théoriques nous permettront donc d'analyser notre corpus de données, qui sont des « *signes-symptômes* qui représentent de façon emblématique des systèmes de valeurs » (Charaudeau, 2009, p. 53). Pour ce faire, nous avons récolté tous les sujets concernant le G8 diffusés au journal télévisé de 19h30 de la TSR lors de l'année 2003. Ceci nous permettra d'analyser notamment la phase précédant le sommet, qui a une importance déterminante pour la manière dont les manifestants et les mobilisations seront perçus. Nous commencerons par une analyse quantitative, dans le but de :

constituer des indices reposant sur des résultats statistiques, indices qui sont susceptibles de jouer le rôle de symptôme, et sur lesquels on fera porter les analyses qualitatives ultérieures [et] de constituer un corpus-échantillon, c'est-à-dire un ensemble de fragments de texte qui peut être considéré comme représentatif au regard des catégories qui serviront à l'analyser de façon qualitative (Charaudeau, 2009, p. 63).

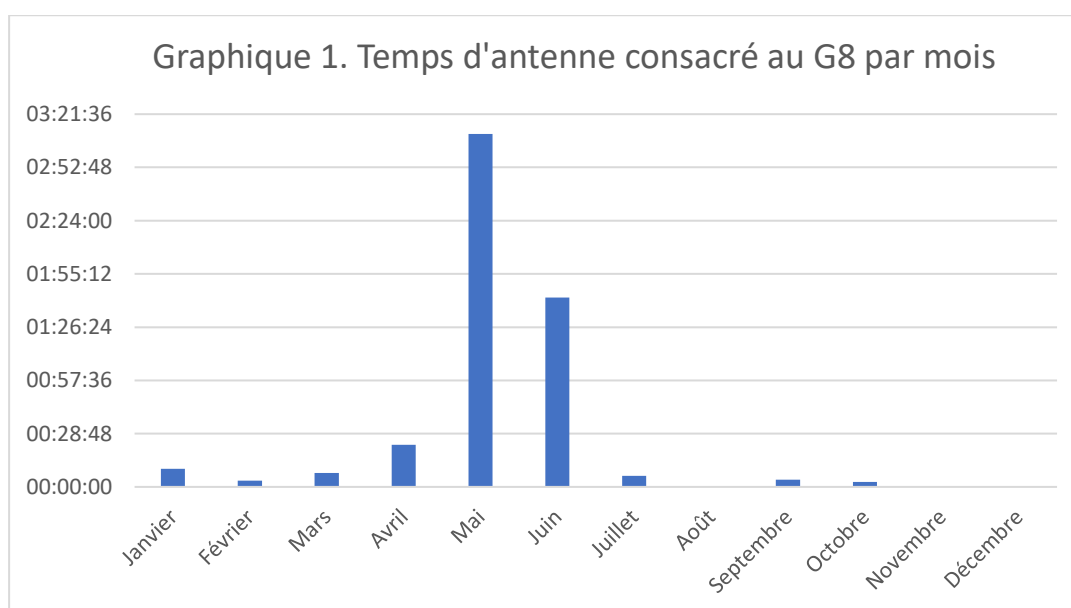
Pour cette première étape, nous déterminerons quels cadres sont présents dans nos données, et lesquels sont majoritaires et minoritaires, en nous basant sur « the presence or absence of certain keywords, stock phrases, stereotyped images, sources of information, and sentences that provide thematically reinforcing clusters of facts or judgments » (Entman, 1993, p.53). Nous commencerons par dégager des tendances à partir de données, afin de définir des cadres pertinents et de les appliquer à l'ensemble de notre corpus, nous pourrons alors mesurer et comparer la présence des différents cadres repérés. Pour faciliter la mesure de la présence des cadres, nous utiliserons le logiciel NVivo. Nous serons donc ici dans une démarche quantitative et descriptive, qui nous permettra par la suite d'analyser plus en profondeur les éléments saillants, et d'interpréter leur signification.

Nous avons dans notre corpus un total de 151 sujets du journal de 19h30 traitant du G8 d'Evian durant l'année 2003. Dans le Tableau 1, nous présentons le nombre d'éditions du 19h30 par mois dans lesquels des reportages liés au G8 ont été diffusés, le nombre total de sujets portant sur le G8 dans le mois en question, ainsi que la durée totale d'antenne y étant consacrée.

Tableau 1. Répartition des sujets du 19h30 sur le G8 selon les mois de l'année

	N éditions	N sujets	Temps d'antenne
Janvier	3	4	9m28s
Février	2	2	3m26s
Mars	2	4	7m35s
Avril	5	10	22m51s
Mai	25	79	3h10m56s
Juin	10	44	1h42m22s
Juillet	4	4	5m56s
Août	0	0	0
Septembre	2	2	3m54s
Octobre	2	2	2m38s
Novembre	0	0	0
Décembre	0	0	0

A l'aide de ce tableau et du Graphique 1 ci-dessous, qui montre le temps d'antenne total consacré au G8 par mois lors de l'année 2003, nous pouvons constater un pic d'attention médiatique envers le G8 lors du mois de mai.



Chapitre 2 - Un mouvement multiple

Dans ce chapitre nous allons établir le contexte général du mouvement altermondialiste dans lequel s'inscrivent les manifestations anti-G8 de 2003 et le déroulement résumé de ces dernières, afin de situer les données qui seront analysées par la suite.

Nous allons donc dresser une esquisse du mouvement altermondialiste à travers son histoire, ses revendications, son organisation et ses modes d'action. Le tableau ne peut cependant pas être complet car le mouvement est composé d'une multitude de collectifs différents.

On peut identifier ce qu'on appelle aujourd'hui la « bataille de Seattle » comme un moment clé dans le développement du mouvement altermondialiste. Bien que l'opposition à la mondialisation néolibérale y soit préexistante, la mobilisation de dizaines de milliers de citoyens qui empêcha la tenue d'une réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle en novembre 1999 eut un impact global spécialement important. Ce moment « became a symbol and battle cry for a new generation of activists, as anti-globalization networks were energized around the globe » (Juris, 2005, p. 416). Il s'ensuivit des manifestations similaires à travers la planète, toujours à l'occasion de réunions d'institutions impliquées dans la gouvernance de la mondialisation. Ce fut notamment le cas lors des réunions de la Banque mondiale (BM) et du Fond monétaire international (FMI) à Washington en avril 2000 et à Prague en septembre de la même année, lors du Sommet des Amériques de Québec en avril 2001, lors du sommet de l'Union Européenne en juin 2001 à Göteborg, ou lors du sommet du G8 en juillet 2001 à Gênes.

Les groupes formant le mouvement altermondialiste sont nombreux et divers, et par conséquent, il en va de même pour leurs revendications et leurs modes d'action. La spécificité du mouvement altermondialiste « is precisely that it brings together multiple identities that join the common struggle against corporate, undemocratic globalization » (Castells, 2010, p. 161). Nous pouvons nommer quelques groupes et individus participants au mouvement tels que des ONG humanitaires, des syndicats défendant les droits et conditions des travailleurs, des agriculteurs, des écologistes, des peuples indigènes, des féministes, des anarchistes et des partis politiques de gauche réformistes et radicaux. Selon Manuel Castells (2010),

what truly characterizes the anti-globalization movement is what gave rise to it in the first place: the radical critique of the mechanisms of political representation in the institutions of global governance. (...) Thus, the glue that binds the anti-globalization movement together, in the mind if not in organization, is the shared project toward alternative forms of democratic representation and governance (p. 154).

Cette critique de la représentation se matérialise d'ailleurs dans la structuration du mouvement, un mouvement que l'on peut caractériser de « polycéphale », qui n'est pas centralisé en une organisation permanente. On a un réseau latent qui apparaît concrètement lors de mobilisations collectives (Melucci, 1993) et qui vise à s'articuler de manière flexible et horizontale dans une volonté de ne pas unifier la diversité de postures qui constituent le mouvement altermondialiste (Juris, 2005, p. 417). On peut voir là ce qu'Alberto Melucci (1989) définit comme des laboratoires culturels, c'est-à-dire que les militants, dans leur action collective, incarnent le changement pour lequel ils protestent. Les revendications ne sont donc pas seulement exprimées dans le discours, mais également dans la pratique.

L'élément central qui réunit ces différents groupes, c'est leur ennemi commun, le néolibéralisme : « neo-liberalism is indeed the recognizable common enemy » (Castells, 2010, p. 152). Ce n'est pas nécessairement la mondialisation en tant que telle qui est combattue, mais la manière dont elle est dirigée par les intérêts des membres de l'élite dominante. Les militants cherchent à dénoncer « the structural violence associated with capitalist globalization » (Juris, 2005, p. 427). Mais on trouve aussi ici des divergences au sein du mouvement altermondialiste, entre notamment une partie qui cherche à poursuivre ce but à travers des réformes institutionnelles, et une partie qui veut tendre à un changement de système radical (Castells, 2010, p. 152).

Ces divergences se retrouvent dans les modes d'actions, qui vont de la marche à la destruction de biens, en passant par le théâtre de rue. Ces modes d'action ont en commun d'être des actions directes spectaculaires qui exploitent l'attention médiatique dont bénéficient les sommets internationaux qu'ils critiquent (Juris, 2005, p. 414). Nous allons explorer plus en détail l'action directe violente, car celle-ci occupe une large place dans la couverture médiatique des mobilisations altermondialistes, puisque « the news is attracted to disturbers of order and deviation from the routine » (DeLuca & Peeples, 2002, p. 138).

L'action directe violente, sans en être le propre, est souvent le fait de membres de black blocs, qui sont formés par des collectifs organisés librement autour de petits groupes d'affinités. Ils sont apparus dans les années 80 à Berlin-Ouest parmi les Autonomes allemands affrontant la police pour défendre leurs squats (Dupuis-Déri, 2003, p. 74). La tactique employée par les Autonomes allemands trouve elle-même son origine dans le mouvement autonome italien des années 60 et 70, formé notamment de membres de la gauche radicale et d'ouvriers (Dupuis-Déri, *The Black Blocs Ten Years after Seattle: Anarchism, Direct Action, and Deliberative Practices*, 2010, p. 51). Les militants sont vêtus de noir, portent un masque ou un foulard et recourent notamment à la destruction de biens privés et à la confrontation avec les forces de l'ordre (Dupuis-Déri, 2019). Selon Jeffrey Juris (2005), « dominant media frames reinterpret the resulting images as random acts of senseless violence » (p. 414). Cependant, comme l'affirme Anton Blok (2000), « rather than defining violence a

priori as senseless and irrational, we should consider it as a changing form of interaction and communication, as a historically developed cultural form of *meaningful* action » (p. 24).

Dans le cas des manifestations altermondialistes, l'emploi de la violence a de nombreuses significations. Elle participe notamment à construire l'identité politique des militants et à développer un sentiment d'appartenance dans l'affrontement avec un adversaire, la police, qui représente la violence de l'Etat (DeLuca & Peeples, 2002, p. 144). L'action directe violente participe d'ailleurs à rendre visible cette violence de l'Etat en entraînant la répression (Ruiz, 2013, p. 268). Elle permet aussi aux militants de se réapproprier l'espace public lors du moment de la mobilisation et de développer ainsi un sentiment de pouvoir d'action chez des individus autrement dépourvus de capital social et économique. Elle a de plus une portée communicative, puisque « symbolic protest violence is an effective way to make it onto the public screen » (DeLuca & Peeples, 2002, p. 144).

Les manifestations à Lausanne et Genève lors du G8 d'Evian qui nous intéressent dans ce travail s'inscrivent donc dans ce mouvement transnational. Le G8 a commencé à l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing en 1975, sous la forme du G6, qui rassemblait les chefs d'Etat des 6 pays les plus industrialisés : l'Allemagne, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Italie, le Japon et la France. Les chefs d'Etat se rencontrent chaque année pour discuter de différents enjeux économiques et politiques actuels. Le Canada s'ajoutera au groupe, et finalement la Russie, formant le G8.

Lors du sommet d'Evian, la mobilisation débute le jeudi 29 mai avec une manifestation à Lausanne et l'arrivée en Suisse de manifestants allemands. Le lendemain une manifestation non-autorisée a lieu à Genève devant le siège de l'OMC, mais celle-ci est dispersée par la police. Une action à vélo a également lieu ce jour-là. Les cyclistes venus de Fribourg arrivent à Vevey devant le siège de la multinationale Nestlé en bloquant le trafic. Le samedi 31 mai, certains chefs d'Etat arrivent à l'aéroport de Cointrin et le sommet élargi du G8 se déroule alors au Beaurivage palace à Lausanne, avec notamment des dirigeants suisses et des membres du NEPAD, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique. A Lausanne des manifestants nus se mobilisent devant la gare et le MacDonald, tandis qu'à Genève, une mise en scène est organisée par L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC), dans laquelle des manifestants représentent les pays riches par des îles flottantes sur le lac, et d'autres représentent les pays pauvres toujours plus marginalisés. Ce samedi a également lieu une série d'actions rassemblées sous le nom Feu au lac et organisées par des syndicats, les Verts, les socialistes et le POP, lors desquelles les manifestants organisent des discussions et allument un grand feu. Finalement dans la soirée, à Genève, des militants détruisent des vitrines et pillent des marchandises dans les Rues Basses, importante artère du commerce de luxe de la ville, et le quartier de Plainpalais. Dimanche 1^{er} juin, une

grande manifestation se met en marche à Genève avant d'être rejointe par une autre manifestation partie d'Annemasse, puis dans la soirée des affrontements entre manifestants et policiers ainsi que des destructions de vitrines ont lieu. A Lausanne un cortège non-autorisé défile tôt le matin, puis la manifestation prévue l'après-midi est interdite par les autorités, mais celle-ci se fera quand même. A Aubonne, des manifestants s'accrochent sur un pont de l'autoroute afin de la bloquer. Un policier coupe la corde à laquelle les manifestants sont suspendus, l'un d'eux chute de 20 mètres et est grièvement blessé. Les derniers chefs d'Etat arrivent ce jour-là, et le sommet officiel débute. Le lendemain, une manifestation non-autorisée a à nouveau lieu devant le siège de l'OMC à Genève, puis en début de soirée les manifestants bloquent le pont du Mont Blanc, avant d'être encerclés par la police et retenus sur place jusqu'à tard dans la nuit. Mardi 3 juin, une interdiction de rassemblement est déclarée sur le territoire genevois, mais une manifestation se forme tout de même. A Lausanne une manifestation en soutien aux militants blessés lors de l'action sur le pont d'Aubonne est organisée. C'est le dernier jour du sommet, et une bonne partie des altermondialistes quittent les campements et rentrent chez eux. Finalement, une manifestation sera organisée à Genève le 6 juin afin de protester contre la répression policière et l'interdiction de manifester.

En analysant le discours médiatique du journal du 19h30 concernant les manifestations anti-G8 de 2003, nous nous penchons donc sur un contexte spécifique, mais dont la portée se veut plus large puisque les sources audiovisuelles, pour autant qu'elles « soient remis[es] dans leur contexte de production et de réception spécifiques, constituent des matériaux de première main pour comprendre l'évolution politique sociale et culturelle d'une société » (Pradervand & Vallotton, 2013, p. 37).

Chapitre 3 - Dépolitisation de la contestation par le cadrage médiatique

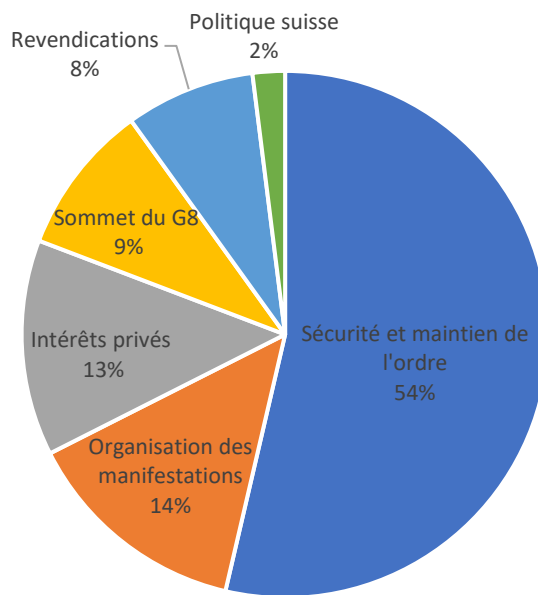
Dans ce chapitre nous allons nous intéresser aux cadres médiatiques sous lesquels le journal de 19h30 aborde le sujet du sommet du G8. Selon Entman (1993), les cadres « are manifested by the presence or absence of certain keywords, stock phrases, stereotyped images, sources of information, and sentences that provide thematically reinforcing clusters of facts or judgments » (p. 53). Nous avons donc déterminé les cadrages médiatiques en fonction notamment du vocabulaire, des images et des intervenants (voir Annexe 2) choisis par les journalistes du journal télévisé de la TSR.

Après avoir présenté les différents cadres selon lesquels le sommet du G8 est rapporté par le 19h30 et les personnes à qui la parole est donnée, nous allons expliquer la manière dont le cadrage sécuritaire crée une anticipation des manifestations. Nous analyserons ensuite comment le cadre des intérêts privés met au centre des préoccupations les désagréments causés aux individus par les manifestations. Finalement nous nous intéresserons au cadre des revendications et à la manière dont celles-ci sont traitées.

3.1 Le cadrage médiatique de la mobilisation contre le G8

Sur le total des 151 reportages au sujet du G8 lors de l'année 2003, 81 sont cadrés principalement sur la sécurité et le maintien de l'ordre, 21 sur l'organisation des manifestations, 20 sur les intérêts privés, 14 sur le sommet du G8, 12 sur les revendications des manifestants et les enjeux de fond qu'ils soulèvent et 3 sur la politique suisse (voir Graphique 2 et Annexe 1).

Graphique 2. Répartition des reportages par thèmes centraux



Nous allons nous intéresser plus en détail au cadrage sécuritaire, qui est largement dominant, à celui des intérêts privés et à celui des revendications des manifestants, qui est minoritaire mais tout autant significatif car il nous montre ce qui est exclu. Le cadrage sur l'organisation des manifestations est composé de reportages qui se concentrent notamment sur le nombre de manifestants qui se sont mobilisés et l'organisation des villages alternatifs créés par les militants. Nous mobiliserons ces reportages dans le chapitre 4 lorsque nous analyserons la manière dont sont catégorisés les manifestants. Finalement, nous ne nous intéresserons pas aux reportages dont le cadre principal est le sommet du G8 (histoire du sommet, relations entre les dirigeants des Etats membres, décisions prises, etc.), ni à ceux cadrés sur la politique suisse, car ceux-ci ne contribuent que de façon mineure à la manière dont sont présentés les manifestations et les manifestants.

Nous avons également relevé la présence des trois cadres qui nous intéressent dans les reportages où ils ne sont pas forcément le cadrage central. Ainsi, le cadrage sécuritaire est présent dans 94 reportages au total, le cadrage des intérêts privés dans 45 et les revendications dans 19.

3.2 La répartition de la parole par le dispositif médiatique

Pour ce qui est des intervenants à qui le journal de 19h30 donne la parole, nous les avons classés dans les catégories sécurité, politique, altermondialistes, commerçants et voisins, experts et autres. Certains intervenants sont multipositionnés et nous avons choisi de les classer en fonction du titre qui leur est attribué dans les reportages ainsi qu'en fonction du cadre de leur prise de parole. Par exemple, nous avons choisi de catégoriser les politiciens qui manifestent comme altermondialistes,

car c'est dans ce rôle-là qu'ils sont interrogés. Nous avons ainsi relevé le nombre d'intervenants différents pour chaque catégorie, le nombre de prises de paroles (certains intervenants étant invités à plusieurs reprises à s'exprimer), le type de prise de parole (interview sur le plateau du journal ou courte intervention dans un reportage ; voir Annexe 2), la durée totale des interviews pour chaque catégorie (la durée totale d'un débat entre deux types d'intervenants différents a alors été comptée à double), ainsi que le nombre d'intervenants qui ne sont pas nommés.

Tableau 2. Répartitions des prises de parole

	Sécurité	Politique	Altermondialistes	Commerçants et voisins	Experts	Autres	Total
Nombre d'intervenants	36	35	61	70	5	15	222
Nombre de prises de parole	61	43	74	75	5	17	275
Nombre d'interviews plateau	7	4	11	1	2	0	25
Durée totale d'interviews	25m49s	29m42s	50m21s	2m29s	7m34s	0	-
Nombre d'anonymes	6	0	19	39	0	1	65

Comme nous le voyons sur le Tableau 2, le type d'intervenants qui ont le plus souvent la parole sont les commerçants et voisins, mais ceux qui ont le plus de temps de parole sont de loin les altermondialistes. Cependant, comme nous le constaterons, ceux-ci sont majoritairement invités à s'exprimer sur la question sécuritaire ou sur leur position quant à l'usage de la violence. De plus, les acteurs sécuritaires et les acteurs politiques peuvent être considérés ensemble dans la mesure où ils sont tous des acteurs faisant partie de l'Etat et donc liés au maintien de l'ordre.

La parole est donnée à 71 acteurs étatiques et à 61 altermondialistes. Les acteurs étatiques ont la parole à l'occasion de 11 interviews pour une durée totale de 55 minutes et 31 secondes. Quant aux altermondialistes, ils sont également présents 11 fois lors d'interview pour une durée de 50 minutes et 21 secondes. Là où un écart est particulièrement visible, c'est en termes de nombre de prises de parole. Ainsi les acteurs étatiques ont la parole à 104 reprises, contre 74 pour les altermondialistes. Si l'on se penche plus précisément sur les acteurs de la sécurité, on remarque qu'ils ne sont que 36 pour 61 prises de parole, et par conséquent, que les mêmes intervenants sont invités à s'exprimer plusieurs fois.

En dehors de la répartition de la parole en termes quantitatifs, il est important d'étudier comment sont nommés les acteurs invités à s'exprimer et de quelle manière

ils sont mobilisés. Ainsi, on observe une différence entre les types d'intervenants des différentes en termes de statut. Comme l'affirme Eric Macé (2001), la télévision « enrôle » dans ses « cadres de participation » et de représentation des individus [...] comme « acteur » social auquel est proposé de faire part publiquement de son expérience [...] et de sa « vision du monde », tant comme « expert » que comme « profane » » (p. 228). Un premier signe de cette différence entre profanes et experts est le nombre de personnes anonymes, des personnes qui ne sont pas nommées par le dispositif médiatique, dans chaque type d'intervenants. Ils sont le plus nombreux parmi les commerçants et voisins, que nous analyserons plus loin lorsque nous parlerons du cadrage des intérêts privés. Ils sont également plus nombreux parmi les altermondialistes prenant la parole que parmi les acteurs étatiques. En plus des anonymes, les intervenants altermondialistes sont largement plus nombreux à n'être présentés que par un prénom sans qu'un titre ne leur soit donné (voir Annexe 2). C'est ce que Fowler (1991) remarque dans ses analyses : « we note first of all the presence of persons of high prestige, and the fact that they are named and given their titles: an important individuating feature » (p. 131). Cela confère ainsi une autorité officielle aux acteurs étatiques et à leurs propos (Fowler, 1991, p. 22), et leur confère une individualité, alors que les autres intervenants sont là en tant que représentant d'une catégorie plus qu'en tant qu'individu.

3.3 « Est-ce que la Suisse sera en danger durant ce G8 ? »¹ : le cadre sécuritaire

Le cadre central de la sécurité et du maintien de l'ordre est donc largement majoritaire. Il est composé notamment de reportages concernant la préparation de l'armée en vue du sommet, les négociations politiques sur le nombre de policiers et militaires qui seront mis à disposition pour assurer la sécurité lors du sommet et les affrontements entre manifestants et policiers. La préoccupation peut se résumer par cette question posée par la présentatrice du journal au Divisionnaire Luc Fellay le 28 avril : « est-ce que la Suisse sera en danger durant ce G8 ? »².

3.3.1 « La violence du sommet de Gênes est encore dans tous les esprits »³ : la mobilisation de la mémoire discursive

Le ton est donné avec le tout premier reportage sur le G8 de l'année, le 15 janvier, qui porte sur la nomination en tant que coordinateur suisse de la sécurité du sommet du G8 d'Evian de Pierre Aepli, ancien commandant de la police vaudoise. Sur fond d'images d'exercices de la police, la journaliste annonce : « Du premier au trois juin prochain, l'arc lémanique sera placé sous très haute surveillance. Jamais la Suisse

¹ 28 avril 2003, Interview de Luc Fellay quant au rôle de l'armée lors du sommet, Journal de 19h30 de la TSR.

² *Ibid.*

³ 27 mai 2003, Préparation des policiers allemands, Journal de 19h30 de la TSR.

n'aura déployé une telle force de sécurité pour un événement qui n'aura pas lieu sur son territoire »⁴. Le G8 est ainsi associé à une idée de menace potentielle pour la Suisse. Le 27 janvier, la présentatrice introduit un reportage sur les coûts du dispositif de sécurité par cette phrase⁵ :

Présentatrice : Ce chiffre qui va créer pas mal de polémique : la Suisse devra dépenser 40 millions de francs pour assurer la sécurité du G8 à Evian, de l'autre côté du lac. Outre des chefs d'Etat, qui logeront dans la région lausannoise, on attend des dizaines de milliers de manifestants anti-mondialistes, 100'000 disent certains. Ce sont les cantons de Vaud, Genève, Valais et la Confédération qui devront payer la facture.

La présentatrice fait donc le lien entre les manifestants anti-G8 et la « facture », mettant implicitement la responsabilité de celle-ci sur les manifestants. Il est intéressant de noter également qu'elle emploie le terme « anti-mondialistes », que les militants rejettent depuis les années nonante comme étant trop réducteur de leur mouvement (Castells, 2010, pp. 145-146). Par la suite le terme sera de moins en moins utilisé par les journalistes de la TSR, qui lui préféreront le mot « altermondialistes ». On a ici le résultat d'une lutte antérieure sur le lexique employé pour définir les manifestants.

On peut observer également le début d'une « bataille des chiffres » qui sera livrée tout au long de l'événement médiatique. Dans les premiers temps, le chiffre de 100'000 manifestants revient souvent, puis on entend parfois 200 ou 300 mille. Ils ont en réalité été vraisemblablement un peu moins de 100'000 au plus haut de la mobilisation⁶. On a donc une exagération qui permet de renforcer l'aspect menaçant de la contestation et de justifier l'importance du dispositif sécuritaire qui sera mis en place, et comme on le verra plus tard, cela donnera un aspect d'échec aux manifestations, comme si finalement la cause n'avait pas su mobiliser le soutien.

Finalement, nous avons ici un exemple d'effacement énonciatif avec l'usage vague de « disent certains ». L'origine énonciative du locuteur cité est ici « brouillée, voire omise par le locuteur citant » (Rabatel, 2004, p. 12).

Le reportage fait ensuite une référence aux manifestations de Gênes et fait un lien entre Gênes et Evian par les images :

⁴ 15 janvier 2003, Nomination de Pierre Aepli comme coordinateur suisse de la sécurité du sommet, Journal de 19h30 de la TSR

⁵ 27 janvier 2003, Coût du dispositif de sécurité annoncé à 40 millions, Journal de 19h30 de la TSR.

⁶ 1^{er} juin 2003, Grande manifestation à Genève, Journal de 19h30 de la TSR.



Journaliste : 15'000 personnes dans la rue, ça, c'est la plus grosse manifestation jamais organisée à Lausanne. Le weekend de l'ascension, ça pourrait ressembler à ça.



Journaliste : 100'000 manifestants, c'est du moins l'un des scénarios imaginés par les anti-G8 côté vaudois.

On voit donc l'image d'une manifestation à Lausanne avec un cortège éparse et coloré, face à la menace de ce en quoi les manifestations prévues pourraient transformer les rues Suisses : un paysage gris et noir d'affrontement violent. Cette référence à Gênes pose ainsi en menace les manifestations qui auront lieu en Suisse.

D'autres reportages, principalement dans le moment précédent les manifestations, font un rappel aux événements qui se sont passés à Gênes en 2001, lorsque le manifestant Carlo Giuliani a été tué par la police durant des manifestations anti-G8. C'est ce que Moirand (2004) nomme un « moment discursif médiatique », et ainsi « Gênes » est devenu un « mot-événement », qui nomme l'événement et sert de rappel mémoriel (p. 50). La mention de Gênes par les journalistes ou certains interviewés dans le cadre des manifestations de 2003 crée ainsi un lien entre les deux événements et participe à la construction d'un cadre sous lequel sont envisagées les manifestations de Genève et de Lausanne par les spectateurs. Cela introduit une anticipation de violence et de drame et contribue à mettre la question sécuritaire au centre des préoccupations.

Des images d'affrontements à Gênes viennent à nouveau faire remonter à la surface la mémoire des événements dans le journal du 1^{er} mars lors de la présentation des grandes lignes du plan de sécurité coordonné par la France et la Suisse⁷. La référence aux manifestations de 2001 est utilisée par le journaliste comme justification du plan de sécurité qui sera mis en place : « des mesures qui s'annoncent exceptionnelles et assorties d'une grande priorité : éviter à tout prix que les événements qui avaient marqué le sommet du G8 à Gênes se reproduisent ».

Lors du même journal télévisé, la présentatrice mobilisera à son tour la mémoire discursive rattachée aux manifestations de Gênes lors de son interview de Christophe Aguiton, membre d'ATTAC France⁸.

***Présentatrice :** Vous ne pourrez pas manifester à Evian, quel scénario a été discuté aujourd'hui ?*

***Christophe Aguiton :** Avant d'en venir au scénario, il faut bien voir que la réunion aujourd'hui a accueilli beaucoup plus de monde que ce que nous pensions. Il y a près de 300 délégués venus de toute l'Europe, des représentants des réseaux aussi bien syndicaux, associatifs, ou d'ONG, extrêmement large. Et s'ils viennent, tous ces militants et tous ces délégués, c'est à la fois parce que le G8 est illégitime, comment 8 pays peuvent-ils vouloir régenter le monde entier, mais surtout parce qu'il y a des urgences politiques. On a parlé de la guerre [d'Irak] juste avant, imaginez que demain dans la région entre Genève et Evian nous aurons George Bush lui-même et Tony Blair lui-même. Et donc il y a une volonté de manifester, de s'exprimer, à la fois contre les orientations économiques du G8, mais aussi contre les politiques guerrières des grands pays.*

⁷ 1^{er} mars 2003, Présentation du logo du sommet, Journal de 19h30 de la TSR.

⁸ 1^{er} mars 2003, Interview de Christophe Aguiton, membre d'ATTAC France, sur l'organisation des manifestations, Journal de 19h30 de la TSR.

Présentatrice : *Alors manifester, mais sous quelle forme ? On a parlé de chiffres exorbitants du nombre de manifestants, Genève n'a que 180'000 habitants. Quel scénario, qu'est-ce que vous allez faire ? Parce que les Suisses craignent aujourd'hui de payer un petit peu les pots cassés d'un sommet qui finalement n'a pas lieu sur son sol, qui a lieu en France.*

Christophe Aguiton : *Nous pensons que nous serons nombreux. Nous espérons que nous arriverons d'ici là à empêcher la guerre, mais nous le verrons dans les jours qui viennent. Mais nous serons à coup sûr 100, 200, 300 mille, voire plus, si la guerre est déclarée, puisqu'il y aura, je crois, une volonté de s'exprimer sur ce sujet.*

Présentatrice : *On a revu tout à l'heure ces images de Gênes, on s'en souvient, il y a eu de fortes violences, il y a même eu un mort. Qu'est-ce que vous allez faire pour éviter de telles violences ?*

Premièrement, cette séquence nous montre que le cadrage sécuritaire prime. Christophe Aguiton tente un déplacement et ne répond pas à la première question de la présentatrice. Il lui parle à la place des revendications des manifestants, mais la présentatrice, tout en tolérant cet écart, puisqu'elle ne l'interrompt pas, recadre par deux fois l'interaction sur la sécurité. De plus, on observe à nouveau un exemple d'effacement énonciatif avec l'utilisation de la formule « les Suisses craignent aujourd'hui de payer un petit peu les pots cassés » qui sert à justifier la question. Elle utilise une « argumentation avec énonciateur générique » (Rabatel, 2004, p. 4) qui rend artificiellement neutre son propos qui « apparaît comme l'expression d'une conscience collective » (p. 8). Puis elle évoque Gênes, pour demander au membre d'ATTAC ce qu'ils vont « faire pour éviter de telles violences », produisant implicitement l'assertion que les manifestants altermondialistes sont responsables des violences, et indirectement de l'homicide de Carlo Giuliani par un policier. Les raisons de ce qui s'est passé à Gênes ne sont ainsi pas questionnées, et la responsabilité des violences potentielles à Lausanne et Genève serait l'entière responsabilité des manifestants.

Nous avons un autre rappel de Gênes sous la forme d'images le 21 mai, dans un reportage traitant des objets qui ont été interdits pour les manifestations à Genève⁹ :

⁹ 21 mai 2003, Annonce d'une liste d'objets interdits lors des manifestations à Genève, Journal de 19h30 de la TSR.



Ces images n'ont pas de lien direct avec le reportage et ne sont pas référencées oralement par le journaliste, ce qui crée une association naturelle, puisque pas explicitée, entre ces images et les manifestations à venir. Selon Patrick Charaudeau (2006), « les médias, en faisant des rapprochements entre des événements différents afin d'apporter une explication à leur existence, sans préciser l'aspect sur lequel il y a similitude, produisent un effet de globalisation qui empêche l'intervention de l'esprit critique » (p. 9). Le fait que le lien entre les manifestations de 2001 et celles prévues en 2003 soit fait de manière implicite est aussi une forme d'effacement énonciatif : « ainsi le procédé d'amalgame est-il un moyen, pour l'énonciateur de garantir l'effet de sa visée de captation, tout en ayant l'air de s'effacer » (Charaudeau, 2006, p. 9). Ce seraient les images qui parlent, et non le journaliste, la comparaison résulterait donc d'une réalité naturelle et évidente.

Ces références aux manifestations de 2001 et d'autres que nous n'avons pas citées ici « servent également de déclencheur mémoriel de ce qu'on sait, de ce qu'on a entendu, de ce qu'on a retenu de cet événement. C'est pourquoi ils permettent de tisser des liens entre certains de ces événements, lorsqu'ils surgissent dans des structures de comparaison ou d'analogie » (Moirand, 2004, p. 51). Elles participent donc à renforcer la crainte des manifestants chez le public, et à justifier le dispositif sécuritaire.

La mémoire de la Deuxième Guerre mondiale est également invoquée sur le plateau du 19h30 lorsque, le 28 avril, la présentatrice du journal explique que « l'armée suisse va engager la plus grosse opération militaire depuis la Seconde Guerre mondiale pour assurer la sécurité du G8 à Evian. 5600 soldats seront envoyés dans la région Lémanique et des FA-18 surveilleront l'espace aérien au-dessus du Lac Léman »¹⁰. La convocation du souvenir d'un événement d'une telle ampleur place le sommet du G8 très haut en termes d'importance pour le pays et en termes de risques sécuritaires dans l'imaginaire collectif.

On remarque aussi une référence à l'histoire le 2 mai, dans une interview du député libéral au Grand Conseil genevois Michel Halpérin, qui a écrit une tribune invitant à l'interdiction totale de manifester¹¹. Voici un extrait de cette interview :

***Présentatrice :** Vous avez publié une tribune dans la presse où vous dites peut-être tout haut ce que certains, ou beaucoup, pensent tout bas. Vous demandez que l'on interdise purement et simplement toutes les manifestations des altermondialistes prévues lors de ce G8, prévues à Genève et à*

¹⁰ 28 avril 2003, Engagement de l'armée suisse pour la sécurité du sommet, Journal de 19h30 de la TSR.

¹¹ 2 mai 2003, Interview de M.Halpérin qui publie une tribune pour l'interdiction des manifestations, Journal de 19h30 de la TSR.

Lausanne. C'est curieux pour un libéral, pour un démocrate, de vouloir contester ce droit de manifester.

Michel Halpérin : *Vous avez raison de rappeler que je suis très attaché à la démocratie et aux libertés qui l'accompagnent. Simplement je crois qu'il faut qu'on garde à l'esprit, que si nous sommes attachés à ces libertés, qui sont des grandes conquêtes, la liberté de se réunir, la liberté d'exprimer son opinion, notamment politique, ça n'est pas sans limites. Comme toutes les libertés, celles-là doivent respecter un certain nombre de garde-fous. Je dirai par exemple, nous ne pouvons pas oublier les règles de sécurité et les règles de santé publique. Et la sécurité, on voit bien ce qui s'est passé hier à Lausanne, mais ce qui s'est passé partout dans les sommets du G8. Et la santé publique, je me pose la question de savoir comment on peut envisager d'accueillir quelques centaines de milliers de personnes ici à Genève ou à Lausanne.*

Présentatrice : *Oui. Donc vous pensez que l'entreprise est un peu folle et qu'on n'y arrivera pas, qu'on n'arrivera pas à assurer la sécurité. Mais dans le fond pourquoi ne pas renverser la problématique ? La majorité des altermondialistes veulent défiler pacifiquement, d'ailleurs condamnent les débordements, est-ce qu'il ne faut pas exiger finalement que la police ne fasse son travail, que la police garantisse ce droit de manifester à ceux qui veulent le faire tout à fait pacifiquement ?*

Michel Halpérin : *Oui, on pourrait, à condition de disposer des ressources nécessaires. Mais surtout je crois qu'il faut être attentif au fait que quand on abuse d'un droit quel qu'il soit, on le met en danger. Et ce qui me paraît s'être produit depuis plusieurs années, notamment autour des manifestations dites d'antimondialisation, c'est précisément un abus.*

Présentatrice : *Mmhum.*

Michel Halpérin : *Et je crois qu'on ne peut pas tout simplement dire « Et bien on va faire le tri entre les manifestants pacifistes et les autres ». Vous avez vu à quelle rapidité les autres se mêlent aux premiers. Donc tant que ceux qui organisent des manifestations n'auront pas réussi eux-mêmes à canaliser leurs troupes, il faudra prendre des mesures de sécurité. Je crois qu'il faut qu'on y vienne.*

Tout d'abord, soulevons la manière dont la présentatrice présente l'opinion de Michel Halpérin en disant : « vous dites peut-être tout haut ce que certains, ou beaucoup, pensent tout bas ». En déclarant ceci, elle invoque une opinion publique, dont elle se fait porte-parole sans en avoir la permission, et dont elle ne sait pas si elle est vraie ou non. C'est ce que Thierry Guilbert (2011) définit comme une « usurpation de représentativité » (p. 69). Malgré la modalisation effectuée par l'usage du mot « peut-être », qui la protège d'être accusée de cette usurpation, sa formulation permet de valider les idées de Michel Halpérin en les constituant en opinion partagée. Selon Guilbert (2011), « l'opinion ainsi présentée et ainsi chargée de l'autorité de la voix collective, n'a plus alors l'aspect d'une opinion subjective, elle devient une évidence, un cela-va-de-soi, un sens commun » (p. 70).

Nous remarquons ensuite que la présentatrice intervient très peu tout au long de cette interview, laissant Michel Halpérin s'exprimer longuement sans l'interrompre, ce qui contraste avec d'autres interviews comme nous le constaterons plus loin lorsque nous aborderons la manière dont sont traitées les revendications des altermondialistes. La présentatrice va même ici jusqu'à acquiescer et aller dans le sens des propos de son interviewé à deux reprises lorsqu'elle répond « oui » et « mmhum ».

Finalement, pour en revenir aux références à l'histoire, nous observons que Michel Halpérin appelle à la mémoire d'autres manifestations altermondialistes pour justifier sa demande d'interdire celles prévues en vue du G8 d'Evian : « ce qui me paraît s'être produit depuis plusieurs années, notamment autour des manifestations dites d'antimondialisation, c'est précisément un abus ». Il empile donc les représentations associées à toutes les manifestations altermondialistes de l'histoire récente, dont probablement celles qui ont particulièrement marqué de Seattle en 1999 et de Gênes, pour les apposer aux militants qui se rendront à Genève et Lausanne, dans le but de les empêcher de se réunir.

Toutes ces références à l'histoire récente et lointaine activent les représentations des spectateurs et contribuent à présenter les manifestations et les manifestants comme une menace pour les citoyens suisses et à justifier la centralité du cadrage sécuritaire.

Nous avons aussi relevé une importante utilisation d'un lexique qui s'apparente à la guerre, comme c'est le cas le 24 avril lorsque le présentateur explique quel trajet a été décidé entre les autorités et les manifestants pour la grande manifestation du 1^{er} juin¹² :

***Présentateur** : Le plan de bataille des anti-G8 et celui de la police se précisent, puisque l'on connaît maintenant le parcours que la manifestation empruntera entre la Suisse et la France. Les Français se rassembleront à l'aérodrome d'Annemasse, ils passeront par la douane de Moillesulaz, pendant ce temps les*

¹² 24 avril 2003, Tracé officiel définitif de la manifestation du 1^{er} juin, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].

Suisses se sont retrouvés au Jardin anglais, au bord du lac. Les deux bataillons feront leur jonction à Chêne-Bougeries, et tous partiront vers Thônex/Vallard pour une grande soirée d'animation festive et politique dans une ambiance qu'on imagine déjà. On sera un 1^{er} juin.

Il en va de même le 5 mai dans un reportage concernant le renforcement du dispositif de sécurité¹³ :

Présentateur : *Le branle-bas de combat continue en prévision du G8, plusieurs cantons ont fait savoir qu'ils allaient apporter leur soutien aux cantons lémaniques. 800 policiers supplémentaires seront mis à disposition pour la grande manifestation du 1^{er} juin. Mais avec ces chiffres, on est encore très loin du compte.*

Journaliste : *Plus que 26 jours avant que Genève soit envahi par les manifestants anti-G8. 100'000 personnes attendues et 700 policiers qui manquent encore à l'appel, puisque sur les 1500 hommes réclamés ce week-end, les autres cantons pris à la gorge en mettent 800 à disposition.*

Le 9 mai, le présentateur annonce que « Ouchy sera barricadé lors du G8 », tandis que le journaliste qualifie la zone longeant le lac de « camp retranché »¹⁴. On a là un vocabulaire alarmiste qui crée une anticipation et participe à constituer des camps opposés et ennemis, comme c'est d'ailleurs explicitement articulé le 15 mai, lors de l'annonce du renfort de 750 policiers allemands anti-émeutes¹⁵ :

Présentateur : *On va voir, je vous le disais, les réactions que la nouvelle suscite à Genève dans les deux camps : autorités et manifestants, mais aussi dans la population.*

Ce sont également les images qui participent à cette conception guerrière des manifestations, tel qu'on peut le voir le 27 mai dans un reportage au sujet des derniers préparatifs des policiers allemands¹⁶ :

¹³ 5 mai 2003, 800 policiers d'autres cantons déployés pour la sécurité du sommet, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].

¹⁴ 9 mai 2003, Mesures de sécurité à Ouchy, Journal de 19h30 de la TSR.

¹⁵ 15 mai 2003, Réactions quant à l'annonce du renfort allemand, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].

¹⁶ 27 mai 2003, Préparation des policiers allemands, Journal de 19h30 de la TSR.

[Bruits de sirènes]



On a donc un cadrage sécuritaire qui renvoie une image inquiétante et dramatique des manifestations à venir. Ce faisant, les autres aspects liés aux manifestations, notamment politiques, sont évacués de la scène médiatique. C'est ce que Cottle (2008), citant Murdock, observe: « this expectation of violence, according to one of the authors, “served to concentrate attention on the form of actions to the neglect of underlying causes” and in this way the march “was emptied of its radical political content” » (p. 856).

3.3.2 « *Les Suisses romands craignent des débordements* »¹⁷ : *l'opinion publique anthropomorphisée*

Le dispositif sécuritaire mis en place en prévision des manifestations anti-G8 sert de motif pour questionner le système sécuritaire suisse plus généralement, comme c'est le cas le 25 mai dans un reportage abordant un manque d'effectif de policiers et la possibilité de créer une police fédérale¹⁸ :

***Présentatrice :** La polémique sur les effectifs et l'organisation des forces de police en Suisse pendant le G8 relance le débat sur la création d'une police fédérale. Nous en parlerons dans quelques instants avec notre invité Christophe Keckeis. Pour certains ce sommet montre les lacunes de notre système de sécurité, c'est l'occasion justement d'améliorer la sécurité intérieure.*

Le journaliste conclut ensuite son reportage ainsi :

***Journaliste :** La solution, pour beaucoup, c'est le renforcement et la coordination des polices cantonales. Pour la plupart, une nouvelle police fédérale pourrait n'être qu'une émanation de l'armée. Une armée qui, pour eux, doit en rester à ses tâches de sécurité.*

Remarquons que par cette conclusion, le journaliste, en parlant de solution, établit comme un fait objectif la nécessité de renforcer la police. En effet, puisqu'il y a une « solution », c'est qu'il y a un problème. Or, cette affirmation est remise en question, notamment par Nils de Dardel, conseiller national socialiste genevois, et Jacques Haldy, député libéral au Grand Conseil vaudois. Mais le journaliste légitimise sa prise de position implicite par la formule floue « pour beaucoup », invoquant ainsi

¹⁷ 15 avril 2003, Interview de P.Vanek au sujet d'une manifestation en cas de rencontre entre P.Couchevin et G.Bush, Journal de 19h30 de la TSR.

¹⁸ 25 mai 2003, Question de la nécessité de créer un corps de police fédéral, Journal de 19h30 de la TSR.

l'opinion publique de manière similaire à la présentatrice interviewant Michel Halpérin le 2 mai¹⁹.

Selon Guilbert (2011), l'opinion publique est une construction fictive, une figure à laquelle se réfère la sphère politico-médiatique, qui participe ensuite à construire une opinion réelle, c'est-à-dire des « croyances et connaissances partagées par une collectivité », des représentation communes (p. 66). L'opinion publique est donc une croyance, au même titre que la Nation ou la Liberté, et de ce fait elle oriente les dires et les pratiques, ce qui la rend réelle (Guilbert, 2011, p. 63). Elle est mobilisée par les hommes politiques et les journalistes, qui s'en proclament porte-paroles, ce qui leur permet d'énoncer leurs propres opinions en laissant la responsabilité à la collectivité et donc de légitimer ces opinions et, en définitive, de constituer l'opinion publique (Guilbert, 2011, p. 63).

On trouve de nombreuses autres invocations de cette opinion publique, comme c'est le cas le 15 avril, lorsque la présentatrice demande à Pierre Vanek, député Alliance de Gauche au Parlement genevois²⁰ :

Présentatrice : Vous êtes un élu du peuple, est-ce que vous n'êtes pas finalement en train de souffler sur les braises ? On sait que les Suisses romands craignent des débordements durant ce sommet, en maintenant cette manifestation, en annonçant cette manifestation, est-ce que vous ne portez pas la responsabilité d'éventuels futurs débordements ?

On constate ici ce que Guilbert (2011) considère comme l'anthropomorphisation de l'opinion publique, qui serait un « personnage mythique contemporain utilisé pour persuader » (p. 65), auquel on attribue des caractéristiques humaines : « elle penserait, craindrait, s'indignerait, serait gagnée par la colère, etc. » (p. 64). L'opinion publique apparaît sous d'autres termes, mais toujours associée à des émotions du registre de la peur. Ainsi le 2 mai, la présentatrice déclare que « la population et les commerçants de la ville de Lausanne sont inquiets à un mois de la réunion du G8. Ils le sont d'autant plus après les incidents d'hier »²¹. Le 6 mai, le présentateur affirme que « les craintes sont très vives à Lausanne en prévision du G8 » et que « l'assemblée houleuse des altermondialistes qui s'est tenue hier a spécialement inquiété les Lausannois »²². De cette façon, la mobilisation de l'opinion publique associée à différentes émotions du

¹⁹ 2 mai 2003, Interview de M.Halpérin qui publie une tribune pour l'interdiction des manifestations, Journal de 19h30 de la TSR.

²⁰ 15 avril 2003, Interview de P.Vanek au sujet d'une manifestation en cas de rencontre entre P.Couchevin et G.Bush, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].

²¹ 2 mai 2003, Manifestation du 1^{er} mai à Lausanne, Journal de 19h30 de la TSR.

²² 6 mai 2003, Désengagement de J.Zysiadis et des socialistes pour la manifestation et craintes des commerçants, Journal de 19h30 de la TSR.

registre de la peur contribue à dépeindre les manifestants comme dangereux et à justifier le cadrage sécuritaire.

3.3.3 « On tenait à avoir les deux points de vue »²³ : une neutralité affichée

Nous l'avons montré à travers la prédominance du cadrage sécuritaire dans le total des reportages concernant le sommet et à travers les individus qui ont la parole, le journal du 19h30 se fait principalement l'écho du point de vue des acteurs étatique dans son traitement des manifestations anti-G8. Mais comme Fowler (1991) l'explique, l'éthos professionnel commun à tous les médias veut que les journalistes récoltent et relatent objectivement des faits, sans biais (p. 1). Cette neutralité, bien qu'impossible, est pourtant explicitement affichée par le journal du 19h30.

Le mercredi 4 juin, le 19h30 diffuse un reportage dans lequel Jean-Marc Widmer, le président de l'Union du personnel du corps de police (UPCP), expose son point de vue rétrospectif sur la stratégie de la police lors des manifestations²⁴. Le lendemain, le premier sujet, qui relate le bilan de la police genevoise, donne la parole à Christian Cudre-Mauroux, le chef de la police genevoise et montre des images des différents objets confisqués à des manifestants ainsi qu'une démonstration de la part d'un policier de ce à quoi ressemble un membre de black bloc²⁵. Le deuxième sujet est une interview d'Eric Decarro sur la proportionnalité ou non de l'action de la police lors des manifestations²⁶. Le présentateur introduit ces deux sujets de cette manière²⁷ :

Présentateur : La crise politique de l'après G8 s'envenime à Genève. L'UDC demande des élections anticipées, estimant que le peuple doit dire s'il conserve sa confiance dans l'exécutif cantonal. Les altermondialistes dénoncent des violences policières inutiles et excessives, surtout dans les derniers jours quand les autorités ont voulu reprendre la main, alors que la police contre-attaque par une conférence de presse. On va entendre les deux points de vue, d'une part Eric Decarro sur ce plateau, et de l'autre la police qui s'exprimait il y a quelques instants.

Le présentateur affiche donc un équilibre entre les points de vue quant à l'action de la police : on entendra les forces de l'ordre, puis on entendra un militant altermondialiste, ainsi le 19h30 se ferait le forum neutre d'un débat opposant deux points de vue. Comme l'explique Rabatel (2004), maintenir l'hétérogénéité des points de vue peut être une stratégie permettant de légitimer ce qui est énoncé : « la pluralité

²³ 5 juin 2003, Interview d'Eric Decarro sur l'action de la police, Journal de 19h30 de la TSR.

²⁴ 4 juin 2003, Interview de Jean-Marc Widmer, Président de l'Union du personnel du corps de police (UPCP), Journal de 19h30 de la TSR.

²⁵ 5 juin 2003, Bilan de la police à Genève, Journal de 19h30 de la TSR.

²⁶ 5 juin 2003, Interview d'Eric Decarro sur l'action de la police, Journal de 19h30 de la TSR.

²⁷ 5 juin 2003, Bilan de la police à Genève, Journal de 19h30 de la TSR.

des énonciateurs, le dialogisme servant à légitimer une instance auctoriale qui se présente comme décentrée, parfois clivée » (p. 14). La TSR renforce ainsi sa crédibilité en affichant une impartialité dans le choix de ses invités.

Mais le présentateur conclut ensuite la partie du journal consacré au G8²⁸ :

Présentateur : Monsieur Decarro, merci de ces explications, on a entendu hier le représentant des syndicats de police, on tenait à avoir les deux points de vue.

Il annonce pour la deuxième fois le souci d'équilibrer les opinions, mais cette fois-ci il fait référence au reportage du jour précédent comme étant celui donnant la parole aux forces de l'ordre. Sur ces deux jours, concernant l'action de la police, la parole est donc en réalité donnée deux fois aux forces de l'ordre et une fois à un manifestant. Il y a donc un déséquilibre sur le court-terme, alors que le présentateur affiche la neutralité de la répartition de parole. Ce déséquilibre, on l'a vu à travers le cadrage et les intervenants, est présent sur le long terme, et il est alors moins facilement perceptible et objectifiable que sur le court terme.

3.4 « Qui paiera ? »²⁹ : le cadre des intérêts privés

Le cadrage par les intérêts comporte des reportages mentionnant les désagréments liés au sommet et aux manifestations pour les citoyens, avec par exemple des sujets sur les désagréments pour les citoyens liés à la fermeture des frontières, des magasins ou des bancomats, et des sujets relatant les désagréments économiques pour les commerçants engendrés par les manifestations, que ce soit parce que les commerces choisissent de fermer ou en raison des dégâts faits par les manifestants.

3.4.1 « Pour le lèche-vitrine à Genève, c'est rappé »³⁰ : dépolitisation des citoyens

Le cadre des intérêts privés est directement lié au cadre sécuritaire. Comme nous l'avons expliqué plus haut, le cadrage sécuritaire crée une anticipation des manifestations et présente les manifestants comme une potentielle menace pour les citoyens. C'est là que nous entrons dans le cadre des intérêts privés, qui s'inquiète de comment seront impactés par les manifestations les commerçants et les habitants de Genève et Lausanne principalement, et d'Evian parfois. Les deux cadres sont d'ailleurs souvent présents dans les mêmes reportages, comme c'est le cas le 9 mai dans le reportage que nous avons déjà mentionné, traitant des mesures de sécurité qui seront mises en place à Ouchy durant le sommet³¹. Après avoir présenté celles-ci, le journaliste donne la parole à un responsable de location de bateau et à l'hôtelier

²⁸ 5 juin 2003, Interview d'Eric Decarro sur l'action de la police, Journal de 19h30 de la TSR.

²⁹ 23 mai 2003, La manifestation partira d'Ouchy et finira à La Riponne, Journal de 19h30 de la TSR.

³⁰ 29 mai 2003, Réactions aux palissades à Genève, Journal de 19h30 de la TSR.

³¹ 9 mai 2003, Mesures de sécurité à Ouchy, Journal de 19h30 de la TSR.

directeur du Château d'Ouchy afin que ceux-ci expriment les inconvénients de ces mesures pour leur commerce.

Dans le cadre des intérêts privés, on remarque également l'utilisation importante d'un lexique lié aux émotions. C'est par exemple le cas dans un reportage du 6 mai que nous avons aussi déjà présenté³². En voici un autre extrait :

Aristides Pedraza, comité vaudois anti-G8, organisation socialiste-libertaire : *Aujourd'hui nous prenons l'engagement devant la population que dans ce qui est le mouvement est exclu la confrontation, l'activité militaire, l'activité sur le terrain de la guerre.*

Journaliste : *De belles paroles, pas suffisantes pour rassurer les commerçants lausannois, ils sont fâchés, ils ont peur, et ils l'affirment.*

Martine Fiora, présidente de l'Association des commerçants lausannois : *On a laissé les portes ouvertes à Monsieur Zizyadis et aux anti-mondialistes, tout le monde les a accueillis à bras ouvert, Couchepin le premier, Mermoud le deuxième, nous les commerçants on est là pour travailler pour faire notre devoir, pour rendre à la population les services que l'on doit.*

Dans cet extrait, en plus du lexique des émotions négatives attribuées aux commerçants par le journaliste, nous voulons souligner la déclaration de Martine Fiora, selon laquelle le rôle des commerçants est de travailler et le rôle de la population est de consommer, rôles que les manifestations entravent. Ce cadre des intérêts privés met donc le commerce au centre, et considère les manifestations uniquement dans la manière dont elles impactent celui-ci. Cette idée est véhiculée également dans un reportage du 29 mai qui s'intéresse à la réaction des citoyens face aux rues commerçantes de Genève recouvertes de palissades destinées à protéger les vitrines des manifestants³³. Le journaliste déclare :

Journaliste : *Pour le lèche-vitrine à Genève, c'est rappé. La ville, méconnaissable, s'est bardée de jaune, dissimulant sous des panneaux de bois ses devantures, ses enseignes. Tout ce qui ressemblerait de près ou de loin à une boutique de luxe, une banque, une bijouterie.*

Puis il ajoute plus loin :

³² 6 mai 2003, Désengagement de J.Zysiadis et des socialistes pour la manifestation et craintes des commerçants, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].

³³ 29 mai 2003, Réactions aux palissades à Genève, Journal de 19h30 de la TSR.

***Journaliste :** Pour les touristes venus profiter de l'Ascension pour découvrir Genève, en plus des obstacles naturels, c'est la stupéfaction.*

***(Touriste) :** On dirait qu'on est dans une guerre presque. Je veux dire je suis juste ici pendant les vacances, je voulais faire du shopping et puis, voir la ville comme ça, ça me choque oui. C'est impressionnant.*

Premièrement notons que nous n'entendons pas la question que le journaliste pose au touriste pour obtenir cette réponse, mais on peut avoir une idée de la manière dont celle-ci était orientée quand le touriste dit « ça me choque *oui* ». Mais le fait d'enlever la question du reportage crée une impression que le propos du touriste « s'impose de lui-même » au journaliste, qui n'en est que le « rapporteur » (Charaudeau, 1992, p. 650), masquant le biais que sa présence et sa manière d'interviewer pourrait avoir sur la réalité qui est représentée. Deuxièmement, par sa phrase d'introduction et le choix de cette déclaration du touriste, le journaliste place le shopping au centre des préoccupations, et par ce fait, « construct subjects of the state as depoliticized consumers who worry about shopping and safety, rather than as citizens who worry about politics » (Opel & Pompper, 2003, p. 133). Les cadrages sécuritaires et par les intérêts privés ont ainsi pour conséquence de dépolitiser le sommet du G8 et les manifestations, les limitant à des questions privées. Ils rendent hors-propos les considérations du bien commun.

Pour poursuivre sur le lexique des émotions, le 22 mai dans un reportage sur le dispositif de sécurité mis en place sur le lac Léman, la journaliste déclare : « Mais les manœuvres de l'armée ne font pas que des heureux, durant le week-end du G8 la circulation sur le lac sera fermée entre St-Saphorin et la pointe de la Promenthouse, les plaisanciers et les pêcheurs amateurs ne cachent pas leur *grogne* »³⁴. Le lendemain, un reportage traitant de l'autorisation par les autorités de la tenue de la grande manifestation à Lausanne porte en fait entièrement sur le conflit entre les commerçants et la ville³⁵ :

***Présentateur :** Il y aura une manifestation anti-G8 au cœur même de Lausanne le jeudi. Les autorités ont accepté que les manifestants partent du bord du lac pour rejoindre la place de la Riponne au centre-ville, ce qui inquiète vivement les commerçants lausannois.*

[...]

³⁴ 22 mai 2003, Dispositif de sécurité sur le lac Léman, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].

³⁵ 23 mai 2003, La manifestation partira d'Ouchy et finira à La Riponne, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].

Martine Fiora : *Permettez-moi de le dire, quand on arrive à la Riponne, le centre névralgique, centre-ville, ils sont vite devant les vitrines.*

Journaliste : *Et ça, c'est la hantise des commerçants, les premières barricades se dressent déjà au centre-ville.*

La journaliste conclut ensuite son sujet :

Journaliste : *Qui paiera, comment, là-dessus c'est toujours le flou. Les commerçants sont donc sur les dents plus que jamais, et ils ne sont pas les seuls. Aujourd'hui les premiers signes du G8 sont partout à Lausanne.*

On voit ici encore un lexique imagé d'émotions négatives et un focus sur la question des coûts qui seraient potentiellement engendrés par les manifestations. On observe la même chose le 2 juin³⁶ :

Présentateur : *L'heure des comptes pour de nombreux genevois, en particulier les commerçants qui ont vu leurs boutiques pillées, ou détruites. Ils expriment le désarroi, mais souvent aussi la colère. La question du remboursement par les assurances est très incertaine. Les commerçants qui avaient eu la prudence de se barricader ont pu généralement échapper au pire, mais parmi les autres, ceux qui ont été dévastés vivent le traumatisme qu'on imagine.*

Journaliste : *Les casseurs et pilleurs ont eu presque trois quarts d'heure pour saccager ce magasin de chaussures de la rue du Rhône, avant que la police ne fasse son apparition.*



³⁶ 2 juin 2003, Coûts de la casse pour les commerçants à Genève, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].



(Gérant) : *Des casseurs. Regardez mon magasin !*

Journaliste : *Ce commerçant en a pour des dizaines de milliers de francs de dégâts, sans compter les vols, et il n'est pas assuré en cas d'émeutes. Aujourd'hui, son magasin est ouvert, et il espère que les autorités le dédommageront.*

On a ici un reportage qui met en scène la destruction de propriété par les manifestants de manière spectaculaire et dramatique en mettant l'accent sur la colère du commerçant et les pertes économiques.

Citons encore le reportage du 25 mai que la présentatrice introduit ainsi : « A quelques jours du sommet du G8, la population commence déjà à en *subir* les conséquences. C'est le cas en Valais, les douanes avec la France seront fermées dès jeudi prochain, le 29 mai, jusqu'au mardi suivant, le 3 juin »³⁷. Le verbe *subir* donne une image de la population comme victime passive et non concernée par le sommet et sa contestation. Nous remarquons d'ailleurs l'emploi répété du terme « victime » pour définir les citoyens dont les commerces ont été endommagés par des manifestants. C'est le cas le 4 juin³⁸ :

Présentateur : *Les promesses de Jacques Chirac n'étaient pas des paroles en l'air, son Premier ministre Jean-Pierre Raffarin confirme que le France va s'associer à l'indemnisation des Lausannois ou des Genevois victimes des casseurs. Encore faut-il préciser le degré de cette participation. Et en attendant, il s'agit d'évaluer les dommages.*

³⁷ 25 mai 2003, Contrôles renforcés aux frontières entre la Suisse et la France, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].

³⁸ 4 juin 2003, Indemnisation des dégâts aux commerçants à Genève, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].

La journaliste fait alors mention des dégâts à Genève, estimés à « plusieurs millions de francs de dégâts, impossible d'être plus précis », puis donne la parole à plusieurs commerçants devant leurs magasins :

(Commerçante) : On a été barricadé, on a pas eu de casse dieu merci, mais on a quand même un manque à gagner évident.



(Commerçant) : C'est clair que nous on a pas souhaité non plus devoir fermer plus tôt les commerces et travailler aussi mal pendant ces quelques jours.

Le deuxième reportage de la même édition du journal télévisé s'intéresse au démontage des palissades à Genève³⁹ et est introduit de cette façon :

Présentateur : Une ambiance irréelle aura prévalu plusieurs jours à Genève. Avant-hier encore plusieurs banquiers avaient reçu la consigne de venir au travail en jeans délavé pour ne pas attirer l'attention d'éventuels manifestants. Plusieurs façades de luxe avaient été entièrement banalisées, mais le commerce reprend ses droits aujourd'hui avec les habitudes.

La parole sera ensuite donnée à une commerçante anonyme qui déclare : « Je me réjouis de revoir ma clientèle, et pis mes touristes heureux, avec toutes ces palissades enlevées ».

³⁹ 4 juin 2003, Démontage des palissades à Genève, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].



Le journaliste conclut ensuite son reportage par des images de manifestants à la gare accompagnées de cette déclaration : « D'ici la fin de la semaine la ville aura retrouvé son visage habituel, elle oubliera bientôt ces palissades, le G8, et ses visiteurs quelque peu particuliers ».

On a ici une expression explicite de l'idéologie néolibérale, « le commerce reprend ses droits », les commerçants retrouvent « leurs touristes », tout rentre dans l'ordre et la remise en question du néolibéralisme exprimée par les manifestants est oubliée. Cette conclusion « reduce citizens to consumers, who want to go about their daily lives without any inconvenience, and have no need to know about political events » (Opel & Pompper, 2003, p. 138).

3.4.2 La figure de l'habitant de quartier

Ces différentes interventions de commerçants devant leurs magasins sont à la fois personnelles et anonymes, elles permettent ainsi de construire une catégorie stéréotypée de « petits commerçants » impactés au niveau individuel par les événements. Une autre catégorie similaire est celle de « l'habitant de quartier ». Comme nous l'avons vu, 70 personnes interviennent au fil des reportages en tant que commerçants ou voisins impactés par les manifestations, dont 39 ne sont pas dénommés. Les citoyens sont donc nombreux à avoir la parole, mais ils sont invités à intervenir en tant que témoins dans un cadre limité à leur propre expérience, de manière anecdotique et sans statut spécifique. On observe cela notamment le 1^{er} juin dans un reportage qui donne la parole à quatre personnes habitant un quartier de Lausanne dans lequel des manifestants ont mis le feu à des containers à ordures⁴⁰ :

(Habitante du quartier 1) : Ils ont pris les containers, et puis je pense qu'ils ont arrosé de l'alcool et puis ils ont mis du feu.

⁴⁰ 1^{er} juin 2003, Interpellations de manifestants au camping de la Bourdonette, Journal de 19h30 de la TSR.



(Habitante du quartier 2) : Je sais pas combien ils étaient, pis ils étaient tous cagoulés. Ça fait peur, pis en plus ils ont essayé de rentrer dans la maison donc ça fait quand même un peu peur.

(Habitante du quartier 3) : Ouais c'était terrible parce que c'était juste en bas de chez moi là, ils mettaient les containers en feu, ils les poussaient plus bas. C'est vrai que c'était quand même assez violent quoi.

(Habitant du quartier 4) : Je trouve que ça mérite pas d'être... de tout casser et puis de..., ils pourraient faire ça pacifiquement.

Premièrement, nous constatons que nous n'avons accès à aucune des questions du journaliste qui ont provoqué ces prises de parole. Ainsi le journaliste efface sa présence et la manière dont elle a potentiellement influencé ces déclarations. Deuxièmement, nous voyons que ces témoignages participent à construire un récit spectaculaire et imagé des actions des manifestants, avec des intervenants dont le statut en tant que source « is accidental rather than privileged » (Fowler, 1991, p. 22). De manière similaire à ce qu'observe Nina Eliasoph (2003), « les citoyens n'étaient supposés apparaître sur le forum public que pour parler en leur nom propre de personnes privées » (p. 245).

3.4.3 « *Le dommage financier prend la dimension d'un drame humain* »⁴¹ :
personnalisation et appel aux émotions

Un cas spécifique de « petit commerçant » « victime des casseurs » sera développé sur plusieurs éditions du 19h30. C'est le cas du garagiste particulier, Hubert Zanetta, qui fait l'objet d'un reportage complet le 3 juin⁴².

Présentateur : *La fédération des syndicats patronaux chiffre à plusieurs millions les déprédations dans le centre-ville. Les assureurs et les victimes vont discuter ferme dans les heures qui viennent, mais dans certains cas le dommage financier prend la dimension d'un drame humain. Ainsi cette entreprise familiale ravagée et ruinée.*

Journaliste : *Voilà ce qui reste de ce garage, qui a entièrement brûlé dans la nuit de samedi à dimanche.*



Journaliste : *Les casseurs avaient pris son propriétaire pour un concessionnaire de la marque BMW, en réalité, il ne l'était plus depuis longtemps.*

⁴¹ 3 juin 2003, Garage d'un particulier brûlé à Genève, Journal de 19h30 de la TSR.

⁴² *Ibid.* [nous soulignons].



Hubert Zanetta, garagiste : *Disons avoir passé sa vie dans un garage pour euh, on sait très bien qu'on peut pas gagner des millions avec un garage, mais disons que, essayer de vivre de son travail, pour tout d'un coup se retrouver avec rien. [Images de scooters brûlés] Y a plus rien ! C'est de la fumée, de la cendre, c'est tout, y a plus rien. Et puis derrière vous savez pas comment vous retourner, vous avez plus de locaux, vous avez plus rien pour travailler. Je sais pas quoi dire d'autre.*

Journaliste : *Toute l'après-midi des habitants du quartier défilent pour soutenir la famille.*

(Habitant) : *On a envie de pleurer quand on voit ça.*

[...]

Hubert Zanetta : *Je me trouve, encore un fois je le répète, anéanti parce que je sais pas, pour le moment, de quel côté me retourner. J'ai payé pendant 35 ans des assurances et je m'aperçois que je suis couvert pour rien. Donc euh... ça, ça vous fout votre vie par terre pis voilà. C'est tout ce que je peux dire.*



Nous avons donc un énième reportage cadré sur les intérêts privés impactés par les manifestations, mais à travers un récit personnalisé et non des intervenants anonymes. Selon Fowler (1991), la personnalisation dans les nouvelles a pour fonction de « promote straightforward feelings of identification, empathy or disapproval » (p. 15). On observe cela à travers la manière dont ce sujet est qualifié de « drame humain » avec un accent sur la dimension familiale de l'entreprise et son inscription dans un quartier. Nous allons citer ici Charaudeau (2008) de manière détaillée car son propos convient particulièrement à ce reportage :

Un tel discours est une invite de la part de l'énonciateur à partager la souffrance des autres, d'autant que celle-ci est rapportée soit par les victimes elles-mêmes, soit par des témoins extérieurs mais proches, et l'on sait que paroles de victimes et paroles de témoins sont indiscutables. Lecteur, auditeur ou téléspectateur se trouvent alors dans la position de devoir entrer dans une relation compassionnelle, relation compassionnelle vis-à-vis des victimes mais qu'ils auraient en partage avec l'énonciateur. Les voilà donc encore soumis au diktat de l'énonciateur qui se fait le porteur d'une voix tiers qui dit le devoir de compatir. Le destinataire est mis en lieu et place d'un otage, otage de l'assignation à s'émouvoir (p. 8).

Cette invitation à compatir s'accompagne implicitement d'une invitation à désapprouver les manifestants employant la violence, comme nous le confirme

l'édition du 5 juin⁴³. Le présentateur mobilise le cas d'Hubert Zanetta lorsqu'il interviewe Eric Decarro sur la proportionnalité ou non de l'action de la police genevoise lors des manifestations. Le présentateur demande au militant : « on a vu par exemple ce pauvre vendeur de motos qui a perdu tout son garage. Evidemment il faut doser l'intervention, mais est-ce que vous acceptez que la police prenne le risque parfois de blesser par exemple un casseur ? ». Le cas du garagiste vient donc servir d'argument pour justifier la répression des manifestants employant la violence. Comme l'expliquent Pan & Kosicki (1993), « very often, to appeal to human interest and to increase psychological proximity to the audiences, journalists start a story with a vivid image or a concrete case and gradually lead to a point that logically functions like an empirical generalization » (p. 61). Nous sommes effectivement face à un cas concret, personnalisé et qui appelle à l'émotionnel, à partir duquel le dispositif médiatique crée un argument allant au-delà du cas particulier qui permet à la fois de qualifier implicitement les manifestants employant la violence et d'expliquer le dispositif sécuritaire.

Hubert Zanetta est mentionné une dernière fois le 6 juin, dans un reportage sur l'indemnisation des dégâts⁴⁴ :

Présentateur : *On l'a compris, pour les particuliers l'indemnisation est loin d'être réglée. Les commerçants lésés vont se battre en fonction de leur degré de couverture d'assurance. Mais la Suisse entière avait été émue par ce marchand de moto qui avait tout perdu dans les émeutes du G8. On en a reparlé hier dans ce journal, son assureur a appelé juste après pour annoncer qu'il couvrira une partie des dommages.*



⁴³ 5 juin 2003, Interview d'Eric Decarro sur l'action de la police, Journal de 19h30 de la TSR.

⁴⁴ 6 juin 2003, Indemnisation des dégâts pour les particuliers par les assurances, Journal de 19h30 de la TSR.

Journaliste : Il faudra du temps pour que sous les ruines renaisse ce petit garage de Genève. Son patron n'était pas couvert contre les troubles intérieurs, mais son assurance a décidé de payer les dommages en invoquant l'incendie. Une décision qui, ici, apporte un peu de baume au cœur.

On a ici, encore une fois, un exemple d'invocation de l'opinion publique sous la forme de « la Suisse entière », et de mobilisation d'un lexique du registre des émotions. Il est intéressant de souligner aussi l'utilisation du mot « émeutes » pour qualifier les actions des manifestants altermondialistes, mais nous analyserons cela dans le chapitre 4.

Ainsi, que ce soit à travers les témoignages de commerçants et voisins anonymes que nous avons décrits plus haut ou le cas personnalisé de ce garagiste, le journal télévisé, avec l'aide d'un lexique mettant l'accent sur les émotions, dépolitise les manifestations en les limitant à leur impact sur les intérêts privés des personnes. Comme l'écrivent Opel & Pompper, « these stories operate from the assumption that all that is interesting about the protests is how they might interfere with the lives of decent, law-abiding citizens » (p. 135), ce qui exclut de la sphère publique les discussions sur le bien commun. Semetko & Valkenburg (2000), dans leur article portant sur le cadrage de la politique européenne, identifient notamment le cadre des conséquences économiques (economic consequences frame) et le cadre de l'intérêt humain (human interest frame). Le cadre des conséquences économiques rapporte un événement en termes de conséquences économiques qu'il aura sur un individu, un groupe ou un pays (Semetko & Valkenburg, 2000, p. 96). Le cadre des intérêts humains « brings a human face or an emotional angle to the presentation of an event, issue, or problem » (Semetko & Valkenburg, 2000, pp. 95). Nous avons donc un mélange de ces deux cadres, avec un focus mis sur les désagréments, économiques et non-économiques, qu'ont les manifestations sur les citoyens.

3.5 « On va pas faire le débat ici du G8 »⁴⁵ : le cadre des revendications

Comme nous l'avons montré, le cadre des revendications est minoritaire parmi les reportages du journal télévisé de la TSR. Les enjeux de fond que souhaitent soulever les manifestants sont donc considérés comme un aspect secondaire dans le débat public que le dispositif médiatique ouvre au sujet du sommet du G8.

Nous remarquons que dans la majorité des cas, les personnes avec qui les enjeux de fond sont débattus sont des individus qui possèdent un statut légitimé par une organisation. C'est surtout le cas lorsque ces enjeux sont le cadre central du reportage.

⁴⁵ 1^{er} juin 2003, Interview d'Eric Decarro sur les heurts de la nuit passée, Journal de 19h30 de la TSR.

Sur les 7 reportages dans lesquels sont mentionnés les enjeux de fonds sans que cela soit le cadre principal, 3 donnent la parole à des manifestants altermondialistes qui ne s'inscrivent pas dans une institution⁴⁶. Il s'agit de trois interventions de quelques secondes seulement, qui ne laissent donc pas une place importante à l'expression des revendications.

Pour ce qui est des 4 autres reportages où les enjeux de fond sont présents, le premier est une interview de presque 3 minutes de Christophe Aguiton⁴⁷, sociologue, syndicaliste et membre de l'organisation ATTAC. On a donc un acteur qui possède un statut assez élevé. Cependant, comme nous l'avons vu plus haut, la présentatrice recadre l'interview sur des aspects sécuritaires à travers ses questions. Nous avons également une interview d'un peu plus de 4 minutes de Pierre Vanek⁴⁸, qui est député Alliance de Gauche au Grand Conseil genevois, et bénéficie donc d'une légitimité en raison de son inscription dans la sphère politique. Mais, là aussi, la présentatrice recadre l'interview sur la question de la sécurité.

Ainsi, le 4 mai Pierre Vanek, un des organisateurs des manifestations, est invité sur le plateau du journal afin de s'exprimer sur la nécessité ou non d'interdire les manifestations anti-G8 suite à la manifestation du 1^{er} mai à Lausanne lors de laquelle des vitrines du Lausanne Palace ont été brisées. Voici un extrait :

***Présentatrice :** On a vu aujourd'hui Josef Zizyadis, qui est un des organisateurs côté lausannois, dire que peut-être il faudrait renoncer à ces manifestations tant les débordements sont risqués.*

***Pierre Vanek :** Alors je ne crois pas que ce soit une bonne réponse. Je crois qu'il faut d'abord aller au fond du problème et parler essentiellement d'abord de l'opposition au G8, des raisons de cette opposition, de politique du G8, ses politiques néolibérales...*

***Présentatrice** [le coupe] : Politiques du G8 oui, mais vous savez que parmi les opposants il y a des gens très violents, on voit des sites internet qui incitent à la violence, comment vous allez faire pour pouvoir contre-carrer cette violence-là ? Vous dites...*

***Pierre Vanek** [la coupe] : Mais vous savez Madame que parmi les acteurs du G8, les invités du G8, il y a des gens très violents.*

⁴⁶ 29 mai 2003, Villages alternatifs à Annemasse, Journal de 19h30 de la TSR ; 29 mai 2003, Arrivée en train de manifestants allemands, Journal de 19h30 de la TSR ; 30 mai 2003, Manifestation non-autorisée devant le siège de l'OMC à Genève, Journal de 19h30 de la TSR.

⁴⁷ 1^{er} mars 2003, Interview de Christophe Aguiton, membre d'ATTAC France, sur l'organisation des manifestations, Journal de 19h30 de la TSR.

⁴⁸ 4 mai 2003, Interview de P.Vanek sur la nécessité ou non d'interdire les manifestations, Journal de 19h30 de la TSR.

Il y a George W. Bush qui vient de déclencher une guerre extrêmement violente et qui a du sang sur les mains en violation au droit international. C'est une bonne raison que vous évoquez pour annuler le G8...

Présentatrice : *D'accord. Mais qu'est-ce que vous vous autoriserez de la part des manifestants, qu'est-ce qui pour vous sera admissible dans le cadre de ces manifestations ?*

Pierre Vanek : *Je crois d'abord que ce qui est essentiel, c'est que le droit de manifester soit respecté.*

On le voit clairement ici à deux reprises Pierre Vanek cherche à déplacer le cadrage sécuritaire posé par les questions de la présentatrice, mais elle le reprend et comme nous le discuterons dans le chapitre 4, elle met la responsabilité de la casse potentielle sur les organisateurs des manifestations et cherche à obliger l'interviewé à prendre une position sur l'usage de la violence.

Un autre reportage mentionnant les enjeux de fond est un sujet traitant d'un projet pédagogique à l'intention de collégiens se voulant une explication neutre de la naissance du sommet du G8, de ses buts et des raisons pour lesquelles il est contesté⁴⁹. On est donc avec des acteurs légitimés par l'institution scolaire. Finalement, les enjeux de fond liés au G8 seront évoqués par Eric Decarro dans une interview de 3 minutes et demie⁵⁰. Le militant, alors président au niveau national de la Fédération du syndicat des Services publics et membre du Forum social lémanique, sera lui-aussi remis à l'ordre par le présentateur.

Eric Decarro est invité à s'exprimer sur qui porte la responsabilité dans la chute d'un militant après qu'un policier ait coupé la corde à laquelle il était suspendu à un pont de l'autoroute à Aubonne pour une action de blocage. Il cherche alors à aborder les revendications des manifestants :

Eric Decarro : *J'aimerais encore dire une chose, parce qu'on parle beaucoup de violence, mais en fait notre message concernant le G8 qui, lui, a une violence disons infiniment plus grande et au niveau mondial, que ce soit par l'étranglement des pays du Sud, que ce soit par la guerre, que ce soit par les attaques aux...*

Présentateur [le coupe] : *Très bien.*

⁴⁹ 22 mai 2003, Projet pédagogique sur le G8 pour des élèves, Journal de 19h30 de la TSR.

⁵⁰ 1^{er} juin 2003, Interview d'Eric Decarro sur les heurts de la nuit passée, Journal de 19h30 de la TSR.

Eric Decarro : droits sociaux, notamment les retraites, je crois qu'il faut quand même le souligner, nous ne sommes pas d'accord donc avec un certain nombre de méthodes...

Présentateur [le coupe] : Oui.

Eric Decarro : C'est clair je l'ai dit déjà, mais disons toute cette discussion occulte quand même...

Présentateur [le coupe] : Très bien.

Eric Decarro : la manifestation et son succès disons quand même...

Présentateur [le coupe] : Si vous permettez, on va pas, on va pas faire le débat ici du G8 euh, on connaît bien votre position, donc voilà pour la position de Monsieur Decarro, je vous remercie d'être venu.

Nous voyons à travers cet exemple que certains aspects de ce qui touche au sommet du G8 et aux manifestations sont exclus du questionnement public ouvert par la sphère médiatique proposée par le 19h30. Le cadrage axé sur les questions sécuritaires et les intérêts privés expriment un présupposé de ce à quoi doit servir le débat public, et les revendications des manifestants en sont principalement exclues. Cette interaction constitue donc une transgression de ce présupposé de la part d'Eric Decarro. Ainsi, la tentative de déplacer le débat échoue et est vivement réprimée, le présentateur tentant plusieurs fois d'interrompre le militant, et finissant par exprimer explicitement le cadrage jusque-là resté implicite : on n'est pas là pour faire le débat du G8.

On a là une situation qui se rapproche de ce qu'a constaté Eliasoph (2003) dans son ethnographie de la citoyenneté dans la vie associative aux Etats-Unis. L'auteure reprend le concept de *footing* proposé par Goffman, qu'elle définit comme la compréhension implicite de la situation, comme des présupposés partagés de « ce à quoi est destiné le discours dans une situation » (Eliasoph, 2003, p. 228). Ainsi nous observons dans cette séquence que « le *footing* officiel de la participation [...] restreint et tronque le pouvoir des citoyens de produire du sens » (p. 251), en n'autorisant pas les réflexions visant le bien commun. Comme l'explique Eliasoph (2003) :

Les officiels contrôlent de façon routinisée la situation : politiciens et journalistes n'invoquent les citoyens que pour parler à leur place ou pour les faire parler d'eux-mêmes en tant que personnes privées. Quand les activistes s'efforcent de tenir des discours à portée publique, les officiels les ignorent ou leur répondent avec condescendance que leurs spéculations

pourraient être intéressantes dans un autre forum public, mais qu'elles sont déplacées dans celui-ci. Les journalistes ne les évoquent même pas dans les nouvelles (p. 251).

Quant aux 12 reportages cadrés principalement sur les revendications, 3 donnent la parole à des manifestants sans statut légitimant. Le premier est un profil de près de 3 minutes d'un anarchiste lyonnais⁵¹, qui a largement l'espace de développer son point de vue, mais dont la position sera qualifiée d'« extrême et très minoritaire » par le journaliste. Nous pouvons ainsi voir dans ce reportage la volonté que nous avons déjà mentionnée de présenter différentes positions afin d'afficher une neutralité journalistique, « to indicate balance or impartiality—the working definition of “objectivity” », tout en marginalisant ce point de vue « by relating a quote or point of view to a social deviant » (Pan & Kosicki, 1993, p. 60). Les deux autres sont des interviews de 3 à 4 minutes lors desquelles les deux altermondialistes interrogés ont l'opportunité d'exposer leur vision en profondeur⁵².

Deux des 9 autres reportages s'intéressent à deux actions de l'organisation non-gouvernementale Médecins Sans Frontières (MSF)⁵³. La parole y est donnée à Jean-Hervé Bradol, président de MSF France, Irene Khan, secrétaire générale d'Amnesty International, et Leïla Kramis, porte-parole de MSF-Suisse, qui explique :

Leïla Kramis : MSF demande aux Etats membres de s'engager fermement pour l'accès aux médicaments essentiels pour les pays en développement. La lutte contre les maladies infectieuses a très peu progressé ces dernières années, et les Etats membres du G8 peuvent s'engager, notamment en finançant la recherche et le développement sur les maladies négligées.

Il s'agit donc d'acteurs légitimés par leur inscription dans des organisations et qui expriment des revendications réformistes qui ne remettent pas radicalement en cause la légitimité du sommet et l'organisation de la société.

Un troisième reportage qui laisse une large place à l'expression de la contestation du G8 porte sur une journée d'information organisée dans une ferme en Haute-Savoie par la Confédération paysanne française⁵⁴, un syndicat agricole reconnu comme acteur légitime par les médias à ce moment-là (Agrikoliansky, Fillieule, & Mayer, 2005).

⁵¹ 27 mai 2003, Rencontre avec un anarchiste lyonnais, Journal de 19h30 de la TSR.

⁵² 30 mai 2003, Interview de Yoann Boget, manifestant, sur les revendications des altermondialistes, Journal de 19h30 de la TSR ; 30 mai 2003, Interview d'Aurélien Darbellay sur les revendications des altermondialistes, Journal de 19h30 de la TSR.

⁵³ 19 mai 2003, Action de Médecins Sans Frontières pour sensibiliser aux enjeux des maladies infectieuses en Afrique, Journal de 19h30 de la TSR ; 31 mai 2003, « Sommet Pour un Autre Monde » à Annemasse, Journal de 19h30 de la TSR.

⁵⁴ 30 mai 2003, Journée d'information sur la globalisation dans une ferme en Haute-Savoie, Journal de 19h30 de la TSR.

Nous avons aussi une interview de presque 3 minutes d'Eric Toussaint, historien, écrivain et membre du comité du Forum de Porto Alegre⁵⁵. Il bénéficie ainsi d'une légitimité académique. Trois autres sujets ayant pour cadre principal les enjeux de fond soulevés par les manifestants sont sous la forme de débat entre Susan George, politologue, écrivaine et vice-présidente d'ATTAC France, et Barbara Polla, conseillère nationale libérale genevoise⁵⁶. On donne donc ici une place aux revendications des manifestants, mais sous la forme de débat opposant deux points de vue et avec des actrices bénéficiant d'un statut élevé. Une autre interview dans laquelle on trouve une discussion des enjeux liés au sommet est celle de Pascal Couchepin, alors président de la Confédération⁵⁷. Il s'agit donc d'un membre de l'élite politique qui ne remet pas en cause la légitimité du sommet. Finalement, le professeur d'économie de l'Université de Fribourg Paul Dembinski est invité à se prononcer en tant qu'expert sur l'économie politique mondiale⁵⁸. La présentatrice introduit son intervention ainsi :

Présentatrice : Paul Dembinski nous a rejoint sur ce plateau, vous êtes directeur de l'observatoire de la finance, vous êtes également professeur d'économie à Fribourg, alors ce qui nous intéresse, vous êtes professeur d'économie, vous avez entendu le jeune homme, mais aussi madame Susan George. Est-ce que le discours des altermondialistes est un discours réaliste et qui tient l'eau, si j'ose dire, économiquement ?

Nous remarquons que son statut de professeur est souligné deux fois, montrant ainsi que ce statut lui donne l'autorité de s'exprimer, et « traduisant la valorisation sur la scène publique de l'expertise comme mode d'intervention adapté pour résoudre les problèmes sociaux présents et à venir contre des points de vue plus politiques » (Collovald, 2002, p. 37).

Ainsi, sur les 19 occurrences lors desquelles les enjeux de fonds et les revendications sont discutées, 7 donnent la parole à des militants ne bénéficiant d'aucun statut légitimant. Dans seulement 3 de ces cas les militants ont la possibilité

⁵⁵ 30 mai 2003, Interview d'Eric Toussaint, membre du comité du Forum de Porto Alegre, sur la dette du Tiers-Monde, Journal de 19h30 de la TSR.

⁵⁶ 30 mai 2003, Interview de Susan George et Barbara Polla sur les enjeux du G8, Journal de 19h30 de la TSR ; 30 mai 2003, Interview de Susan George et Barbara Polla sur les perspectives politiques des altermondialistes et du G8, Journal de 19h30 de la TSR ; 30 mai 2003, Débat entre Susan George et Barbara Polla sur le libéralisme, Journal de 19h30 de la TSR.

⁵⁷ 30 mai 2003, Interview de Pascal Couchepin sur les enjeux du G8, Journal de 19h30 de la TSR.

⁵⁸ 30 mai 2003, Débat entre Paul Dembinski, professeur d'économie et Susan George sur la mondialisation et le libéralisme, Journal de 19h30 de la TSR.

de développer leur position. Dans les autres cas, les acteurs à qui la parole est donnée sont soit non-militants, soit des experts-militants qui tirent à la fois une légitimité de leur savoir profane, « fondé sur l'expérience » et de leur savoir académique (Lochard & Simonet, 2010, p. 275). Comme l'expliquent Lochard & Simonet (2010) : « l'expert associatif a bien pour spécificité d'emprunter à ces deux registres de légitimation que sont la compétence scientifique et l'action politique » (p. 278). La manière dont le 19h30 répartit la parole nous montre que les savoirs experts sont plus valorisés et vus comme légitimes à exprimer des critiques et des revendications que le sont les savoirs profanes.

Comme nous le verrons dans le chapitre 4, en dehors de prises de paroles mentionnées ici, lorsque les manifestants sont invités à s'exprimer ce sont sur des questions d'organisations, de sécurité ou pour se positionner sur l'usage de la violence de certains manifestants. En conséquence, malgré le fait que les revendications des altermondialistes soient présentes dans certains reportages, « serious critics of a hegemonic neoliberal economic discourse are kept excluded and marginalized » (Opel & Pompper, 2003, p. 28).

Conclusion

Nous avons montré dans ce chapitre la manière dont est cadré le sommet du G8 par le journal télévisé de la TSR. Cela nous a permis d'observer la manière dont certains aspects sont sélectionnés et mis en avant. Ce faisant, le dispositif médiatique promeut une certaine interprétation des manifestations, un certain angle sous lequel elles doivent être envisagées.

Le cadrage du sommet met principalement en avant la question de la sécurité et la question des intérêts privés, participant ainsi à délimiter ce qui fait partie et ce qui est exclu du débat dans la sphère publique médiatique. Les manifestations sont construites par le dispositif médiatique comme étant dangereuses dès le début de 2003, et elles sont discutées avant tout pour l'impact négatif qu'elles ont sur la population et le commerce. Nous reconnaissons dans ce cadrage une expression de ce que Guilbert (2011) nomme le discours néolibéral, c'est-à-dire un « ensemble d'énoncés *plus ou moins cohérents* ayant en commun de promouvoir une vision entrepreneuriale et purement économique de la vie et de toutes les activités humaines » (p. 15)

Ce cadrage donne ainsi l'impression qu'il y a une opposition entre les manifestants et les citoyens de Lausanne et Genève et que leurs intérêts sont contradictoires, ce qui peut potentiellement limiter la sympathie pour les manifestations et légitimer « the police as the apparatus of surveillance and coercion that will guarantee a citizenry of "docile bodies" safe from violence » (Opel & Pompper, 2003, p. 135).

Nous constatons finalement que la manière dont le cadrage médiatique décrit la réalité des manifestations rend impossible un débat sur les enjeux liés au sommet du G8 que soulèvent les manifestants et d'une discussion sur le vivre-ensemble,

l'organisation de la société et le bien public. Ainsi, « the status quo values of order and control (in the name of security) were privileged over the social concerns of the demonstrators and arguably, the Constitutional values of free speech and the right to assembly » (Opel & Pompper, 2003, p. 98).

Chapitre 4 – Un clivage performatif

Dans ce chapitre, nous allons analyser la manière dont sont catégorisés les manifestants par le dispositif médiatique et montrer comment celui-ci saisit les manifestants et leur attribue une place : soit celle de « casseur » sans motivation politique, soit celle de manifestant « pacifiste » et « bon enfant ». Nous approfondirons la façon dont sont construites ces deux catégories et comment elles sont toutes deux délégitimisantes. Nous montrerons ensuite comment cette catégorisation et l'éthos hétéro-attribué qui l'accompagne sont performatifs et se retrouvent dans le discours des manifestants qui interviennent dans les reportages et participe à construire leur éthos auto-attribué.

4.1 « Les casseurs d'un côté et puis les manifestants altermondialistes de l'autre »⁵⁹ : mise en opposition

Comme nous l'avons soulevé, le dispositif médiatique cherche constamment à différencier les manifestants pacifiques et ceux qui ne le sont pas. Ce clivage semble central dans la manière dont le journal de 19h30 représente les manifestants. C'est notamment le cas lorsque les premières manifestations ont lieu le 29 mai⁶⁰ :

***Présentateur :** On va voir ces images, avec cette manifestation qui a été surtout affectée par la pluie, c'est le reportage de Pierre Smets.*

[...]

***Journaliste :** Ils sont 3 à 4 mille de tous les âges à se mettre en marche. Un chiffre honorable, d'autant plus qu'une heure plus tôt, le point de rassemblement était plutôt clairsemé. Le proclamé « mur de la honte » paraissait bien fragile, et ils étaient peu nombreux à venir y inscrire leur hostilité au sommet d'Evian.*

***Journaliste :** Finalement, le rassemblement a eu lieu, les voix se sont faites plus fortes, pour crier les vieux slogans.*

***Journaliste :** Les syndicats ont déroulé les banderoles, les organisateurs pouvaient alors pavoiser.*

[...]

⁵⁹ 1^{er} juin 2003, Grande manifestation à Genève, Journal de 19h30 de la TSR.

⁶⁰ 29 mai 2003, Déroulement de la grande manifestation à Lausanne, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].

Journaliste : *Les manifestants vont remonter jusqu'à la place de La Riponne, où une fête populaire devrait avoir lieu jusque tard dans la nuit, si le ciel le veut bien.*

Il en suit un duplexe avec le correspondant sur place :

Présentateur : *On dit que la pluie est contre-révolutionnaire, en l'occurrence elle a effectivement saboté un peu la manifestation.*

Journalite : *Et bien oui, nous sommes un tout petit peu plus tard que le passage de la manifestation à cet endroit-là, il ne pleut plus, mais lorsque la manifestation est passée ici, il pleuvait très fort. Effectivement, cela a certainement refroidi pas mal d'ardeurs.*



Présentateur : *Au-delà de la météo, objectivement, est-ce que oui ou non c'est un flop, une mobilisation quand-même moins importante que ce que certains prédisaient ?*

Journaliste : *Alors mobilisation moins importante que ce que certains prédisaient, certainement. Mais vous savez on a entendu des chiffres très fantaisistes, puisqu'on a dit jusqu'à 100'000 personnes. Ensuite on est revenu à 10'000, 5000 etc. Ils étaient quand même 3-4000, c'était la première manifestation du week-end. Alors oui, beaucoup moins de monde que prévu, dire que c'était un flop, c'est peut-être encore un peu tôt pour le dire, il faudra voir ce qui va se développer dans les jours qui viennent, au niveau de cette présence des altermondialistes pour pouvoir juger. Aujourd'hui c'est un peu tôt de dire qu'il s'agit déjà d'un flop.*

Présentateur : *On voit des images plutôt bon enfant, est-ce qu'il y a d'autres groupes disons plus durs, qui semblent plus prêts à vouloir en découdre, par exemple plus tard durant la soirée ?*

Journaliste : *Là aussi c'est difficile de donner une réponse définitive. La sensation qu'on a eu à voir passer cette manifestation, c'était qu'effectivement, c'était plutôt une manifestation de militants, une manifestation bon enfant, avec très peu de personnes qui avaient des têtes disons euh, de prêts-à-casser, comme on peut les imaginer, ou comme on peut le caricaturer. On a plutôt l'impression là qu'il s'agit d'une vraie manifestation de protestation, et que la fête va se passer plutôt tranquillement ce soir à Lausanne.*

On remarque tout d'abord la manière quelque peu moqueuse par laquelle les syndicats sont présentés, avec leurs « vieux slogans » et leurs organisateurs qui « pavoisent ». Puis on a un ton condescendant qui décrit des manifestants « bon enfant » dont la mobilisation ne résisterait pas à la pluie. Comme nous l'avions évoqué dans le chapitre 3, nous voyons que le nombre de participants permet aussi une certaine ridiculisation des manifestants. Les organisateurs des manifestations auraient annoncé 100'000 personnes, et ils ne seraient finalement que trois ou quatre mille. En réalité, les 100'000 personnes espérées ne concernaient en aucun cas la mobilisation du 29 mai – la majorité des manifestants étrangers n'étant pas encore arrivés en Suisse à ce moment-là – mais plutôt les grandes manifestations du 1^{er} juin. De plus, le présentateur demande à savoir si « objectivement » on peut qualifier la manifestation de « flop », réifiant ainsi le mythe selon lequel les médias rapportent la réalité qui s'impose à eux de manière neutre, alors que l'évaluation du succès d'une mobilisation peut se faire à partir d'une multitude de critères différents et est forcément le fruit d'une interprétation.

On a donc d'un côté les « bon enfants » qui vont faire la fête, et de l'autre côté, les personnes avec des têtes de « prêts-à-casser ». Ceux-ci ne sont pas considérés comme des militants, puisqu'ils sont opposés à la « manifestation de militants » et à la « vraie manifestation ».

Cette opposition est à nouveau énoncée le lendemain, lorsque la présentatrice du téléjournal déclare⁶¹ :

***Présentatrice :** Darius Rochebin, qui se trouve à Annemasse, au milieu des villages altermondialistes. Alors on voit que ce mouvement altermondialiste, on trouve d'un côté un mouvement extrêmement construit intellectuellement, avec des mouvements comme ATTAC, avec un journal comme le Monde diplomatique, avec un fonctionnement en réseau sur le web. Et puis de l'autre, des manifestants qu'on a vu ces jours-ci sur nos images, très jeunes, des mouvances extrêmement diverses et dont on parle beaucoup, alors Darius Rochebin, que voit-on sur place, là où vous êtes ?*

On observe ici une présentation du mouvement altermondialiste de manière polarisée, avec « un côté » institutionnalisé et éduqué, et « l'autre » jeune et divers. Puis le 1^{er} juin, le présentateur affirme⁶² :

***Présentateur :** Dans l'ombre du G8, les mouvements se divisent désormais en deux camps distincts, les casseurs d'un côté et puis les manifestants altermondialistes de l'autre. Nous allons suivre de près l'action des premiers, qui semble avoir repris ce soir. Nous serons en direct de Genève et de Lausanne. Mais tout d'abord, du côté des altermondialistes la manifestation du jour s'est déroulée dans le calme. Les organisateurs revendiquent 100'000 participants, la police parle de la moitié moins.*

Le présentateur affirme donc que le mouvement est à présent divisé en deux camps, alors que cette division est depuis le début au centre de la manière dont le dispositif médiatique présente les manifestants. On observe à travers cette mise en opposition que les « casseurs » ne sont pas considérés comme des manifestants altermondialistes par le journal de la TSR. Cependant, on constate une certaine confusion autour de cette exclusion. En effet, à certaines occasions, les « casseurs » sont inclus au mouvement altermondialiste par le discours médiatique.

⁶¹ 30 mai 2003, Interview de Yoann Boget, manifestant, sur les revendications des altermondialistes, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].

⁶² 1^{er} juin 2003, Grande manifestation à Genève, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].

Finalement, on comprend que les actions qui se « déroulent dans le calme » sont considérées comme méritant moins de temps et d'attention médiatique que les actions spectaculaires des militants faisant usage de la violence et qui seront « suivies de près ». Le journaliste va ensuite décrire la manifestation comme un « long fleuve tranquille » et un « melting-pot calme et festif » qui « n'a été troublé que par quelques éléments isolés en fin de cortège ».



***Journaliste :** Au final, ces actes de vandalisme ne seront pas parvenus à ternir l'image de pacifisme du défilé. Le cortège s'est dissout en milieu d'après-midi.*

On a donc des manifestants altermondialistes, décrits avec des termes que l'on peut considérer comme positifs – bien que réducteurs – et des « casseurs », associés au vandalisme, évacuant ainsi l'aspect politique, que ce soit par la fête ou le vandalisme. L'opposition est réitérée plus tard dans la même édition du journal⁶³ :

***Présentateur :** On va maintenant refaire le point sur les manifestations qui se sont déroulées et puis surtout pour son autre aspect, celui des casseurs. On parle de nouveaux événements ce soir dans les rues de Lausanne et de Genève. Alors pour faire un point sur la situation à Genève d'abord, nous*

⁶³ 1^{er} juin 2003, Point de situation sur les heurts entre police et manifestants à Genève, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].

allons retrouver Sébastien Faure. Vous êtes dans les rues de Genève, où êtes-vous Sébastien et que se passe-t-il à l'heure qu'il est ?

Le présentateur va ensuite demander au correspondant sur place : « Dites-nous, est-ce qu'on est toujours en train de *distinguer les manifestants, les altermondialistes, et puis les casseurs de l'autre côté ?* ». La division en deux camps est donc explicitement articulée par les journalistes. Bien que des divisions dans le mouvement soient exprimées par les militants eux-mêmes, ce qui est significatif est la manière centrale et stéréotypée dont le 19h30 divise les manifestants en deux camps autour du pacifisme et de l'usage de la violence.

On le voit notamment le 3 juin, à l'occasion d'un échange entre le présentateur du journal et un correspondant à Genève au sujet d'une manifestation ayant lieu au moment-même⁶⁴. La première question que le présentateur pose au correspondant est : « Quel type de manifestants et quel est leur nombre actuellement ? ». La priorité ici est donc la catégorisation des manifestants. Le journaliste lui répond :

Journaliste : Alors, juste pour vous dire, il vient d'y avoir deux charges successives avec canons à eaux et grenades assourdissantes sur une centaine de manifestants, qui visiblement étaient des manifestants plutôt jeunes, mais plutôt du type « normaux », pas tellement de visages de casseurs. Militants de base sans doute des partis de gauche qui venaient réclamer la démission de Madame Spoerri.

De manière similaire au 29 mai, on a là une catégorisation subjective, qui est normative et essentialisante ; des manifestants qui font usage de violence, qui auraient des « visages de casseurs », opposés à des manifestants « du type normal ».

Il s'agira désormais d'explorer plus en détail la construction de l'ethos hétéro-attribué qui accompagne chacune de ces deux catégories dans les reportages de la TSR.

4.2 « Voilà donc pour ces fameux casseurs »⁶⁵ : évidence et dépolitisation

Premièrement, le cadrage sécuritaire que nous avons détaillé dans le chapitre 3 participe à la construction de l'ethos hétéro-attribué des « casseurs », des militants qui font usage de violence symbolique. Comme nous l'avons expliqué, ce cadrage participe à présenter les manifestants comme menaçants et dangereux avec un lexique s'apparentant à la guerre et un recours à la mémoire discursive. Cela contribue

⁶⁴ 3 juin 2003, Manifestation non-autorisée en cours dans le quartier de la RTS à Genève, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].

⁶⁵ 1^{er} juin 2003, Interview de Micheline Spoerri sur l'action de la police lors des heurts de la nuit passée, Journal de 19h30 de la TSR.

indirectement à justifier l'importance du dispositif sécuritaire mis en place et la répression des manifestants par les forces de l'ordre. On constate d'ailleurs une justification explicite de cette répression le 1^{er} juin, lorsque le journal de 19h30 fait le récit des événements à Lausanne où la police a interpellé 400 militants au campement des altermondialistes de la Bourdonnette dans l'après-midi⁶⁶. Voici un extrait du reportage :

Présentateur : *Lausanne a aussi eu son lot de violence dès ce matin, même si les conséquences n'étaient pas les mêmes qu'à Genève, mais les autorités vaudoises ont, elles, décidé d'agir avec fermeté. La manifestation de cette après-midi a été interdite, et puis 400 jeunes altermondialistes ont été interpellés par les forces de police.*

Journaliste : *Assurer la sécurité des chefs d'Etat et contenir les émeutiers d'une manifestation non-autorisée, ce matin les forces de l'ordre ont dû choisir. D'abord la sécurité des officiels, ensuite la chasse aux émeutiers.*

[...]

Journaliste : *Et toute l'après-midi les policiers sont allés chercher un à un les altermondialistes pour vérifier leur identité. Des interpellations souvent musclées, spectaculaires, toujours sous le regard des observateurs neutres.*



[...]

Journaliste : *Qualifiées de violentes par certains, ces interpellations ne faisaient en fait que répondre aux violences du matin.*

⁶⁶ 1^{er} juin 2003, Interpellations de manifestants au camping de la Bourdonnette, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].



Journaliste : Plus précisément, aux violences de 300 casseurs zurichois, les black blocs. Des émeutiers très, très bien organisés qui s'étaient fondus dans un cortège pacifique d'un millier de jeunes manifestants. Les émeutiers n'ont pas fait de détails.



[Témoignages des habitants du quartier]

La narration des événements dans cette séquence crée donc un lien de causalité. Selon Pan & Kosicki (1993), « many factual reports often make causal representations of a news story implicitly by simply presenting actions in a context in which one may be seen as an antecedent and another as a consequence » (p. 61). C'est exactement ce que nous observons ici. Selon ce récit, les manifestants ayant été violents le matin, comme le prouveraient les images et les témoignages, il serait donc naturel et acceptable que les interpellations qui ont eu lieu l'après-midi au campement de la Bourdonnette aient également été violentes. Il s'agit là d'un jugement de valeur mais qui est présenté comme relevant de l'évidence, comme étant objectif, à travers l'effacement des marqueurs de la présence de l'énonciateur et à travers la locution « ne faisaient en fait que ». Le journaliste exprime avec cette locution qu'il aurait là la juste interprétation de la situation. Il prend « un point de vue de narrateur externe qui tenterait de décrire fidèlement la succession des faits, et de mettre en évidence (ou à suggérer quand il n'en a pas la preuve) la logique d'enchaînements entre ceux-ci » (Charaudeau, 2006, p. 3).

L'aspect évident et naturel de la catégorie est notamment visible dans une interview de Micheline Spoerri, cheffe du Département de Justice et police, le 1^{er} juin, lorsque le présentateur déclare⁶⁷ :

***Présentateur :** Voilà donc pour ces fameux casseurs, et pour tenter de reconstituer ce qui s'est passé la nuit dernière, nous accueillons sur ce plateau d'abord Micheline Spoerri, cheffe de la police genevoise. Bonsoir madame. Alors on l'a vu, des casseurs qui ont pillé des magasins, des commerces sur des centaines de mètres parfois. La police, on le sait, a voulu être en retrait à Genève. Et certains s'interrogent ce soir, n'a-t-elle pas été trop en retrait. On s'est demandé, et on a reçu beaucoup de téléphones dans ce sens-là ici même, à la rédaction, la population s'est demandé pourquoi la police n'était pas plus intervenue.*

L'emploi du déterminant démonstratif « ces » et de l'adjectif « fameux » instaurent l'idée que l'on parle d'une réalité préétablie, et qui est par conséquent impossible de remettre en question. La dénomination est significative dans la construction de l'ethos collectif hétéro-attribué des manifestants qui usent de la violence, puisque « l'acte de nommer, acte énonciatif par excellence, marque à la fois l'individuation de l'objet nommé (qui se distingue donc d'autres objets semblables) et l'affirmation de son existence » (Giaufret, 2015, p. 6). De cette manière, la dénomination participe à construire la réalité et elle a ainsi une visée performative (Guilbert, 2011, p. 57). Mais d'autres processus sont à l'œuvre dans la constitution de l'ethos collectif hétéro-attribué de la catégorie des « casseurs », comme c'est le cas lorsque Micheline Spoerri explique dans cette même interview :

***Micheline Spoerri :** En quelques minutes, un certain nombre de casseurs ont opéré une véritable guérilla urbaine bien connue et ont ravagé le centre de Genève, puis disparu pour se reformer dans la manifestation pacifique, ou parmi des manifestants pacifiques.*

Le terme de guérilla, qui sera ensuite repris deux fois par le présentateur qui l'interviewe, est empli de significations et s'accompagne notamment de l'idée de stratégie et de rébellion contre le gouvernement. Ces notions sont alors projetées sur les manifestants mobilisant la violence.

Mentionnons aussi comme procédé constitutif de l'ethos hétéro-attribué des militants l'énumération que fait le présentateur le 22 mai lorsqu'il présente une partie

⁶⁷ 1^{er} juin 2003, Interview de Micheline Spoerri sur l'action de la police lors des heurts de la nuit passée, Journal de 19h30 de la TSR.

des mesures de sécurité qui sont mises en place en vue du G8 et déclare : « Les eaux du Léman seront très surveillées, la police craint que des manifestants ou des terroristes puissent accéder à Evian par le lac, et depuis lundi, l'armée suisse s'est déployée »⁶⁸. A travers cette énumération, il met sur le même pied manifestants et terroristes en termes du niveau de menace qu'ils pourraient représenter pour la sécurité. Le présentateur fait donc une association, il regroupe ces deux éléments « dans une même catégorie afin que le lecteur tire la conclusion que ceux-ci ont quelque chose en commun » (Guilbert, 2011, p. 113).

Dans un autre reportage s'intéressant au dispositif sécuritaire, la journaliste explique au sujet d'une policière : « Cornelia n'a encore jamais été envoyée sur un tel événement, ou fait face à *une foule en colère* »⁶⁹. Les manifestants sont donc qualifiés de « foule en colère », ce qui les renvoie à un collectif irrationnel. Le terme foule est à nouveau utilisé par la présentatrice du journal du 30 mai, qui déclare « quel visage pourrait avoir cet autre monde que réclament de plus en plus fort ces *foules* de manifestants, que l'on verra dimanche, au départ de Genève »⁷⁰. Selon Dupuis-Déri (2016), le terme foule est une expression d'agoraphobie, c'est-à-dire d'un sentiment de peur du peuple, qui est alors considéré comme dangereux, irrationnel et inapte à prendre des décisions pour le bien collectif.

Les manifestants mobilisant la violence symbolique seront aussi qualifiés de criminels par Micheline Spoerri le 3 juin⁷¹ :

Micheline Spoerri : Je fais un appel au calme. Je pense que certains perdent complètement leurs esprits. Et j'aimerais surtout expliquer à Genève qu'il s'est, à l'occasion du G8, installé une nouvelle forme de criminalité que connaissent bien d'autres grandes villes. Que nous agissons dans une situation que nous ne connaissions pas avant, et que nous sommes en train d'affiner notre stratégie.

Présentateur : Il y a une violence extrême qui a été utilisée. L'un de nos journalistes, Sébastien Faure, qui est partout en reportage en Afghanistan etc., qui n'avait jamais été blessé, a reçu hier une pierre qui était destinée aux policiers, une grosse pierre, heureusement il n'est que légèrement blessé. Est-ce que vous n'avez pas été insuffisamment offensive devant cette violence ?

⁶⁸ 22 mai 2003, Dispositif de sécurité sur le lac Léman, Journal de 19h30 de la TSR.

⁶⁹ 27 mai 2003, Préparation des policiers allemands, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].

⁷⁰ 30 mai 2003, Déroulement du G8, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].

⁷¹ 3 juin 2003, Interview de Micheline Spoerri sur l'action de la police, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].

[Micheline Spoerri mentionne l'accord passé entre les autorités et les organisateurs des manifestations prévoyant que la police se fasse discrète afin d'éviter l'escalade]

Présentateur [la coupe] : *Madame, pardonnez-moi, laissons de côté ces accords avec les manifestants antimondialistes, la manifestation s'est déroulée normalement dimanche. On parle là des casseurs et des voyous. Est-ce que vous ne deviez pas plus rapidement contre-attaquer de manière plus forte ?*

Micheline Spoerri : *C'est une forme de criminalité que nous ne connaissions pas avant, elle est extrêmement organisée. Il faut savoir que ce ne sont plus maintenant des casseurs, mais de véritables criminels, au sens du code pénal, et qu'ils sont organisés de façon extrêmement intelligente, avec des réseaux de Natels, pour permettre de semer le trouble partout, et lors de réunions importantes ils s'infiltrèrent, et c'est ainsi qu'ils profitent de situations pour agir criminellement.*

Présentateur : *Les policiers à qui nous avons parlé avouent leur sentiment de désarroi, d'impuissance, par exemple face aux casseurs. Par exemple même face aux gens du black bloc, qui sont là pour blesser, pour tuer, pour détruire, ils ont des moyens très limités de contre-attaquer.*

[Micheline Spoerri explique qu'il faut éviter l'affrontement]

Présentateur : *Ça veut dire que même face à des manifestants aussi violents, qui sont prêts à blesser, à tuer, vous ne pouvez pas tirer à l'arme à feu, même dans les jambes, même après des sommations ?*

Micheline Spoerri : *Si bien sûr. C'est que qui est indiqué dans la doctrine d'engagement, et c'est ce que les policiers font, comme par exemple hier quand ils ont été attaqués par l'arrière...*

Présentateur [la coupe] : *Mais pas à l'arme à feu, pardonnez-moi. Ça peut arriver ça ce soir, si le black bloc va jusque-là ?*

Micheline Spoerri : *C'est la technique d'engagement qui sera appliquée.*

[...]

Présentateur : *Madame, un dernier point. Les policiers que nous avons interrogés disent tous la même chose, « on est obsédés par cette crainte qu'il y ait un manifestant blessé ou pire », est-ce qu'on n'est pas... Evidemment à Genève il y a le souvenir des manifestations de 32 qui ont mal tourné, mais est-ce qu'on n'est pas trop prisonniers de cette crainte-là ? Est-ce qu'il y a pas un moment donné où, dans des circonstances extrêmes, la réponse doit être plus forte ?*

Micheline Spoerri : *En effet la réponse doit être adaptée à la situation, mais il est évident que nous sommes d'abord attachés au respect de l'intégrité corporelle des gens.*

Micheline Spoerri commence donc par parler d'une « forme de criminalité ». Elle rajoute « ce ne sont plus maintenant des casseurs, mais de véritables criminels », en les présentant comme très menaçants, et ainsi la catégorisation des militants usant de la violence passe de casseurs à criminels « organisés de façon extrêmement intelligente ». Cela pose la question de savoir en quoi consiste la catégorie des casseurs selon Micheline Spoerri, si ces mêmes militants n'en sont plus.

De son côté le présentateur compare le niveau de violence des manifestants altermondialistes à celui de la guerre qui se déroulait alors en Afghanistan, définissant implicitement le premier comme étant plus important. Il réfère ensuite aux manifestants comme étant des « voyous », puis il mentionne les « gens du black bloc, qui sont là pour blesser, pour tuer, pour détruire ». Il renchérit ensuite : « des manifestants aussi violents, qui sont prêts à blesser, à tuer ». Il fait là une affirmation infondée qu'il présente pourtant comme un fait, une réalité objective, à travers une modalisation reflétant la certitude. Il affirme cela afin de démontrer que les forces de l'ordre sont en position de faiblesse face aux manifestants, une affirmation questionnable au vu du nombre de policiers, de leur équipement et de leur formation. Le présentateur se montre insistant envers Micheline Spoerri pour savoir si les policiers pourront ou non augmenter le niveau de répression des manifestants et notamment s'ils pourront ou non tirer à balles réelles. Lorsqu'il déclare : « Est-ce qu'il y a pas un moment donné où dans des circonstances extrêmes, la réponse doit être plus forte ? », premièrement, il sous-entend que les circonstances sont extrêmes. Deuxièmement, par l'utilisation de l'interrogation négative, il exprime le point de vue que la « réponse doit être plus forte » tout en effaçant sa présence et en se déchargeant de la responsabilité de l'énonciation (Rabatel, 2004). Le lendemain, le présentateur devra revenir sur ses propos⁷² :

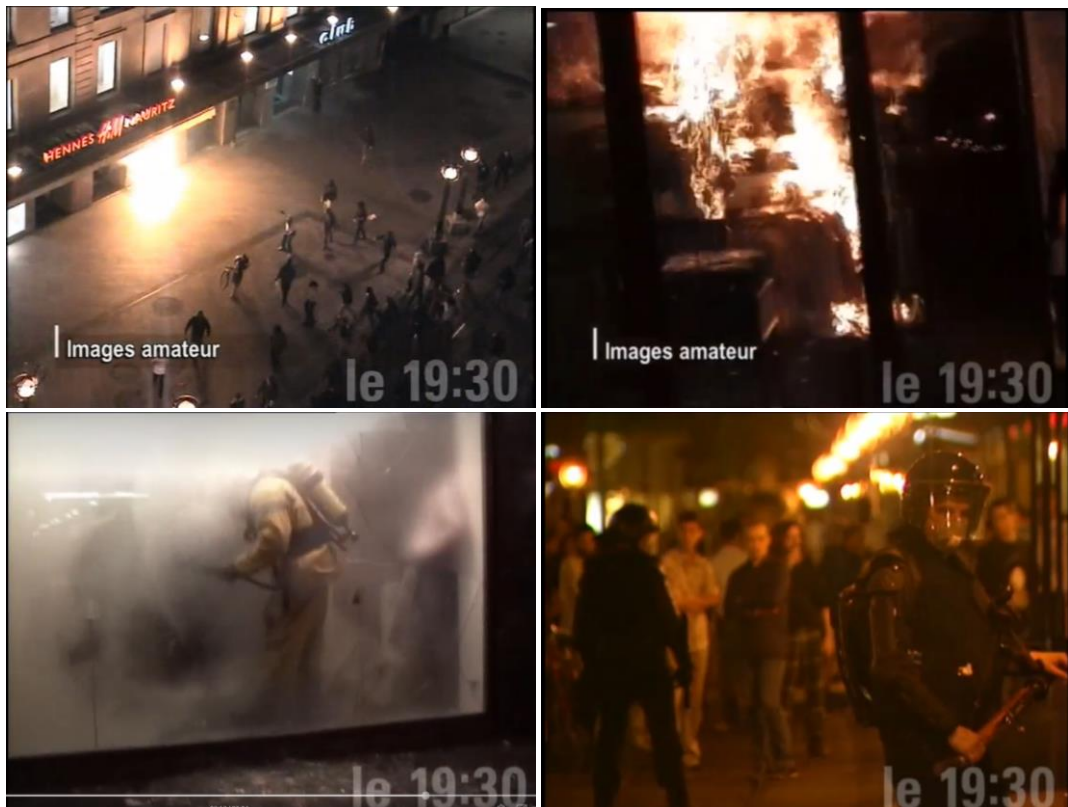
⁷² 30 mai 2003, Interview de Jean-Marc Widmer, Président de l'Union du personnel du corps de police (UPCP), Journal de 19h30 de la TSR.

Présentateur : *Ce qui s'est passé lors du G8 continue de susciter le débat. Hier dans ce journal une formule pouvait prêter à confusion, il faut préciser que le black bloc n'a jamais causé de décès, malgré la violence de ses actions. Mais la brutalité des pillages et de certains affrontements nourrit toujours la polémique.*

Notons également les images diffusées mettant en scène les actions violentes de certains militants, telles celles du 1^{er} juin introduites ainsi par le présentateur⁷³ :

Présentateur : *Voilà donc pour la partie manifestation, et je vous le disais il faut s'intéresser, malheureusement, à l'autre partie du mouvement. En marge donc de la manifestation, des casseurs ont sévi ces dernières 24 heures.*

[...]



Plus tard, dans le même journal, sont montrées des images des manifestants et de la police qui se trouvent à ce moment-là dans les rues de Genève⁷⁴ :

⁷³ 1^{er} juin 2003, Vitrines cassées la nuit de vendredi à samedi à Genève, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].

⁷⁴ 1^{er} juin 2003, Point de situation sur les heurts entre police et manifestants à Genève, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].

Journaliste : Alors je suis dans le quartier de Plainpalais tout près de cette fameuse Usine, et tout le quartier est le théâtre d'affrontements, de face-à-face entre la police et les manifestants. C'est des affrontements assez violents, d'un côté on a des jets de bouteilles et de pierres totalement continus, et de l'autre, les policiers chargent régulièrement, ils avancent, et ils viennent de commencer à faire usage de grenades lacrymogènes. Il y a aussi des grenades caoutchoutées qui sont régulièrement lancées sur les manifestants. La tension est assez importante ce soir dans les rues de Genève.



Les images présentent ainsi ce « face-à-face » que dépeint le journaliste, les images venant soutenir cette description de deux camps qui s'affrontent.

Comme nous l'avons déjà suggéré, les actions spectaculaires reçoivent une attention particulière de la part du journal de la TSR, indiquant que les médias sont « constantly in search of sensational stories and images » (Juris, 2005, p. 416). Cet attrait est aussi visible le 31 mai, lorsque le présentateur déclare : « Voilà donc pour les seules actions spectaculaires du jour entre Genève et Lausanne »⁷⁵. Par cette conclusion le présentateur démontre que seules les « actions spectaculaires » méritent l'attention du dispositif médiatique selon lui.

Les scènes « d'affrontements » spectaculaires sont donc nombreuses, et les militants employant la violence y sont fréquemment réduits, comme on le constate le 2 juin lorsque le journaliste décrit une « étrange nuit d'émeute »⁷⁶ :

⁷⁵ 31 mai 2003, Actions de militants à Lausanne, Journal de 19h30 de la TSR.

⁷⁶ 2 juin 2003, Heurts durant la nuit précédente à Genève, Journal de 19h30 de la TSR.



Journaliste : Les manifestants provoquent, recherchent le contact, aucun slogan politique, rien d'autre que l'affrontement pour l'affrontement.

[...]

Journaliste : Les forces de l'ordre finissent par arriver. Il faudra noyer le centre de Genève dans les gaz lacrymogènes, pour qu'au bout de la nuit, le calme revienne.



Par cette affirmation, le journaliste sous-entend que les slogans politiques sont la seule manière d'exprimer des revendications et dépolitise l'action des manifestants. On a là un jugement de valeur qu'il fonde sur son observation personnelle mais qu'il annonce comme une constatation objective en utilisant le présent de l'indicatif. Les manifestants sont alors dépeints comme « beyond the realm of rationality and politics – as criminals who must be excluded from society through heavy policing » (Opel & Pompper, 2003, p. 135), réifiant l'idée de la nécessité du maintien de l'ordre et de l'autorité à travers le discours et les images.

L'action des manifestants est également dépolitisée par la déclaration du président français Jacques Chirac⁷⁷ :

⁷⁷ 3 juin 2003, Indemnisation de la France pour les dommages en Suisse, Journal de 19h30 de la TSR.

Jacques Chirac, Président République française : J'ai une pensée particulière pour les habitants, pour les Suisses, notamment à Lausanne et à Genève, qui ont été victimes, non pas des altermondialistes naturellement, mais de quelques bandes de voyous casseurs venus ici pas du tout pour s'exprimer sur l'avenir de la mondialisation, mais pour casser et pour piller.

[...]

Jacques Chirac : Je tiens à dire à tous les habitants et les habitantes de Lausanne et de Genève qui ont été victimes des voyous casseurs toutes mes excuses, et j'imagine qu'ils seront naturellement indemnisés.

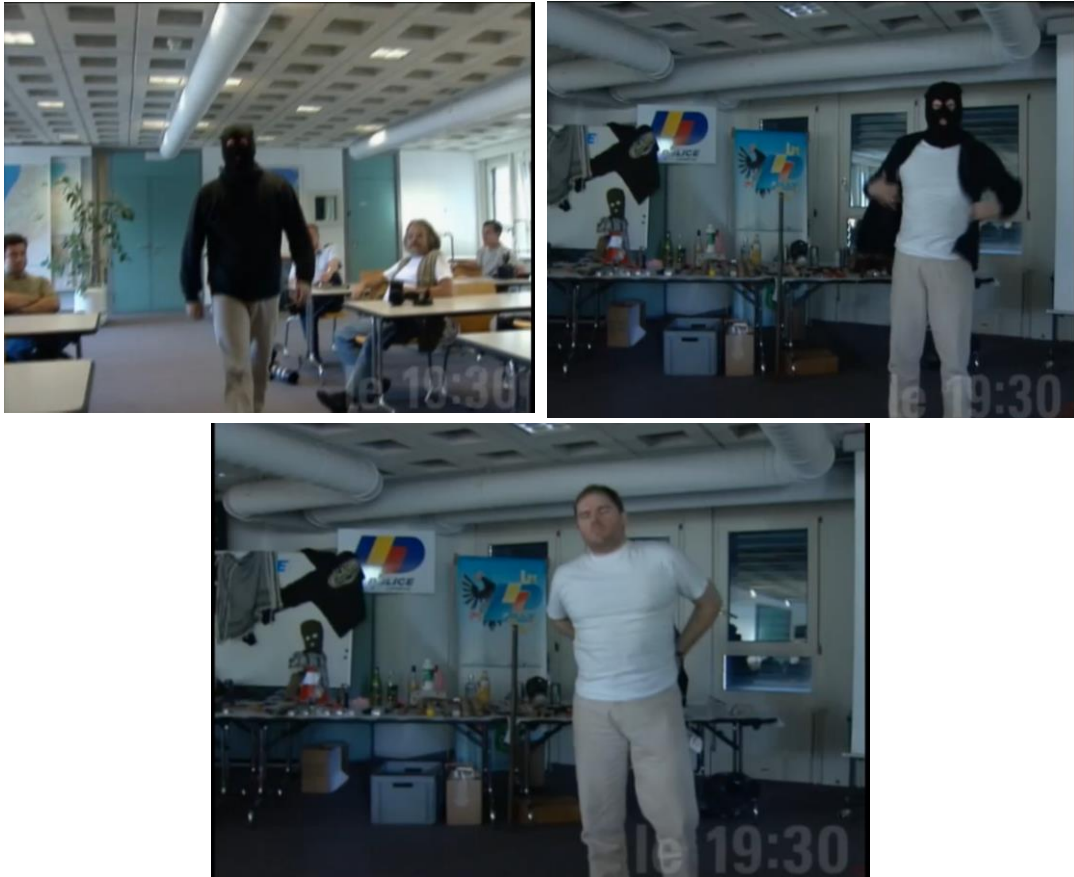
Ainsi, nous avons montré la manière dont les militants usant de la violence sont catégorisés comme « casseurs » à travers la dénomination, le discours et les images. On a donc un stéréotype sous lequel sont regroupés ces militants, une catégorie essentialisante qui définit les militants par l'action de casser et dont les motivations politiques sont totalement évacuées de la discussion. Selon Castells (2010), « les identités définissent le sens, tandis que les rôles organisent les fonctions »⁷⁸ (p. 13). Ici on a un rôle, celui de casser, qui est institué en identité, les « casseurs », et donc le sens de leur action y est réduit et les motivations politiques qui sont contenues dans l'identité de manifestant altermondialiste sont évacuées.

Nous remarquons que le mot « casseur » est utilisé au pluriel 83 fois sur les 89 occurrences totales. Selon Fowler (1991), « constant plurals found in mentions of “groups” efface individuality » (p. 129). Cet effacement de l'individualité participe à la constitution du stéréotype. Celui-ci est d'autant plus renforcé par l'absence totale d'intervention directe des « casseurs ». Ils sont effectivement systématiquement caractérisés par l'extérieur et étant absents du dispositif médiatique, il est possible de projeter sur eux toutes sortes d'épouvantails. Un exemple flagrant de ceci est le reportage qui leur est consacré le 1^{er} juin intitulé « Qui sont ces casseurs ? », dans lequel le journaliste explique notamment : « se glisser dans la manifestation festive et pacifique, voilà la stratégie employée tout à l'heure par les manifestants les plus radicaux déterminés à la violence »⁷⁹. Mais on n'entendra jamais les mots de militants revendiquant l'usage de la violence symbolique, même indirectement, par exemple à travers un discours rapportant des prises de positions disponibles dans les médias alternatifs en ligne.

⁷⁸ Notre traduction.

⁷⁹ 1^{er} juin 2003, Qui sont ces casseurs ?, Journal de 19h30 de la TSR.

Un autre exemple de la manière dont l'éthos des « casseurs » est totalement hétéro-attribué est le reportage relatant le bilan de la police genevoise⁸⁰, dans lequel la police fait une démonstration de ce qu'est « la réalité du bloc noir » :



***Journaliste :** Pour la police, les vêtements portés par certains manifestants ne laissent aucun doute sur leur appartenance au fameux bloc noir. Ils sont apparemment venus avec leur matériel pour commettre des dégâts, ils se sont ensuite fondus dans la foule en changeant rapidement de look. C'est pourquoi la police a demandé une fouille lors du blocage du pont du Mont Blanc.*

***(Policier) :** La réalité du bloc noir, c'est ça.*

On remarque que le journaliste prend d'abord de la distance avec le discours de la police en précisant « apparemment », mais il laisse cette modalisation de côté dans la fin de sa phrase, présentant le point de vue de la police comme des faits objectifs.

Cette absence du point de vue des militants employant la violence du dispositif médiatique contribue au mythe et se traduit ainsi par « la projection sur un groupe d'une image sociale identitaire, artificiellement homogène, fondée sur des aprioris et des stéréotypes, de la part de ceux qui ne lui appartiennent pas » (Giaufret, 2015, p. 4).

⁸⁰ 5 juin 2003, Bilan de la police à Genève, Journal de 19h30 de la TSR.

4.3 « Qu’importe, aujourd’hui c’est la fête »⁸¹ : bienveillance condescendante

Les manifestants qui se mobilisent de manière pacifique sont quant à eux fréquemment catégorisés comme « bons enfants » et leur ethos collectif hétéro-attribué met en avant l’aspect festif et calme de leur mobilisation.

On a une démonstration de cet ethos le 4 mai lorsque des manifestants occupent le village militaire de Bure, dans le canton du Jura, une occupation que la journaliste qualifie de « pique-nique champêtre »⁸². Elle conclura ainsi son reportage : « A Bure, l’ambiance à midi était conviviale, ni la police ni l’armée n’avaient fait le déplacement ».

Le 25 mai, le journaliste désigne les manifestants comme un « étrange cortège »⁸³ :

***Journaliste** : C’est un étrange cortège qui a traversé Lausanne hier après-midi. Des jeunes de la région déterminés à montrer leur hostilité au G8. Mais aussi à tout ce qui dans leur esprit peut être assimilé au capitalisme tout puissant, et les médias en font partie.*



***Journaliste** : Ce matin avec une vue imprenable sur le lac, c’est un campement de fortune qui narguait Evian, mais aussi les autorités vaudoises.*

[...]

***Journaliste** : La marge de manœuvre est très étroite car ces jeunes extrémistes sont déterminés à rester sur ces lieux, mais*

⁸¹ 30 mai 2003, Action en vélo devant le siège de Nestlé à Vevey, Journal de 19h30 de la TSR.

⁸² 4 mai 2003, Manifestation au village militaire de Bure, Journal de 19h30 de la TSR.

⁸³ 25 mai 2003, Campement non-autorisé d’altermondialistes sur le terrain de sport de l’UNIL, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].

aucun d'eux ne veut prendre la parole pour affirmer clairement leurs revendications.

Dans cette séquence, les manifestants altermondialistes sont présentés comme naïfs et quelque peu ridicule, notamment par la mise en scène du déséquilibre entre le « campement de fortune » « narguant » les dirigeants des pays du G8 protégés derrière un dispositif de sécurité massif. On a donc un éthos hétéro-attribué quelque peu clownesque, mais avec en même temps des manifestants qualifiés de « jeunes extrémistes ». On retrouve cela dans l'analyse d'Opel & Pompper (2003), qui relèvent dans les médias l'emploi du discours du spectacle qui est « primarily concerned with having a laugh at the expense of protesters, portraying them – both individually and as a group – as ridiculous, naïve, and dangerous » (p. 139). Les militants sont donc présentés comme simplement amusants et irrationnels et ne méritants pas une attention sérieuse.

Le 30 mai, la présentatrice affirme que « des altermondialistes ont débarqué *en douceur* en Suisse, certains d'entre eux partis de Fribourg ont choisi le vélo »⁸⁴ :

Journaliste : Le conseiller d'Etat vaudois Pierre Schiffel entarté par une manifestante, c'est l'image choque d'une après-midi plutôt pacifique et bon enfant.



[...]

Journaliste : 250 cyclistes, ils sont arrivés de Fribourg pour faire la fête. Dans le calme les altermondialistes ont manifesté contre la globalisation devant le siège de Nestlé.

⁸⁴ 30 mai 2003, Action en vélo devant le siège de Nestlé à Vevey, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].



[...]

Journaliste : Après Pierre Schiffel, les manifestants ont rafraîchi les gendarmes, avant de repartir, direction Lausanne.



[bruits de sonnettes de vélo]

A nouveau, on observe une dépolitisation et une décrédibilisation des manifestants qui seraient venus pour « faire la fête » en douceur, ce que les images transmettent également. Ce faisant, le dispositif médiatique donne l'impression de ne pas prendre les militants au sérieux. De plus, on a encore une fois une mise en scène du déséquilibre du rapport de force avec des militants armés de pistolets à eau.

Le 31 mai, lors d'une intervention du correspondant de la TSR à Annemasse qui se trouve dans un village alternatif, le présentateur lui demande : « vous avez le sentiment vous qu'on est là dans des manifestations à caractère toujours politique ou est-ce qu'on n'est pas dans un prétexte pour vivre aussi un concert et un divertissement ? »⁸⁵.

⁸⁵ 31 mai 2003, Organisation des altermondialistes à Annemasse, Journal de 19h30 de la TSR.



***Journaliste :** Je dirai qu'on est un peu dans un mélange de Woodstock et de mai 68 pour utiliser des vieilles références, qui sûrement ne veulent pas dire grand-chose à la plupart des jeunes qui sont ici.*

On retrouve à nouveau l'utilisation d'une interrogation négative qui permet au présentateur de proposer le point de vue selon lequel les manifestants n'ont pas de réelles motivations politiques, tout en se soustrayant à la responsabilité de ce jugement. Puis le journaliste, par sa déclaration, exprime implicitement que les jeunes altermondialistes ne connaissent pas l'histoire des mouvements sociaux et que leur mobilisation n'est donc pas ancrée historiquement. On observe une séquence similaire un peu plus tard dans le reportage portant sur l'action « Feu au Lac »⁸⁶. Le journaliste demande à un enfant présent à l'action de lui citer les dirigeants membres du G8 :

***(Enfant) :** Ben y a George Bush, y a Jacques Chirac, y a Poutine, y a Toni Blair. Je me rappelle plus.*

***Journaliste :** Un petit trou de mémoire mais qu'importe, aujourd'hui c'est la fête, et même monsieur le commissaire a payé pour mettre le feu.*

On a dans cette interaction avec un enfant de moins de dix ans la projection d'une image d'un mouvement qui ne sait pas vraiment de quoi il parle, mais « qu'importe », la préoccupation principale du mouvement serait de faire la fête et non pas ses revendications. Ainsi, dans l'optique de montrer que les manifestants ne maîtrisent pas entièrement leur sujet et manquent d'ancrage historique, il est demandé à un enfant d'énumérer une liste de dirigeants politiques, ce qu'il ne peut évidemment pas faire, démontrant selon le journaliste que la préoccupation principale est à la fête.

Dans un autre sujet du même journal, le journaliste affirme : « Au centre de la contestation, le mouvement ATTAC en profite aussi pour *faire son petit show* »⁸⁷,

⁸⁶ 31 mai 2003, Action Feu au Lac en Suisse, Journal de 19h30 de la TSR.

⁸⁷ 31 mai 2003, « Sommet Pour un Autre Monde » à Annemasse, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].

présentant à nouveau les altermondialistes comme intéressés principalement par leur autopromotion.

Soulignons une dernière référence à la « fête » dans la présentation des manifestations pacifiques⁸⁸ :

***Journaliste** : On craignait le pire, la situation était très tendue, mais heureusement le service d'ordre interne à la manifestation ont réussi à calmer le jeu, et à ramener la plupart des manifestants totalement pacifistes au bord du lac, à Vidy. Là une grande scène est dressée depuis quelques jours, avec des stands, et l'atmosphère à Vidy est plutôt à la fête. Je ne sais pas ce qui se passe dans les autres quartiers de Lausanne, mais en tout cas du côté de Vidy, où sont rassemblés 1000 manifestants, on est plutôt à la fête.*

Le service d'ordre est mis en avant ici, presque comme le berger du troupeau de manifestants qu'il a réussi à ramener sur le bon chemin, celui de la « fête ». Les militants qui ne font pas de désordre sont ainsi infantilisés et présentés avec une bienveillance teintée de condescendance. Par le terme « heureusement », le journaliste met en avant une certaine manière d'exercer sa citoyenneté, c'est-à-dire de manière tranquille et pacifiste.

On a donc un éthos hétéro-attribué qui présente les manifestants pacifiques comme étant naïfs, peu politisés, et principalement intéressés par faire la fête, piqueniquer et pavoiser.

4.4 « Nous n'avons rien à voir avec les casseurs »⁸⁹ : performativité du clivage

En lien avec le service d'ordre interne de la manifestation, nous voulons revenir sur ce que nous avons mentionné dans le chapitre 3 quant à la responsabilité du maintien de l'ordre qui est attribuée aux manifestants pacifiques par le dispositif médiatique. Le 7 avril, après avoir expliqué qu'une discussion se fera entre autorités et altermondialistes, le journaliste déclare : « Restent alors deux questions en suspens : ces anciennes personnalités sauront-elles s'imprégner des préoccupations des altermondialistes ? Et les altermondialistes, de leur côté, sauront-ils faire de l'ordre dans leurs propres rangs ? »⁹⁰. On voit donc qu'il est attendu des altermondialistes qu'ils fassent respecter la pratique de la citoyenneté que les autorités considèrent être la seule légitime, c'est-à-dire de manifester dans le calme et l'ordre.

⁸⁸ 1^{er} juin 2003, Point de situation à Lausanne, Journal de 19h30 de la TSR.

⁸⁹ 5 juin 2003, Interview d'Eric Decarro sur l'action de la police, Journal de 19h30 de la TSR.

⁹⁰ 7 avril 2003, Annonce des mesures de sécurité en Suisse, Journal de 19h30 de la TSR.

Le 15 avril, la présentatrice interviewe Pierre Vanek au sujet de la manifestation qui aurait lieu à l'aéroport de Genève en cas de rencontre entre George Bush et Pascal Couchepin. Elle lui demande⁹¹ :

***Présentatrice :** Vous êtes un élu du peuple, est-ce que vous n'êtes pas finalement en train de souffler sur les braises ? On sait que les Suisses romands craignent des débordements durant ce sommet, en maintenant cette manifestation, en annonçant cette manifestation, est-ce que vous ne portez pas la responsabilité d'éventuels futurs débordements ?*

Le 7 mai, le journaliste déclare⁹² :

***Journaliste :** Pour que la manifestation reste bon enfant, tous s'accordent à dire qu'il est important qu'un service d'ordre interne soit mis en place par les organisateurs, mais rien ne semble encore vraiment tenir la route dans le canton.*

On voit ici un exemple de plus de mobilisation de l'opinion publique pour légitimer l'affirmation selon laquelle un service d'ordre interne doit être mis en place. En outre, on remarque que le point de vue selon lequel la manifestation doit rester « bon enfant » est présenté comme un fait établi relevant du « bon sens ». En effet, la structure de la phrase transmet que ce qui est ouvert à la discussion est uniquement la manière dont la manifestation peut rester « bon enfant », rendant implicite qu'elle doit le rester. Le journaliste conclut ensuite son reportage : « La résistance civile non-violente des Verts saura-t-elle faire face aux casseurs ? Genève le saura au soir du 1^{er} juin ».

Le maintien de l'ordre est à nouveau attribué aux militants altermondialistes le 12 mai au cours de l'interview de deux membres investis dans la gestion d'un village alternatif de Lausanne⁹³ :

***Présentatrice :** Si vous avez affaire à des casseurs, si vous avez affaire à des représentants par exemple du black bloc, qui disent ouvertement qu'ils vont venir pour casser, qu'allez-vous faire ? Est-ce que vous êtes finalement armés, est-ce que vous êtes organisés en suffisance pour assurer un tel hébergement ?*

⁹¹ 15 avril 2003, Interview de P.Vanek au sujet d'une manifestation en cas de rencontre entre P.Couchepin et G.Bush, Journal de 19h30 de la TSR.

⁹² 7 mai 2003, Les Verts genevois demandent aux manifestants d'éviter toute violence, Journal de 19h30 de la TSR.

⁹³ 12 mai 2003, Organisation des villages alternatifs, Journal de 19h30 de la TSR.

Fabian : [explique l'existence du groupe Berta, une structure interne de protection] *qui est là non pas pour être des gros bras, mais des médiateurs, prêts au dialogue.*

Présentatrice : *Donc vous comptez beaucoup sur le dialogue, sur l'autogestion, vous m'avez dit au téléphone tout à l'heure la musique hein, qui va adoucir les mœurs, est-ce que ce n'est pas un peu angélique, un peu utopique ?*

Les militants sont à nouveau présentés de manière naïve et comme portant la responsabilité d'empêcher l'action violente de certains manifestants. On observe ensuite dans la fin de cette interview que la division entre les manifestants constamment réitérée et la responsabilité du maintien de l'ordre qui est imputée aux manifestants pacifiques génèrent un effet performatif sur l'ethos auto-attribué des militants :

Jérôme : *Par rapport à la casse j'aimerais encore rajouter une chose. La casse est nuisible à notre démarche, par conséquent, nous on en veut pas dans le village, là où on a une zone d'influence, et pour l'extérieur du village, le comité anti-G8 a prévu une structure d'autoprotection avec laquelle on est coordonnés, et puis la police s'est donné les moyens pour s'en occuper aussi.*

A plusieurs reprises des manifestants se positionnent quant au clivage entre pacifisme et violence, comme cette « sympathisante anti-G8 » : « Je trouve toujours dommage dans toutes ces manifestations qu'il y ait des gens qui font de la casse, ça c'est lamentable. Mais je pense qu'il faut laisser aux gens la possibilité de s'exprimer »⁹⁴. Dans le même reportage une « membre de la jeunesse socialiste progressiste » déclare pour sa part : « Euh ben c'est clair, il y a souvent des gens qui viennent là que pour casser, et puis c'est ces gens-là qu'il faut essayer de freiner, mais je pense pas que c'est en annulant une manifestation qu'on va réussir à faire ça ». Le reportage ne diffuse pas les questions du journaliste qui ont provoqué ces deux interventions. Or il est évident, spécialement dans le cas de la militante socialiste, que le journaliste les a invitées à se positionner sur l'action des manifestants utilisant la violence. Mais en effaçant les questions, l'impression est donnée que ces prises de parole représentent de manière spontanée les préoccupations des manifestantes interviewées, et que la question de la violence est centrale pour elles. Dans ces nombreuses prises de position, les intervenants sont poussés par le dispositif médiatique à condamner l'action des « casseurs », mais les questions sont effacées du discours présenté au public. Cela produit l'impression que le thème des « casseurs » et

⁹⁴ 4 mai 2003, Manifestation au village militaire de Bure, Journal de 19h30 de la TSR.

la division entre eux et le reste des manifestants est naturellement au centre de toutes les discussions touchant aux protestations contre le G8.

Ainsi, s'ils ne condamnent pas les actions violentes, les intervenants pacifiques encourent le risque d'être discrédités, puisque, comme nous l'avons montré, les militants faisant usage de violence ne sont pas considérés des « vrais manifestants ». La violence étant considérée illégitime par le dispositif médiatique, ces militants pacifiques sont encouragés à adopter un ethos auto-attribué *pacifiste*, c'est-à-dire à se présenter comme étant activement opposés à la confrontation et partisans de la non-violence. Leur mode d'action est alors rendu partie intégrante de leur identité par la manière dont ils sont présentés par les reportages.

L'effet performatif de cette division des manifestants autour de leur mode d'action qui est favorisée par le dispositif médiatique va jusqu'à atteindre les panneaux des manifestants, sans cesse ramenés à l'injonction de se différencier⁹⁵ :



On voit cet effet performatif également le 5 juin lorsqu'Eric Decarro affirme sur le plateau du journal de la TSR : « Vous le savez fort bien, nous n'avons rien à voir avec les casseurs que la police a décrit tout à l'heure. Effectivement nous tenons à nous distancer donc de ces actions »⁹⁶. Les altermondialistes sont donc poussés à « afficher leur pacifisme », comme le dit la présentatrice le 2 mai⁹⁷. Ainsi, de la même manière que l'affirme Dupuis-Déri (2003), « pour préserver leur respectabilité aux yeux de l'État, les porte-parole réformistes savent qu'ils doivent se distancer publiquement des black blocs et de leurs alliés » (p. 80).

La manière dont le dispositif médiatique catégorise les militants a donc un effet performatif qui réussit, au sens de Judith Butler. Cela signifie que le langage constitue « des sujets, des identités et des catégories sociales », et celles-ci sont reprises par les manifestants eux-mêmes, confirmant le « caractère apparemment “évident” et naturel » de la catégorie des « casseurs » (Licoppe, 2010, p. 137).

⁹⁵ 1^{er} juin 2003, Qui sont ces casseurs ?, Journal de 19h30 de la TSR.

⁹⁶ 5 juin 2003, Interview d'Eric Decarro sur l'action de la police, Journal de 19h30 de la TSR.

⁹⁷ 2 mai 2003, Manifestation du 1er mai à Lausanne, Journal de 19h30 de la TSR.

Ce faisant, on assiste à un déplacement du « nous » et du « eux » dans le discours des militants. Castells (2010) analyse le discours des mouvements sociaux comme s'articulant en trois parties : l'identité restreinte, le « nous », l'adversaire, le « eux », ainsi que l'objectif de changement social, ou le sens qu'a l'action collective pour les militants. Selon lui, l'adversaire est l'axe principal autour duquel se dressent une identité spécifique culturelle et un objectif d'ordre social que le mouvement aimerait atteindre. D'après Castells (2010), l'adversaire du mouvement altermondialiste est le « corporate capitalism, and the undemocratic institutions of global governance that support the interests of the corporations » (p. 161). Cependant on remarque à plusieurs reprises dans le discours des manifestants que l'emploi du « nous » sert à définir les manifestants pacifiques, et le « eux », l'autre, désigne les manifestants usant de la violence.

En effet, lorsque le Forum Social Lémanique organise une conférence de presse visant à condamner les violences de certains manifestants, Eric Decarro déclare : « Nous considérons que cette action est une provocation *contre nous*. Elle porte atteinte au sens de *notre protestation* contre le G8 et vise à discréditer *notre action* »⁹⁸. Plus tard dans le même journal, Eric Decarro est invité sur le plateau⁹⁹ :

Présentateur : Eric Decarro, vous êtes représentant du Forum Social Lémanique, donc organisateur des manifestations. On le rappelle, distinction très importante entre les manifestations qui se sont bien déroulées aujourd'hui, et ces casseurs, cette frange marginale dont on parle maintenant. D'abord votre réaction sur l'attitude de la police dans ce cas-là ?

Eric Decarro, Forum Social Lémanique : Alors nous, j'aimerais le rappeler, nous avons condamné d'emblée ces actes, qui sont inadmissibles, qui s'en prennent à des biens, qui mettent en danger aussi la sécurité des personnes, notamment dans le cas de l'incendie. Donc nous avons condamné ceci de la manière la plus catégorique dans une conférence de presse de cette nuit. [...] lorsqu'on est face à des événements semblables, il est clair que ce n'est pas au moment du rendez-vous qui est fixé, que des petits groupes comme ceux-ci agissent dans des conditions politiques inacceptables pour nous. Mais c'est évidemment dans d'autres moments, et il est clair que la police devait prendre les mesures pour faire face à ceci.

⁹⁸ 1^{er} juin 2003, Vitaines cassées la nuit de vendredi à samedi à Genève, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].

⁹⁹ 1^{er} juin 2003, Interview d'Eric Decarro sur les heurts de la nuit passée, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].

Ainsi on retrouve dans le discours des altermondialistes la division des manifestants en deux camps qui auraient des intérêts incompatibles et contradictoires. Les manifestants usant de la violence sont décrits comme agissant « contre » les intérêts des manifestants pacifiques. Le « nous, altermondialistes », se mobilisant contre le néolibéralisme, est ainsi parfois effacé du discours des manifestants puisque le dispositif médiatique place au centre le clivage créé autour du mode d'action, et il devient « nous, altermondialistes pacifistes ». La question du mode d'action éclipse alors presque totalement les revendications des altermondialistes dans le débat proposé par le journal télévisé.

Conclusion

Le dispositif propose ainsi trois catégories stéréotypées – trois manières d'être citoyens – dont les intérêts seraient homogènes mais pas alignés : les « voisins et commerçants », les manifestants « bon enfant » et les « casseurs ». Ces catégories et les relations qu'elles définissent « are not there “naturally”, but represent the interests, values and behaviours of human communities » (Fowler, 1991, p. 3). Nous identifions deux types de relations d'opposition exprimées par cette catégorisation des citoyens.

Selon Fowler (1991), les médias articulent une idéologie du consensus qui rassemble des collectifs tels « la nation » autour de valeurs considérées positives, mais le font principalement à travers l'exposition des valeurs antagonistes, donc des actions des « déviants », car celles-ci sont plus spectaculaires (p. 53). Notre analyse nous a permis de déterminer quelles valeurs sont mises en avant comme faisant partie d'un consensus collectif par le journal du 19h30 à travers la catégorisation des citoyens et leur mise en opposition. De cette manière, ces valeurs sont implicitement mises en avant, puisqu'elles sont considérées des « évidences » en raison de leur caractère idéologique. En effet, selon Louis Althusser (1970), « l'idéologie impose des évidences, qu'on ne peut pas ne pas reconnaître comme telles, tout en masquant l'aspect idéologique derrière » (p. 47).

La première opposition est celle entre les manifestants, que ce soient les « bons enfants » ou les « casseurs », et les « voisins et commerçants ». On voit l'opposition dans les nombreuses formules du type « les Suisses romands craignent des débordements durant ce sommet »¹⁰⁰ ou « l'assemblée houleuse des altermondialistes qui s'est tenue hier a spécialement inquiété les Lausannois »¹⁰¹, qui excluent de facto les manifestants de la population. Ces formules, ajoutées aux témoignages de voisins et commerçants impactés négativement par les manifestations, créent l'idée que l'action des manifestants va à l'encontre des intérêts des premiers.

¹⁰⁰ 15 avril 2003, Interview de P.Vanek au sujet d'une manifestation en cas de rencontre entre P.Couchepin et G.Bush, Journal de 19h30 de la TSR [nous soulignons].

¹⁰¹ 6 mai 2003, Désengagement de J.Zysiadis et des socialistes pour la manifestation et craintes des commerçants, Journal de 19h30 de la TSR.

Nous considérons qu'il y a derrière cette mise en opposition une traduction du consensus établi par l'idéologie néolibérale quant au sens que prend la notion de liberté. Selon Dupuis-Déri (2016), la liberté des anciens signifiait le partage du pouvoir social et « la possibilité de prendre part directement au processus de prise de décision collectif » (p. 23), tandis que la liberté des modernes serait dans la « sécurité dans les jouissances privées » (p. 142). Elle serait ainsi le loisir de l'individu de se livrer à ses entreprises privées sans devoir se soucier de la vie politique. L'auteur explique cette évolution comme un effet du capitalisme, du développement de l'individualisme économique et de la privatisation du commun par l'Etat et la bourgeoisie (p. 146). C'est ce que le traitement médiatique axé sur les intérêts privés traduit selon nous : il montre la manière dont les manifestations entravent l'autonomie et les intérêts individuels et privés. Ainsi, le journal du 19h30 met en avant une liberté individualiste qui consiste à pouvoir consommer et vendre sans entraves des biens et services.

La deuxième opposition est celle entre les manifestants « bon enfant » et les « casseurs ». La catégorie des manifestants pacifiques permet de mettre en avant quelle manière d'exprimer sa citoyenneté est considérée comme légitime. Le journal de 19h30 exprime l'idée qu'il y a un consensus quant au fait que l'utilisation de la violence n'en est pas une. Ceux qui sont hors de ce consensus, les « casseurs », sont marginalisés et définis comme minoritaires et extrêmes, car ils représentent une menace pour le consensus en question. En effet, par leurs actions, ils remettent en question le monopole de la violence de l'Etat.

Ces manifestants s'opposent à d'autres valeurs considérées comme faisant consensus par l'idéologie néolibérale. Par la casse et le vol, ils remettent en question la propriété privée, et par l'organisation de leur action, ils remettent en question la légitimité du système démocratique représentatif.

Dupuis-Déri (2016) explique qu'étymologiquement le terme démocratie signifie « le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple » (p. 20), mais qu'il est aujourd'hui largement compris comme désignant un régime électoral qu'il considère comme une « monarchie élective régnant à l'aide d'une aristocratie élue » (p. 187). D'après l'auteur, le point de vue agoraphobe selon lequel le peuple n'est pas apte à se gouverner lui-même prime en Occident, avec l'idée que « la puissance politique du peuple ne peut s'exprimer que si elle est médiatisée par les institutions dites représentatives, soit le parlement, les partis, les syndicats » (p. 15). Les militants radicaux vont à l'encontre de ce consensus et cherchent à expérimenter la démocratie directe (Dupuis-Déri, 2016, p. 15).

Les manifestants pacifiques, de par leurs pratiques, ne contestent pas le monopole de la violence de l'Etat ni le fonctionnement représentatif de la démocratie. Ainsi, « ils gardent les institutions en vue et ne s'attaquent qu'à des problèmes qui ne défient pas une définition officielle de la citoyenneté » (Eliasoph, 2003, p. 253), et leur action est considérée comme légitime par le journal de la TSR.

La catégorisation des manifestants et leur opposition favorisée par le dispositif médiatique permet alors de « distinguish peaceful majorities from violent minority fringes in order to politically divide social movements and reinforce their least confrontational elements » (Juris, 2005, p. 423).

Ainsi, cet écart à la bonne manière d'exprimer sa citoyenneté que représentent les manifestants usant de la violence peut être mobilisé par le dispositif médiatique comme contraste renforçant le consensus sur ce que sont les bonnes valeurs et croyances. Cette catégorisation « oppose la majorité "normale", parce que "moyenne", "ordinaire", de "bon sens" à la minorité de ceux qui introduiraient des éléments de critique, de rupture, de conflit, de transgression » (Macé, 2000, p. 258). Elle exprime ainsi « the values and relationships that underpin this particular [media]'s theory of the way the world is organized and of the way it should be » (Fowler, 1991, p. 93).

Ces deux oppositions ont donc pour fondement la valorisation de croyances et valeurs faisant partie du consensus de l'idéologie néolibérale : l'individualisme, le monopole de la violence de l'Etat et la démocratie représentative.

Le maintien du consensus relatif à ces croyances est nécessaire à la légitimation de l'organisation du pouvoir en place et à la conservation de ce pouvoir par les dirigeants. Selon Thierry Guilbert (2011), le discours néolibéral effectue une double dissimulation, celle du sacré constitutif du pouvoir et celle du sacré montré du pouvoir.

Le sacré constitutif consiste en « la recherche du pouvoir et/ou la conservation du pouvoir » (Guilbert, 2011, p. 37). Ces motivations sont taboues et doivent être dissimulées par le discours, en présentant « un *autre* sacré en lieu et place du sacré constitutif et de s'en réclamer » (Guilbert, 2011, p. 38) : le sacré montré, qui servira alors de motif justifiant les actions et décisions du pouvoir. Il s'agit de la première dissimulation ; la substitution du « motif de la recherche du pouvoir [par] une valeur mobilisatrice, partagée et évidente (que chacun s'accorde à penser comme essentielle), c'est-à-dire incontestable » (Guilbert, 2011, p. 39). La deuxième dissimulation masque la première, la rend moins évidente. Elle consiste à donner « une apparence de neutralité rationnelle » au discours, afin que celui-ci se présente comme bon sens (Guilbert, 2011, p. 40).

Ainsi, la deuxième dissimulation est opérée à travers la manière dont la catégorie des « casseurs » est présentée comme naturelle, et la nécessité de les réprimer comme évidence, puisqu'ils constituent une menace pour le collectif. Sous cette dissimulation se trouvent les croyances et valeurs mentionnées plus haut, qui sont le sacré montré dissimulant le sacré constitutif, c'est-à-dire la conservation du pouvoir.

Par la catégorisation et la mise en opposition, le dispositif médiatique participe donc à protéger le pouvoir, puisqu'il « breeds divisive and alienating attitudes, a dichotomous vision of "us" and "them" » (Fowler, 1991, p. 16) et limite ainsi l'ampleur et la portée de la contestation.

Conclusion

Dans ce travail, nous avons cherché à établir la manière dont le traitement médiatique des manifestations altermondialistes anti-G8 d'Evian en 2003 par le journal télévisé de 19h30 de la TSR traduit l'idéologie néolibérale.

Pour ce faire, nous avons procédé à une analyse des cadres sous lesquels le dispositif médiatique présente les événements. Le cadre sécuritaire, présent dans 94 des 151 reportages, est celui qui domine. Il participe à présenter les manifestations altermondialistes comme une menace pour la sécurité, et par là même, à justifier l'important dispositif sécuritaire mis en place par l'Etat et la répression des manifestants. Cela est fait à travers la mobilisation de la mémoire discursive, notamment celle faisant appel aux souvenirs des manifestations anti-G8 ayant eu lieu en 2001 à Gênes. La figure de l'opinion publique est également mobilisée dans l'élaboration du cadrage sécuritaire. Associée à des émotions négatives du registre de la peur, la figure de l'opinion publique permet de donner une apparence de naturel à la mise en avant de la question sécuritaire dans la présentation des événements que fait le 19h30. Finalement, l'impression que le traitement médiatique est transparent et neutre est renforcé par la démonstration de la manière dont il équilibrerait les points de vue.

Nous avons aussi analysé le cadre des intérêts privés, que l'on retrouve dans 45 reportages. Par ce cadrage, les manifestations sont considérées sous l'angle de l'impact qu'elles ont sur le quotidien des citoyens et le commerce, participant ainsi à présenter les citoyens comme dépolitisés. Le dispositif médiatique invite de nombreux voisins et commerçants à prendre la parole, mais uniquement dans le cadre limité de leur propre expérience. La majorité de ces personnes interviennent en tant qu'anonymes, on comprend alors qu'elles ont la parole en tant que représentantes de la figure de « l'habitant de quartier ». Nous avons également relevé la personnalisation effectuée à travers la présentation d'un « cas particulier ». Ce « drame humain » permet au dispositif médiatique de faire appel aux émotions et de justifier également la répression des manifestants usant de la violence.

Ces deux cadres contribuent à évacuer du débat la question des revendications des manifestants, qui n'est présente que dans 19 reportages. Nous avons remarqué que les enjeux de fonds sont majoritairement discutés avec des personnes bénéficiant d'une certaine légitimité préétablie. De plus, les manifestants sont fréquemment recadrés par les journalistes lorsqu'ils évoquent leurs revendications, exprimant l'implicite selon lequel le discours n'est pas destiné à débattre du bien commun.

Nous avons ensuite analysé la manière dont les manifestants sont mis en opposition autour de leur mode d'action par le dispositif médiatique. Le journal télévisé présente deux catégories : les « casseurs » et les manifestants « bon enfant ». L'ethos hétéro attribué des « casseurs » est construit notamment par le lexique. Le terme « casseur » étant répété et repris, il institue la catégorie qu'il désigne en

évidence. Les manifestants usant de la violence sont alors réduits à leur mode d'action et sont présentés comme n'ayant aucune motivation politique. Nous remarquons que malgré l'omniprésence de la catégorie, aucun de ses représentants n'intervient directement dans le 19h30, ce qui participe à renforcer le stéréotype menaçant mis en avant. Pour ce qui est des manifestants pacifiques, ils sont présentés comme naïfs et manquant de connaissances. Leur ethos hétéro-attribué met en avant leur aspect festif et calme de manière à les dépolitiser.

Nous avons alors présenté la manière dont cette division faite par le 19h30 entre les manifestants est performative et se retrouve dans leur ethos auto-attribué. Les militants sont constamment incités par le dispositif médiatique à se distancier et à condamner les militants utilisant la violence. Ils encourent en effet le risque de ne pas être considérés comme des « vrais manifestants » s'ils ne le font pas. Ils doivent alors « montrer patte blanche » et se présenter comme pacifistes. Cette mise en opposition est au centre de la manière dont sont médiatisés les militants, ce qui concourt à éclipser leurs revendications du débat.

Finalement, nous avons établi que la mise en opposition des citoyens en trois figures stéréotypées, les « voisins et commerçants », les manifestants « bon enfant » et les « casseurs », était l'expression de valeurs et croyances ancrées dans l'idéologie dominante. L'opposition entre les manifestants et les « voisins et commerçants » exprime une valorisation de la liberté entendue comme individuelle, comme étant celle de pouvoir se livrer à ses entreprises privées sans devoir se soucier de la vie politique. L'opposition entre les manifestants pacifiques et ceux usant de la violence exprime quant à elle la croyance selon laquelle l'Etat a le monopole de la violence, la valorisation de la propriété privée et la conception de la démocratie comme devant être représentative. En présentant ces différentes catégories comme ayant des intérêts incompatibles et en en favorisant certaines, le dispositif médiatique favorise la division parmi les citoyens et ainsi la reproduction des rapports sociaux actuels, qui permettent aux élites dirigeantes de conserver leur pouvoir. Selon les mots d'Alain Bihr (2011) :

Le néolibéralisme tente aujourd'hui de faire naître littéralement une nouvelle figure anthropologique. Et cet "homme nouveau" n'est autre que celui qui se conformerait en tout point au modèle de l'individu privé dont nous avons vu qu'il constitue la pierre angulaire de la conception néolibérale du monde social. De cet individu persuadé, selon le mot fameux de Margaret Thatcher, que "la société n'existe pas", que n'existent que des individus mus chacun par leur intérêt égoïste, ne se liant contractuellement les uns aux autres qu'aux seules fins de préserver leur personne et de faire prospérer leur propriété privée, sur la base de la pleine liberté de leur jugement et de leur volonté et à parfaite égalité de droit entre eux (p. 8).

Ce travail s'est intéressé à la manière dont est véhiculée l'idéologie par le dispositif médiatique, mais ce n'est là qu'une moitié de la manière dont s'actualisent les rapports sociaux. Il serait intéressant, mais pratiquement complexe, de considérer la réception par l'audience des reportages du 19h30. En effet, les téléspectateurs bénéficient d'une certaine possibilité de questionnement critique face aux cadrages et catégories mises en avant par le dispositif médiatique. Une autre manière d'approfondir le sujet serait d'analyser le traitement médiatique fait par la presse écrite dans le but d'étudier si des différences systématiques ressortent entre les différents types de médias et quelles sont les interactions potentielles entre ceux-ci.

Bibliographie

- Agrikoliansky, E., Fillieule, O., & Mayer, N. (2005). *L'altermondialisme en France : La longue histoire d'une nouvelle cause*. Paris: Flammarion.
- Althusser, L. (1970). Idéologie et appareils idéologiques d'État. Récupéré sur http://classiques.uqac.ca/contemporains/althusser_louis/ideologie_et_AIE
- Amossy, R. (1999). L'ethos au carrefour des disciplines : rhétorique, pragmatique, sociologie des champs. Dans R. Amossy, & J.-M. Adam, *Images de Soi dans le Discours : la Construction de l'Ethos* (pp. 127-154). Lausanne: Delachaux et Niestlé.
- Benjamin, W. (2019). *Pour une critique de la violence*. (A. Wisser, Trad.) Paris: Editions Allia.
- Bihl, A. (2011). L'idéologie néolibérale. *Semen*(30), 43-56.
- Blok, A. (2000). The Enigma of Senseless Violence. Dans G. Aijmer, & J. Abbink (Éds.), *Meanings of Violence* (pp. 23–38). Oxford: Berg.
- Bourdieu, P., & Thompson, J. (2001). *Langage et pouvoir symbolique*. Paris: Ed. du Seuil.
- Castells, M. (2010). *The Power of Identity* (éd. 2e, Vol. II). Hoboken: Blackwell.
- Charaudeau, P. (1992). *Grammaire du sens et de l'expression*. Paris: Hachette.
- Charaudeau, P. (2005). *Le discours politique. Les masques du pouvoir*. Paris: Vuibert.
- Charaudeau, P. (2006). Discours journalistique et positionnements énonciatifs. *Frontières et dérives. Semen*(22), 1-13. Récupéré sur <http://journals.openedition.org/semen/2793>
- Charaudeau, P. (2009). Dis-moi quel est ton corpus, je te dirai quelle est ta problématique. *Corpus*(8), 37-66. Récupéré sur <http://journals.openedition.org/corpus/1674>
- Charaudeau, P. (2017). *Le débat public, entre controverse et polémique : Enjeu de vérité, enjeu de pouvoir*. Limoges: Lambert-Lucas.
- Chauveau, A. (2001). Le voile, le miroir et l'aiguillon. La télévision et les mouvements de société jusque dans les années 1970. *Vingtième Siècle (Paris. 1984)*, 4(72), 97-108. Récupéré sur <https://doi.org/10.3917/ving.072.0097>
- Collovald, A. (2002). L'humanitaire expert : le désencastrement d'une cause politique. Dans A. Collovald (Éd.), *L'humanitaire ou le management des dévouements* (pp. 19-47). Rennes: Presses Universitaires.
- Cottle, S. (2008). Reporting demonstrations: The changing media politics of dissent. *Media, Culture & Society*, 30(6), 853–872. Récupéré sur <https://doi.org/10.1177/0163443708096097>
- DeLuca, K. M., & Peeples, J. (2002). From public sphere to public screen: democracy, activism, and the "violence" of Seattle. *Critical Studies in Media Communication*, 19(2), 125–151. Récupéré sur <https://doi.org/10.1080/07393180216559>
- Dupuis-Déri, F. (2003). Black Blocs : bas les masques. *Mouvements*, 1(25), 74-80. doi:10.3917/mouv.025.0074
- Dupuis-Déri, F. (2010). The Black Blocs Ten Years after Seattle: Anarchism, Direct Action, and Deliberative Practices. *Journal for the Study of Radicalism*, 4(2), 45-82. doi:10.1353/jsr.2010.0005

- Dupuis-Déri, F. (2016). *La peur du peuple : agoraphobie et agoraphilie politiques*. Montréal: Lux éditeur.
- Dupuis-Déri, F. (2019). *Les Black Blocs : la liberté et l'égalité se manifestent* (éd. Nouvelle édition réactualisée). Montréal: Lux Editeur.
- Eliasoph, N. (2003). Publics fragiles. Une ethnographie de la citoyenneté dans la vie associative. Dans D. Cefaï, & D. Pasquier, *Les sens du public. Publics politiques, publics médiatiques* (pp. 25-268). Paris: PUF.
- Entman, R. (1993). Framing: Toward Clarification of a Fractured Paradigm. *Journal of Communication*, 43(4), 51-58. Récupéré sur <https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.1993.tb01304.x>
- Fowler, R. (1991). *Language in the News: Discourse and Ideology in the Press*. London & New York: Routledge.
- Fraser, N. (1990). Rethinking the Public Sphere: A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy. *Social Text*(25/26), 56–80. Récupéré sur <https://doi.org/10.2307/466240>
- Giaufret, A. (2015). L'ethos collectif des guerrilla gardeners à Montréal : entre conflictualité et inclusion. *Argumentation et Analyse du Discours*(14). doi:10.4000/aad.1978
- Gitlin, T. (1980). *The Whole World Is Watching : Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*. Berkeley: University of California Press.
- Goffman, E. (1974). *Frame Analysis : An Essay on the Organization of Experience*. New York ; Evanston: Harper and Row.
- Gravitz, M. (1990). *Méthodes des sciences sociales*. Paris: Dunod.
- Guilbert, T. (2011). *L'"évidence" du discours néolibéral : Analyse dans la presse écrite*. Bellecombe-en-Bauges: Editions du Croquant.
- Habermas, J., Lennox, S., & Lennox, F. (1974). The Public Sphere: An Encyclopedia Article. *New German Critique*(3), 49–55. Récupéré sur <https://www.jstor.org/stable/487737>
- Herman, E. S., & Chomsky, N. (2002). *Manufacturing Consent : The Political Economy of the Mass Media* (éd. 2e). New York: Pantheon Books.
- Johnson, J. H. (2001). Versailles, Meet Les Halles: Masks, Carnival, and the French Revolution. *Representations*, 73(1), 89–116. Récupéré sur <https://doi.org/10.1525/rep.2001.73.1.89>
- Juris, J. S. (2005). Violence Performed and Imagined. *Critique of Anthropology*, 25(4), 413–432. Récupéré sur <https://doi.org/10.1177/0308275X05058657>
- Lecomte, P. (1993). *Communication, Télévision Et Démocratie*. Lyon: Presses Universitaires de Lyon.
- Licoppe, C. (2010). Les apparitions médiatisées et leurs effets performatifs. Le cas des sonneries téléphoniques et la « crise de la sommation ». *Réseaux*, 163(5), 131-162. Récupéré sur <https://doi.org/10.3917/res.163.0131>
- Lochard, Y., & Simonet, M. (2010). Les experts associatifs, entre savoirs profanes, militants et professionnels. Dans D. Demazière, & C. Gadea, *Sociologie des groupes professionnels* (pp. 274-284). Paris: La Découverte.

- Macé, É. (2000). Qu'est-ce qu'une sociologie de la télévision ? Esquisse d'une théorie des rapports sociaux médiatisés (1). La configuration médiatique de la réalité. *Réseaux*, 18(104), 245-288. Récupéré sur <https://doi.org/10.3406/reso.2000.2295>
- Macé, É. (2001). Qu'est-ce qu'une sociologie de la télévision ? Esquisse d'une théorie des rapports sociaux médiatisés (2). Les trois moments de la configuration médiatique de la réalité : production, usages, représentations. *Réseaux*, 1(105), 199-242. Récupéré sur <https://www.cairn.info/revue-reseaux1-2001-1-page-199.htm>
- Melucci, A. (1989). *Nomads of the Present. Social Movements and Individual Needs in Contemporary Society*. Philadelphie: Temple University Press.
- Melucci, A. (1993). Vie quotidienne, besoins individuels et action volontaire. *Sociologie et sociétés*, 25(1), 189-197.
- Moirand, S. (2004). De la nomination au dialogisme : quelques questionnements autour de l'objet de discours et de la mémoire des mots. Dans A. Cassanas, A. Demange, B. Laurent, & A. Lecler, *Dialogisme et nomination : Actes du IIIe colloque jeunes chercheurs*. Montpellier III: Praxiling.
- Neveu, É. (2010). 12. Médias et protestation collective. Dans É. Agrikoliansky, *Penser les mouvements sociaux: Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines* (pp. 245-264). Paris: La Découverte.
- Opel, A., & Pompper, D. (Éds.). (2003). *Representing resistance: media, civil disobedience, and the Global Justice Movement*. Westport: Praeger.
- Orkibi, E. (2008). Ethos collectif et Rhétorique de polarisation : le discours des étudiants en France pendant la guerre d'Algérie. *Argumentation et Analyse du Discours*(1), 1-16. Récupéré sur <http://aad.revues.org/438>
- Pan, Z., & Kosicki, G. (1993). Framing Analysis: An Approach to News Discourse. *Political Communication*, 10, 55-75. doi:10.1080/10584609.1993.9962963
- Phillips, K. (1996). The spaces of public dissension: Reconsidering the public sphere. *Communication Monographs*, 63(2), 231-248. Récupéré sur <https://doi.org/10.1080/03637759609376391>
- Pradervand, O., & Vallotton, F. (2013). Le Patrimoine Audiovisuel En Suisse : Genèse, Ressources, Reconfigurations. *Sociétés & Représentations*, 1(35), 27-39.
- Rabatel, A. (2004). L'effacement énonciatif dans les discours rapportés et ses effets pragmatiques. *Langages*, 156(4), 3-17. doi:10.3917/lang.156.0003
- Ruiz, P. (2013). Revealing Power: Masked Protest and the Blank Figure. *Cultural Politics*, 9(3), 263-279. Récupéré sur <https://doi.org/10.1215/17432197-2346973>
- Sarfati, G. E. (2014). *Éléments d'analyse du Discours* (éd. 2e). Paris: Armand Colin.
- Semetko, H., & Valkenburg, P. (2000). Framing European Politics: A Content Analysis of Press and Television News. *Journal of Communication*, 50(2), 93-109. doi: 10.1111/j.1460-2466.2000.tb02843.x
- Steigmeier, A., Vallotton, F., Mäusli, T., & Beck, D. (2012). *La radio et la télévision en Suisse : histoire de la Société suisse de radiodiffusion et télévision SSR de 1983 à 2011*. Baden: hier+jetzt.
- Weber, M. (2019). *Le savant et le politique*. (J. Freund, Trad.) Paris: 10/18.

Widmer, J. (2010). *Discours et cognition sociale : Une approche sociologique*. Paris: Ed. des archives contemporaines.

Annexes

Annexe 1 - Répartition des reportages par cadre central.....	96
Annexe 2 - Liste des intervenants	103
Annexe 3 - Résultats de la requête de fréquence de mots dans l'ensemble de la retranscription des reportages du 19h30.....	119

Annexe 1 - Répartition des reportages par cadre central

- Sécurité : 81 reportages
- Organisations des manifestations : 21 reportages
- Intérêts privés : 20 reportages
- Sommet du G8 : 14 reportages
- Revendications : 12 reportages
- Politique suisse : 3 reportages

Sécurité

- 15 janvier :
 - Nomination de Pierre Aepli comme coordinateur suisse de la sécurité du sommet
- 27 janvier :
 - Coût du dispositif de sécurité annoncé à 40 millions
 - Interview de Jean-Claude Mermoud sur les coûts de la sécurité
- 13 février
 - 4500 soldats suisses seront mobilisés et qui payera les coûts de la sécurité
- 28 février :
 - Accord de principe de la France sur sa participation aux coûts de sécurité suisses
- 1^{er} mars :
 - Présentation du logo du sommet
 - Interview de Christophe Aguiton, membre d'ATTAC France, sur l'organisation des manifestations
- 3 mars :
 - Rencontre de Nicolas Sarkozy et Ruth Metzler à Genève pour discuter des mesures de sécurité
- 7 avril :
 - Annonce des mesures de sécurité en Suisse
- 15 avril :
 - Négociations sur le parcours de la grande manifestation
- 16 avril :
 - Négociations quant au tracé de la grande manifestation du 1er juin
 - Interview de Laurent Moutinot sur la sécurité de la rencontre entre George Bush et Pascal Couchepin
- 24 avril :
 - Dispositif de sécurité en France
- 28 avril :
 - Engagement de l'armée suisse pour la sécurité du sommet
 - Interview de Luc Fellay quant au rôle de l'armée lors du sommet
- 1^{er} mai :
 - La sécurité devra être assurée sans l'aide de policiers étrangers, selon Ruth Metzler
- 2 mai :
 - Manifestation du 1er mai à Lausanne et vitrines du Lausanne Palace brisées

- Interview de Michel Halpérin qui publie une tribune pour l'interdiction des manifestations
- 3 mai :
 - Les cantons demandent des renforts pour la sécurité et Ruth Metzler envisage de faire appel à des policiers étrangers
- 4 mai :
 - Interview de Pierre Vanek sur la nécessité ou non d'interdire les manifestations
- 5 mai :
 - 800 policiers d'autres cantons déployés pour la sécurité du sommet
- 6 mai :
 - Désengagement de Josef Zysiadis et des socialistes pour la manifestation et craintes des commerçants
 - Interview de Jean-Claude Mermoud sur la sécurité de la manifestation
- 7 mai :
 - Les Verts genevois demandent aux manifestants d'éviter toute violence
- 9 mai :
 - Mesures de sécurité à Ouchy
 - Genève n'aura pas le renfort de policiers allemands mais aura 720 policiers confédérés
 - Ampleur du dispositif de sécurité suffisant ou non ?
 - Les sociétés de surveillance privées sont sollicitées en vue du sommet et recrutent
- 11 mai :
 - Christophe Keckeis recommande d'interdire toute manifestation
- 12 mai :
 - Rencontre entre la délégation intercantonale et le Conseil fédéral au sujet des effectifs de sécurité
- 15 mai :
 - Annonce du renfort de 750 policiers anti-émeute allemands
 - Réactions quant à l'annonce du renfort allemand
- 16 mai :
 - Préparation de l'armée pour la sécurité du sommet
- 17 mai :
 - Préparation de la police vaudoise
- 21 mai :
 - Annonce d'une liste d'objets interdits lors des manifestations à Genève
- 22 mai :
 - Dispositif de sécurité sur le lac Léman
- 25 mai :
 - Contrôles renforcés aux frontières entre la Suisse et la France
 - Question de la nécessité ou non de créer un corps de police fédéral
 - Interview de Christophe Keckeis sur la mobilisation de l'armée pour le sommet du G8
- 27 mai :
 - Préparation des policiers allemands
- 28 mai :

- Préparatifs sécuritaires
- Mesures de sécurités et réactions à Evian
- Interview de Jean-Dominique Michel, anthropologue Université de Genève, sur les craintes liées au G8
- 29 mai :
 - Travail des observateurs neutres
 - Policiers allemands en poste à l'aéroport de Cointrin
 - Contrôles aux frontières renforcés
 - Surveillance des routes en Haute-Savoie
- 30 mai :
 - Manifestation non autorisée devant le siège de l'OMC à Genève
 - Dispositif de sécurité français
- 31 mai :
 - Interview de Pascal Couchepin sur les craintes liées aux manifestations
- 1^{er} juin :
 - Service d'ordre interne de la grande manifestation
 - Vitres cassées la nuit de vendredi à samedi à Genève
 - Qui sont les casseurs ?
 - Interview de Micheline Spoerri sur l'action de la police lors des heurts de la nuit passée
 - Interview d'Eric Decarro sur les heurts de la nuit passée
 - Point sur la situation actuelle à Genève
 - Interpellations de manifestants au camping de la Bourdonette
 - Responsabilité dans la chute du pont d'Aubonne
 - Point de situation sur les heurts entre police et manifestants à Genève
 - Point de situation à Lausanne
 - Point de situation à Genève
- 2 juin :
 - Manifestation non-autorisée devant l'OMC à Genève
 - Heurts durant la nuit précédente à Genève
 - Action de la police remise en question : trop ou pas assez engagée ?
 - Déroulement de l'accident du pont d'Aubonne
 - Question de l'action de la police à Lausanne
- 3 juin :
 - Blocage du pont du Mont Blanc à Genève la veille
 - Les socialistes genevois demandent la démission de Micheline Spoerri
 - Interview de Micheline Spoerri sur l'action de la police
 - Manifestation non-autorisée en cours dans le quartier de la RTS à Genève
- 4 juin :
 - Interview de Jean-Marc Widmer, Président de l'Union du personnel du corps de police (UPCP), sur l'action de la police à Genève
- 5 juin :
 - Bilan de la police à Genève
 - Interview d'Eric Decarro sur l'action de la police
- 9 juin :
 - Sortie d'un livre de photos sur les manifestations

- 28 juin :
 - Plaisanterie d'un contrôleur aérien Skyguide durant le sommet
- 25 juillet :
 - Deux manifestants ont été arrêtés à Genève suite à la diffusion de photos des manifestations sur le site internet de la police genevoise
- 29 juillet :
 - Un troisième manifestant est arrêté par la police genevoise
- 30 juillet :
 - Inculpation du manifestant d'ATTAC Neuchâtel
- 4 septembre :
 - Micheline Spoerri déclare vouloir l'investissement de l'armée lors des manifestations futures
- 13 octobre :
 - Rapport de la permanence juridique du G8 sur l'action de la police genevoise
- 30 octobre :
 - Bilan de l'action de la police par les autorités vaudoises

Intérêts privés

- 22 janvier :
 - Inconvénients des mesures de sécurité pour les habitants d'Evian
- 15 avril :
 - Fermeture des écoles en Haute-Savoie durant le sommet
- 24 avril :
 - Tracé officiel définitif de la manifestation du 1er juin
- 19 mai :
 - Désagréments des manifestations pour les commerçants genevois
- 21 mai :
 - Construction de palissades sur les vitrines à Genève
- 23 mai :
 - Inquiétudes des commerçants à Lausanne car la manifestation partira d'Ouchy et finira à La Riponne et non l'inverse, comme prévu jusqu'ici
 - Fermeture des bancomates à Genève lors des manifestations
- 28 mai :
 - Palissades sur les vitrines à Lausanne
 - Interview de Jean-Louis Juvet, président association genevoise des professionnels en assurance (AGAP), quant aux dégâts potentiels couverts ou non par les assurances
 - Des entreprises qui fermeront en raison du sommet ne veulent pas verser de salaire à leurs employés pendant ces congés forcés
- 29 mai :
 - Réactions aux palissades à Genève
- 31 mai :
 - Contraintes pour les pêcheurs en raison des mesures de sécurité du sommet
- 2 mai :
 - Coût de la casse pour les commerçants à Genève

- 3 juin :
 - Indemnisation de la France pour les dommages en Suisse
 - Garage d'un particulier brûlé à Genève
- 4 juin :
 - Indemnisation des dégâts aux commerçants à Genève
 - Démontage des palissades à Genève
- 6 juin :
 - La Confédération ne veut pas indemniser les dégâts des particuliers
 - Indemnisation des dégâts pour les particuliers par les assurances
- 30 septembre :
 - Le Conseil des Etats réitère qu'il n'y aura pas de dédommagement de la part de la confédération pour les dégâts faits aux commerçants lors des manifestations

Organisation des manifestants

- 1^{er} mars :
 - Réunion d'altermondialistes pour organisation les manifestations à Genève
- 15 avril :
 - Interview de Pierre Vanek au sujet d'une manifestation à Cointrin en cas de rencontre entre Pascal Couchepin et George Bush
- 4 mai :
 - Manifestation au village militaire de Bure pour protester contre l'engagement de l'armée dans le dispositif de sécurité du sommet
- 12 mai :
 - Organisation des villages alternatifs
- 20 mai :
 - Organisation du village alternatif à Annemasse
- 25 mai :
 - Campement non-autorisé d'altermondialistes sur le terrain de sport de l'UNIL
- 29 mai :
 - Déroulement de la grande manifestation à Lausanne
 - Villages alternatifs à Annemasse
 - Arrivée en train de manifestants allemands
 - Village alternatif à Genève
 - Mobilisation contre les camions au tunnel du Mont Blanc
- 30 mai :
 - Action en vélo devant le siège de Nestlé à Vevey
- 31 mai :
 - Actions de militants à Lausanne
 - Organisation des altermondialistes à Annemasse
 - Action Feu au Lac en Suisse
 - Action organisée par ATTAC à Baby Plage
- 1^{er} juin :
 - Grande manifestation à Genève
 - Chute d'un manifestant du pont d'Aubonne
- 3 juin :

- Manifestation à Lausanne
- 6 juin :
 - Rassemblement dispersé à Genève
- 3 juillet :
 - Martin Shaw sort du CHUV

Sommet du G8

- 21 mai :
 - Déclaration de Jacques Chirac sur les enjeux du G8
- 22 mai :
 - Projet pédagogique sur le G8 pour des élèves
- 26 mai :
 - Historique du G8
- 28 mai :
 - Portrait du président chinois Hu Jintao, présent au G8 pour la première fois
- 30 mai :
 - Politique de George Bush
 - Déroulement du G8
 - Dossiers abordés par le G8 dans le passé
- 31 mai :
 - Sommet élargi du G8 au Beaurivage palace
 - Objectifs du NEPAD
- 1^{er} juin :
 - Arrivée des chefs d'Etat à Evian
 - Rencontres entre les conseillers fédéraux et des dirigeants étrangers
- 2 juin :
 - Relations entre George Bush et Jacques Chirac
 - Commentaire sur les décisions du G8
 - Interview de Luiz Inácio Lula da Silva sur son projet contre la faim

Revendications des manifestants

- 19 mai :
 - Action de Médecins sans frontières pour sensibiliser aux enjeux des maladies infectieuses en Afrique
- 27 mai :
 - Rencontre avec un anarchiste lyonnais
- 30 mai :
 - Journée d'information sur la globalisation dans une ferme en Haute-Savoie
 - Interview d'Eric Toussaint, membre du comité du Forum de Porto Alegre, sur la dette du Tiers-Monde
 - Interview de Susan George et Barbara Polla sur les enjeux du G8
 - Interview de Yoann Boget, manifestant, sur les revendications des altermondialistes
 - Interview de Susan George et Barbara Polla sur les perspectives politiques des altermondialistes et du G8

- Interview de Pascal Couchepin sur les enjeux du G8
- Débat entre Susan George et Barbara Polla sur le libéralisme
- Interview d'Aurélien Darbellay sur les revendications des altermondialistes
- Débat entre Paul Dembinski, professeur d'économie et Susan George sur la mondialisation et le libéralisme
- 31 mai :
 - « Sommet Pour un Autre Monde » à Annemasse

Politique suisse

- 2 juin :
 - Discussions au parlement liées au G8
- 7 juin :
 - Un comité de femmes signe une lettre en soutien à Micheline Spoerri
- 12 juin :
 - Des parlementaires genevois demandent le licenciement de Decarro et Marcellus

Annexe 2 - Liste des intervenants

- Nombre d'intervenants total : 222
- Nombre de prises de paroles totales : 275

Sécurité

Nombre d'intervenants : 36

Nombre de prises de parole totales : 61

Durée totale d'interviews : 25 minutes 49 secondes

Nombre d'anonymes : 6

Nom	Titre/rôle	Nombre de reportages où intervient	Type de prise de parole	Durée totale des interviews
Christian Cudré-Mauroux	Chef de la police genevoise	4	Interventions courtes en reportages	-
Pierre Aepli	Coordinateur suisse Sommet G8	3	Interventions courtes en reportages	-
Major Alain Bergonzoli	Commandant de la gendarmerie vaudoise	3	Interventions courtes en reportages	-
Divisionnaire Luc Fellay	Commandant de la division territoriale 1	3	2 interventions courtes 1 interview plateau	2m28s
Christophe Keckeis	Chef de l'état-major général	1	Interview plateau	3m20s
Divisionnaire Markus Gyax	Chef du groupe des opérations des Forces aériennes	1	Intervention courte en reportage	-
Col EMG Peter Egger	Cdt brigade aviation 31	1	Intervention courte en reportage	-
Jean-Pierre Authier	Directeur Securitas Genève	1	Intervention courte en reportage	-
Eric Lehmann	Commandant de police/VD	1	Intervention courte en reportage	-
Guy-Charles Monney	Attaché de presse de la police cantonale vaudoise	1	Intervention courte en reportage	-
Capitaine Sacha Fehlmann	Chef engagement lac	1	Intervention courte en reportage	-

Guy Dubois	Sergent-Major, garde-frontière	1	Intervention courte en reportage	-
Bruno Turin	Sergent, garde-frontière	1	Intervention courte en reportage	-
Jean-Luc Vez	Chef Office fédéral de la police	1	Intervention courte en reportage	-
Joël Lovey	Garde-frontière	1	Intervention courte en reportage	-
Gérard Maury	Chef Police de Sécurité Aéroport	1	Intervention courte en reportage	-
Jean-Pierre Muther	Commissaire de police Nyon	1	Intervention courte en reportage	-
Gérald Hagenlocher	Commandant de la police de Lausanne	1	Intervention courte en reportage	-
Willy Kammermeier	Directeur de la police de Bavière	1	Intervention courte en reportage	-
Mickael Hockwin	Policier	1	Intervention courte en reportage	-
Cornelia Stummer	Policière	1	Intervention courte en reportage	-
Jean-Christophe Sauterel	Porte-parole police VD	1	Intervention courte en reportage	-
Jean-Marc Widmer	Président de l'Union du personnel du corps de police (UPCP)	1	Intervention longue en reportage	-
Silverio Duarte	Délégué syndical FTMH/VD	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Policier</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Policier</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Policière</i>	1	Intervention courte en reportage	-

Anonyme	<i>Policier</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Soldat</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Soldat</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Politiciens responsables de la sécurité				
Micheline Spoerri	Cheffe Dpt Justice et Police/GE	7	4 interventions courtes en reportages 2 interviews plateau 1 débat plateau	11m13s
Jean-Claude Mermoud	Conseiller d'Etat vaudois en charge de la sécurité	7	4 interventions courtes en reportages 3 interviews plateau	9m6s
Ruth Metzler	Cheffe du département fédéral de justice et police	5	5 interventions courtes en reportages	-
Jörg Schild	Président de la Conférence des directeurs cantonaux de justice et police	1	Intervention courte en reportage	-
Oswald Sigg	Porte-parole Dpt fédéral de la défense	1	Intervention courte en reportage	-
Dominique Bugnon	Porte-parole Département de la Défense	1	Intervention courte en reportage	-

Politique

Nombre d'intervenants : 35

Nombre de prises de parole totales : 43

Durée totale d'interviews : 29 minutes 42 secondes

Nombre d'anonymes : 0

Nom	Titre/rôle	Nombre de reportages où intervient	Type de prise de parole	Durée totale des interviews
-----	------------	--	----------------------------	--------------------------------

Pascal Couchepin	Président de la Confédération	3	1 intervention courte en reportage 2 interviews plateau	7m2s
Laurent Moutinot	Président du Conseil d'Etat genevois	2	1 intervention courte en reportage 1 interview plateau	2m53s
Michel Halpérin	Député Libéral/GE	2	1 intervention courte en reportage 1 interview plateau	1m38s
Micheline Calmy-Rey	Cheffe du département fédéral des affaires étrangères	2	Interventions courtes en reportages	-
Daniel Brélaz	Syndic de Lausanne	2	Interventions courtes en reportages	-
Barbara Polla	Conseillère nationale Lib./GE	1	Débat plateau	18m9s
Anne-Catherine Lyon	Conseillère d'Etat	1	Intervention courte en reportage	-
Nils de Dardel	Conseiller national PS/GE	1	Intervention courte en reportage	-
Madeleine Bernasconi	Conseillère nationale PRD/GE	1	Intervention courte en reportage	-
Jacques Haldy	Député au Grand Conseil libéral/VD	1	Intervention courte en reportage	-
Pierre-Louis Portier	Député PDC/GE	1	Intervention courte en reportage	-
Christian Ferrazino	Maire de la Ville de Genève	1	Intervention courte en reportage	-
Yves Guisan	Conseiller national PRD/VD	1	Intervention courte en reportage	-
Pierre-Yves Maillard	Conseiller national PS/VD	1	Intervention courte en reportage	-

François Lachat	Conseiller national PDC/JU	1	Intervention courte en reportage	-
Claude Ruey	Président Parti libéral	1	Intervention courte en reportage	-
Jean-Philippe Maitre	Conseiller national PDC/GE	1	Intervention courte en reportage	-
Anne-Catherine Ménétre	Conseillère nationale Les Verts/VD	1	Intervention courte en reportage	-
Jacques Droin	Député Grand Conseil PS/GE	1	Intervention courte en reportage	-
Christian Brunier	Député socialiste/GE	1	Intervention courte en reportage	-
Stéphanie Ruegsegger	Cheffe du groupe PDC/GE	1	Intervention courte en reportage	-
Charles Beer	Conseiller d'Etat/GE	1	Intervention courte en reportage	-
Christiane Brunner	Prés. Parti socialiste suisse	1	Intervention courte en reportage	-
Olivier Jornot	Président du parti libéral genevois	1	Intervention courte en reportage	-
Alain Charbonnier	Observateur parlementaire, député PS/GE	1	Intervention courte en reportage	-
Politiciens étrangers				
Marc Francina	Maire d'Evian	2	Interventions courtes en reportages	-
Jean-François Carenc	Préfet de Haute-Savoie	2	Interventions courtes en reportages	-
Nicolas Sarkozy	Ministre français de l'intérieur	1	Intervention courte en reportage	-
Jean-Claude Poimbeuf	Secrétaire général du G8	1	Intervention courte en reportage	-
Dominique de Villepin	Ministre français des affaires étrangères	1	Intervention courte en reportage	-

Alberto Michelini	Représentant italien auprès du Nepad	1	Intervention courte en reportage	-
Hama Amadou	Premier ministre nigérian	1	Intervention courte en reportage	-
Robert Borrel	Maire d'Annemasse	1	Intervention courte en reportage	-
Luiz Inácio Lula da Silva	Président du Brésil	1	Intervention courte en reportage	-
Jacques Chirac	Président République française	1	Intervention courte en reportage	-

Altermondialistes

Nombre d'intervenants : 61

Nombre de prises de parole totales : 74

Durée totale d'interviews : 50 minutes 21 secondes

Nombre d'anonymes : 18

Nom	Titre/rôle	Nombre de reportages où intervient	Type de prise de parole	Durée totale des interviews
Eric Decarro	Forum Social Lémanique	5	1 débat plateau 1 interview plateau	7m25s
Pierre Vanek	Député Alliance de Gauche/GE	5	3 interventions courtes en reportages 2 interviews plateau	7m15s
Aristides Pedraza	Comité vaudois anti-G8, organisation socialiste-libertaire	4	4 interventions courtes en reportages	-
Josef Zisyadis	Comité vaudois anti-G8	3	2 interventions courtes en reportages 1 interview plateau	2m12s
Susan George	Vice-présidente Attac France	1	Débat plateau	18m9s
Fabian et Jérôme	Du « Oulala ç'village »	1	Interview plateau	4m14s

Aurélien Darbellay	<i>Militant</i>	1	Interview plateau	3m16s
Yoann Boget	<i>Militant</i>	1	Interview plateau	2m20s
Christophe Aguiton	ATTAC France	1	Interview plateau	2m58s
Eric Toussaint	Membre du Comité du forum de Porto Alegre	1	Interview plateau	2m49s
Géraldine Savary	Comité vaudois anti-G8, socialiste	1	Intervention courte en reportage	-
Antonio Hodgers	Député, chef groupe Verts au Grand Conseil genevois	1	Intervention courte en reportage	-
Ada Mara	Comité anti-g8	1	Intervention courte en reportage	-
Paolo Gilardi	Secrétaire romand GSsA	1	Intervention courte en reportage	-
Leïla Kramis	Porte-parole MSF-Suisse	1	Intervention courte en reportage	-
Juan Tortosa	Forum social lémanique	1	Intervention courte en reportage	-
Pauline Grosset	Membre du Comité anti-G8/VD	1	Intervention courte en reportage	-
Yannick Patois	Résident « village intergalactique »	1	Intervention courte en reportage	-
Jean-Hervé Bradol	Président MSF France	1	Intervention courte en reportage	-
Irene Khan	Secrétaire générale Amnesty International	1	Intervention courte en reportage	-
Lucie Schnell	Manifestante	1	Intervention courte en reportage	-
Philipp Hersel	Responsable ATTAC Allemagne	1	Intervention courte en reportage	-
Samuel Coghe	Manifestant	1	Intervention courte en reportage	-

Malte Kreuzfeldt	ATTAC Allemagne	1	Intervention courte en reportage	-
Jan Suter	<i>Manifestant</i>	1	Intervention courte en reportage	-
David Rappe	Coordonnateur régional de la fédération anarchiste	1	Intervention courte en reportage	-
Dominique Froidevaux	Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique, GE	1	Intervention courte en reportage	-
Guillaume	« Village alternatif »	1	Intervention courte en reportage	-
Fabien	<i>Manifestant</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Alain	Legal Team VAAAG	1	Intervention courte en reportage	-
Olivier Besancenot	Ligue communiste révolutionnaire, France	1	Intervention courte en reportage	-
Christian Morin	Bénévole service d'ordre	1	Intervention courte en reportage	-
Robert	Bénévole service d'ordre	1	Intervention courte en reportage	-
Robert 2	Bénévole service d'ordre	1	Intervention courte en reportage	-
Laurent	Bénévole service d'ordre	1	Intervention courte en reportage	-
Florian	Association « L'Usine »	1	Intervention courte en reportage	-
Olivier de Marcellus	Forum Social Lémanique	1	Intervention courte en reportage	-
Me Jean-Michel Dolivo	Avocat du prévenu	1	Intervention courte en reportage	-
Sylvain Selleger	Permanence juridique G8	1	Intervention courte en reportage	-

Christine	Manifestante	1	Intervention courte en reportage	-
Edith Baltassat	Agricultrice	1	Intervention courte en reportage	-
François Dufour	Confédération paysanne	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	« Sympathisante écologiste Longo Maï »	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	« Militant anti-mondialiste Attac »	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	« Sympathisante anti-G8 »	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Syndicaliste CGT de la société des eaux minérales d'Evian</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Membre du service d'ordre 1</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Membre du service d'ordre 2</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Enfant</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Manifestante</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Manifestante</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Manifestant</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Manifestant</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Manifestant</i>	1	Intervention courte en reportage	-

Anonyme	<i>Manifestant</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Manifestant</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Manifestant</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Manifestante</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Manifestante</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Manifestante</i>	1	Intervention courte en reportage	-

Voisins et commerçants

Intervenants : 70

Prises de parole totales : 75

Durée totale d'interviews : 2 minutes 29 secondes

Nombre d'anonymes : 39

Nom	Titre/rôle	Nombre de reportages où intervient	Type de prise de parole	Durée totale des interviews
Martine Fiora	Présidente de l'Association des commerçants lausannois	3	Interventions courtes en reportages	-
Jean-Louis Juvet	Président Association genevoise des professionnels en assurance (AGAP)	2	1 intervention courte en reportage 1 interview plateau	2m29s
Olivia Guyot	Secrétaire patronale Féd. syndicats patronaux	2	Interventions courtes en reportages	-
Hubert Zanetta	Garagiste	2	Interventions courtes en reportages	-
Jacques Gaucher	Proviseur, La Versoie, Thonon	1	Intervention courte en reportage	-

Patrick Fèvre	Directeur école primaire de Veigy	1	Intervention courte en reportage	-
Jacques Pasquier	Directeur école maternelle de Veigy	1	Intervention courte en reportage	-
Sébastien Biondina	Gérant	1	Intervention courte en reportage	-
Dominique Jargy	Médecin responsable	1	Intervention courte en reportage	-
Jean-Jacques Gauer	Directeur du Lausanne-Palace	1	Intervention courte en reportage	-
Edoardo Hölzl	Horloger-bijoutier Lausanne	1	Intervention courte en reportage	-
Charles-Antoine Kohler	Directeur Manor Lausanne	1	Intervention courte en reportage	-
Fabrice Bezençon	Hôtelier, directeur du Château d'Ouchy	1	Intervention courte en reportage	-
Bernard Gaud	« Communauté annemassienne »	1	Intervention courte en reportage	-
Enzo Stretti	Président des hôteliers lausannois	1	Intervention courte en reportage	-
Jacques Maréchal	Location de bateau	1	Intervention courte en reportage	-
Michael Laurent	Menuiserie Droz	1	Intervention courte en reportage	-
Lionel Levray	Pêcheur professionnel	1	Intervention courte en reportage	-
Andrew Gilbert	Division grand public BCGe	1	Intervention courte en reportage	-
Jean-Paul Raphanel	Belloni SA	1	Intervention courte en reportage	-
Christian Masset	Vendeur Corabois	1	Intervention courte en reportage	-
Francis Brühlart	Président de la Fédération des pêcheurs	1	Intervention courte en reportage	-

	amateurs du Léman			
Raymond Schmitt	Habitant d'Annemasse	1	Intervention courte en reportage	-
Mathias	Etudiant de 16 ans	1	Intervention courte en reportage	-
Bernard Otto Aeschbach	Propriétaire du magasin	1	Intervention courte en reportage	-
Domenico Tumminello	Gérant	1	Intervention courte en reportage	-
Patrick Bichet	Vitrier et storiste	1	Intervention courte en reportage	-
Antoine Remor	Gérant « Le Remor »	1	Intervention courte en reportage	-
Roman Clavadetscher	Avocat, Generali Assurances	1	Intervention courte en reportage	-
Alicia Cabanelas	Gérante station-service Maladière	1	Intervention courte en reportage	-
Manuel Rede	Ouvrier	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Commerçant</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Vendeuse</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Commerçante</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Commerçante</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Commerçant</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Commerçante</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Libraire</i>	1	Intervention courte en reportage	-

Anonyme	<i>Conducteur de la crémaillère</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Citoyen venu voir la base militaire</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Citoyen venu voir la base militaire</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Citoyenne</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Citoyen</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Citoyenne</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Touriste</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Citoyen</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Citoyenne</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Automobiliste qui passe la frontière</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Automobiliste qui passe la frontière</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Automobiliste qui passe la frontière</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Citoyen</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Citoyenne</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Client</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Cliente</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Client</i>	1	Intervention courte en reportage	-

Anonyme	<i>Cliente</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Restauratrice</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Magasinier</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Citoyen</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Citoyenne</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Citoyenne</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Habitant du quartier</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Habitante du quartier</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Habitante du quartier</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Habitante du quartier</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Habitant du quartier</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Ouvrier qui démonte les palissades</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Ouvrier qui démonte les palissades</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Ouvrier qui démonte les palissades</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	<i>Ouvrier qui démonte les palissades</i>	1	Intervention courte en reportage	-

Experts/scientifiques

Nombre d'intervenants : 5

Nombre de prises de parole totales : 5

Durée totale d'interviews : 7 minutes 34 secondes

Nombre d'anonymes : 0

Nom	Titre/rôle	Nombre de reportages où intervient	Type de prise de parole	Durée totale des interviews
Jean-Dominique Michel	Anthropologue Université de Genève	1	Interview plateau	2m16s
Paul Dembinski	Prof d'économie, UNIFR	1	Débat plateau	5m18s
Antoine Kernén	Chargé de cours à l'Institut Universitaire d'Etude sur le Développement	1	Intervention courte en reportage	-
Gérald Bérou, SinOptic	Services et études du monde chinois	1	Intervention courte en reportage	-
Jean Ziegler	Sociologue	1	Intervention courte en reportage	-

Autre

Nombre d'intervenants : 15

Nombre de prises de parole totales : 17

Durée totale d'interviews : 0

Nombre d'anonymes : 1

Nom	Titre/rôle	Nombre de reportages où intervient	Type de prise de parole	Durée totale des interviews
Luc Recordon	Responsable des observateurs neutres	2	Interventions courtes en reportages	-
Jacques Antenen	Juge d'instruction cantonal	2	Interventions courtes en reportages	-
Pascal Herren	Coordinateur Amnesty International	1	Intervention courte en reportage	-
Anita	<i>Participante à l'animation MSF</i>	1	Intervention courte en reportage	-
Juliana	<i>Participante à l'animation MSF</i>	1	Intervention courte en reportage	-

Bertrand Yersin	Médecin chef urgences CHUV	1	Intervention courte en reportage	-
Christian van Singer	Observateur neutre	1	Intervention courte en reportage	-
Nathalie Vanacore	Employée de commerce	1	Intervention courte en reportage	-
André Klopmann	Auteur	1	Intervention courte en reportage	-
Ivan Slatkine	Editeur	1	Intervention courte en reportage	-
Ester Paredes	Rédactrice photo	1	Intervention courte en reportage	-
Patrick Herr	Porte-parole Skyguide	1	Intervention courte en reportage	-
Jamshid Pouranpir	Secrétaire syndical actions Unia	1	Intervention courte en reportage	-
Bernard Gasser	Co-auteur du projet pédagogique	1	Intervention courte en reportage	-
Anonyme	« Observateur Amnesty International »	1	Intervention courte en reportage	-

Annexe 3 - Résultats de la requête de fréquence de mots dans l'ensemble de la retranscription des reportages du 19h30

Mot	Longueur	Nombre	Pourcentage pondéré (%)	Mots similaires
manifester	10	408	1,88	manifestant, manifestante, manifestants, manifestation, manifestations, manifeste, manifesté, manifestement, manifester
police	6	209	0,96	police, polices
genève	6	169	0,78	genève
policiers	9	137	0,63	policier, policière, policières, policiers
suisse	6	102	0,47	suisse, suisses
etat	4	93	0,43	etat, etats
pays	4	90	0,41	pays
casseurs	8	89	0,41	casseur, casseurs
sommet	6	87	0,40	sommet, sommets
grand	5	85	0,39	grand, grande, grandement, grandes, grand, grands
monde	5	80	0,37	monde
personnes	9	80	0,37	personne, personnes
lausanne	8	79	0,36	lausanne
français	8	75	0,35	français, france, francis, francs
commerçants	11	73	0,34	commerçant, commerçante, commerçants, commerce, commerces
partir	6	72	0,33	part, parti, partie, parties, partir, partira, partirait, partis
altermondialistes	17	69	0,32	altermondialiste, altermondialistes
conseil	7	69	0,32	conseil, conseille, conseiller
sécurité	8	69	0,32	sécurité
forces	6	68	0,31	force, forcé, forcée, forcées, forcément, forces, forcés
evian	5	66	0,30	evian, evianais
genevois	8	64	0,30	genevois, genevoise, genevoises
quelques	8	64	0,30	quelqu'un, quelque, quelques
ordre	5	61	0,28	ordre, ordres
premier	7	61	0,28	premier, première, premières, premiers
politique	9	60	0,28	politique, politiquement, politiques
aujourd'hui	11	59	0,27	aujourd'hui
côté	4	57	0,26	côté, côtés
présidents	10	57	0,26	présidence, président, présidente, présidents
spoerri	7	57	0,26	spoerri
passera	7	57	0,26	passaient, passait, passant, passante, passe, passée, passer, passera, passeront, passés
gens	4	56	0,26	gens
chefs	5	56	0,26	chef, chefs
villes	6	56	0,26	villa, ville, villes
violence	8	54	0,25	violence, violences
question	8	54	0,25	question, questionne, questions
parlé	5	53	0,24	parlaient, parle, parlé, parlement, parlements, parler, parlerons, parlez
cas	3	53	0,24	cas
beaucoup	8	52	0,24	beaucoup

anti	4	50	0,23	anti
organisés	9	50	0,23	organisait, organisateur, organisateurs, organisation, organisations, organise, organisé, organisée, organisées, organiser, organisés
vrai	4	49	0,23	vrai, vraie, vraiment
soir	4	49	0,23	soir, soirée
chose	5	47	0,22	chose, choses
heure	5	47	0,22	heure, heures
jours	5	47	0,22	jour, jours
données	7	46	0,21	donnais, donnait, donne, donné, donnée, données, donner, donneront, donnés
militants	9	45	0,21	militant, militante, militants, milite
pacifique	9	44	0,20	pacifique, pacifiquement, pacifiques, pacifisme, pacifiste, pacifistes
place	5	44	0,20	place, placé, placées, placement, placer, places
coupé	5	44	0,20	coup, coupe, coupé, coupée, couper, coups
arrivés	7	43	0,20	arrivaient, arrive, arrivé, arrivée, arrivées, arriver, arrivera, arriverait, arrivés
eau	3	43	0,20	eau, eaux
demandé	7	42	0,19	demandait, demandant, demande, demandé, demander, demandes, demandez
notamment	9	42	0,19	notamment, noté, noter
fédéral	7	41	0,19	fédéral, fédérale, fédéralisme, fédéralistes, fédéraux
action	6	41	0,19	action, actions
armés	5	41	0,19	armé, armée, armés
exemple	7	40	0,18	exemple, exemples
rues	4	39	0,18	rue, rues
service	7	39	0,18	service, services
casser	6	38	0,18	casse, cassé, cassée, cassées, casser, casses, cassés
allemands	9	38	0,18	allemand, allemande, allemandes, allemands
autorités	9	38	0,18	autorité, autorités
maintenant	10	38	0,18	maintenant, maintenir
effectivement	13	38	0,18	effectif, effectifs, effectivement
hommes	6	38	0,18	homme, hommes
mouvement	9	38	0,18	mouvement, mouvements
assurèrent	10	37	0,17	assurance, assurances, assure, assuré, assurer, assureront, assurés
rester	6	37	0,17	restait, restant, reste, rester, restera, resteront, restez
annemasse	9	37	0,17	annemasse
lac	3	37	0,17	lac
bons	4	37	0,17	bon, bonne, bonnes, bons
seulement	9	37	0,17	seul, seule, seulement, seules, seuls
vaudois	7	37	0,17	vaudois, vaudoise, vaudoises
mesures	7	36	0,17	mesure, mesurée, mesurerons, mesures
présents	8	36	0,17	présent, présentateur, présentatrice, présente, présenté, présentée, présenter, présentera, présentes, présentés, présents
dette	5	36	0,17	dette, dettes
durée	5	36	0,17	dur, dure, durée, dures, durs

ferme	5	36	0,17	ferme, fermé, fermée, fermées, fermement, fermer, fermera, fermerait, fermeront, fermes, fermés
lémanique	9	35	0,16	léman, lémanique, lémaniques
nuit	4	35	0,16	nuit, nuits
cantons	7	35	0,16	canton, cantons
points	6	35	0,16	point, points
social	6	35	0,16	social, socialiste, socialistes, sociaux
importante	10	34	0,16	importance, important, importante, importantes, importants
moment	6	34	0,16	moment, moments
toujours	8	34	0,16	toujours
accords	7	33	0,15	accord, accordant, accordé, accorder, accordez, accords
dernier	7	33	0,15	dernier, dernière, dernières, derniers
manière	7	33	0,15	manière, manières
plans	5	32	0,15	plan, plans
veut	4	32	0,15	veut
guerre	6	31	0,14	guerre, guerres
juste	5	31	0,14	juste, justement
voit	4	31	0,14	voit
risques	7	30	0,14	risque, risques, risqués
économie	8	30	0,14	économie, économies, économique, économiquement, économiques, économistes
vont	4	30	0,14	vont
étaient	7	30	0,14	étaient